

UNIVERSITÉ DE PARIS. --- FACULTÉ DE DROIT.

LE

BUDGET DE PARIS

Depuis 1870

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 28 mai 1909 à 1 heure

PAR

A. CARRÉ

Rédacteur à la Préfecture de la Seine

Président : M. BERTHÉLEMY.

Suffragants : MM. SAUZET et JACQUELIN, professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON.

10, Rue de Vaugirard, 10, (Près l'Odéon).

(Anciennement : 26, Rue Monsieur-le-Prince)

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE
BUDGET DE PARIS
Depuis 1870

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 28 mai 1909 à 1 heure

PAR

A. CARRÉ

Rédacteur à la Préfecture de la Seine

Président : M. BERTHÉLEMY.

Suffragants : MM. SAUZET et JACQUELIN, professeurs.



PARIS
LIBRAIRIE DES FACULTÉS
A. MICHALON,
10, Rue de Vaugirard, 10, (Près l'Odéon).
(Anciennement : 26, Rue Monsieur le Prince)

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- PIERRE BAUDIN. Proposition relative aux taxes de remplacement de l'octroi, 1898, *imprimé* n° 2.
- BERTHÉLEMY. Traité du Droit administratif, 1906, 4^e édition.
- BERTHÉLEMY. La suppression des octrois et l'expérience de Lyon. *Revue politique et parlementaire*, 1895, pages 275 à 287 — 446 à 470.
- BERTHÉLEMY. La question des octrois. *Revue de Paris*, Février 1899.
- BLOCK ET DE PONTICH. Administration de la ville de Paris, 1884.
- BUDGETS ET COMPTES de la ville de Paris de 1860 à 1909.
- CADOUX. Les Finances de la ville de Paris de 1798 à 1900.
- CHAUTARD. Proposition relative à la suppression de l'octroi, 1906, *imprimé* n° 1.
- DESPLAS. Rapport général sur le budget de l'année 1904 (1903, *imprimé* n° 72).
- DEVILLE. Rapport général sur le budget de l'année 1901 (1900, *imprimé*, n° 66.)
- FONTAINE. Rapport sur la suppression des droits d'octroi à Paris, 1898.
- FOUCAUD. Etude sur les taxes municipales parisiennes, 1907.
- LAMPUÉ. Rapport général sur le budget du département de la Seine pour l'année 1909 (1908, *imprimé* 15).
- LAVALLÉE. Le régime administratif du département de la Seine et de la ville de Paris, 1901.
- ANDRÉ LEFÈVRE. Rapport général sur le budget de l'année 1905 (1904, *imprimé*, 79).

- ANDRÉ LEFÈVRE. Rapport général sur le budget de l'année 1907 (1906, *imprimé*, 119).
- ANDRÉ LEFÈVRE. Rapport général sur le budget de l'année 1908 (1907, *imprimé*, 116).
- ANDRÉ LEFÈVRE. Proposition relative à la suppression de l'octroi, 1905, *imprimé*, n° 96.
- LEMERCIER DE. Répertoire général des Contributions directes, 1906 5^e édition.
- LEROY-BEAULIEU. Traité de la Science des Finances, 5^e édition.
- LÉVY. Etude sur les emprunts de la ville de Paris, 1896. Thèse pour le Doctorat.
- FÉLIX ROUSSEL. Rapport sur le régime de l'Electricité, 1906, *imprimé*, 48.
- LÉON SAY. Observations sur le système financier du préfet de la Seine, 1865.
- LÉON SAY. La ville de Paris et le Crédit Foncier. Lettre à MM. les membres de la Commission du Corps Législatif. *Journal des Débats*, 2 et 3 mars 1868.
- ADRIEN VEBER. Rapport sur les taxes de remplacement de l'octroi, 1898, *imprimé*, n° 71.
- ADRIEN VEBER. Rapport complémentaire sur les taxes de remplacement, 1898, *imprimé*, n° 81.

AVANT-PROPOS

Un nouveau régime politique a commencé pour la Ville de Paris, avec le gouvernement de la troisième république : administrée sous le premier Empire, et sous la Restauration, par le Conseil de département remplissant les fonctions d'assemblée municipale, Paris eut sous la monarchie de juillet un Conseil élu au suffrage censitaire ; les événements politiques de 1848 et de 1851 firent disparaître ces institutions presque libérales. (1) Sous l'Empire, une Commission municipale, nommée par le pouvoir exécutif, fut chargée de délibérer sur les questions municipales. Ce régime prit fin avec le gouvernement impérial. La loi du 14 avril 1871 a doté Paris d'un Conseil municipal de quatre-vingt membres, élus au suffrage universel.

Depuis ce régime n'a pas été modifié ; les attributions du Conseil municipal de Paris sont toujours déterminées par les lois du 18 juillet 1837, et du

1 Loi du 5 mai 1855.

24 juillet 1867. La loi du 5 avril 1884 n'est pas applicable à la ville de Paris.

La présence à l'Hôtel de Ville d'une assemblée élue a donné aux affaires municipales une orientation nouvelle. Sous l'Empire, l'administration de M. Haussmann ne rencontrait aucune opposition dans la Commission municipale. Il n'en est plus de même aujourd'hui, et bien que les préfets de la Seine soient armés de prérogatives exceptionnelles, et que les délibérations du Conseil municipal doivent pour être exécutoires, être prises d'accord avec le préfet, l'influence exercée par le Conseil dans la vie publique de Paris n'en est pas moins profonde.

Son autorité s'affirme principalement dans la discussion des questions financières, et notamment dans celle du budget municipal. Il défend avec énergie les intérêts du contribuable parisien, et exerce sur les dépenses un contrôle rigoureux, œuvre considérable, car le budget parisien, supérieur aux budgets de la Suisse et de la Belgique, atteint aujourd'hui 365 millions, et chaque parisien acquitte annuellement, pour sa part, dans les dépenses municipales, la somme de cent trente francs (1).

1 Le budget des dépenses ordinaires a été fixé pour l'année 1908 à 654.066.476 fr. 26, et d'après le recensement du 3 Décembre 1906, la population de la Ville de Paris est de 2.711.931 habitants.

Les problèmes financiers, que le Conseil a eu à résoudre, depuis qu'il siège à l'Hôtel-de-Ville, sont nombreux.

De 1871 à 1876, il fallut relever le crédit de la ville, compromis par les opérations financières de M. Haussmann, liquider la dette flottante provenant de l'émission des bons de la Caisse des travaux, et du paiement de l'indemnité de guerre. La situation financière assainie, on chercha à donner au budget municipal plus de stabilité et d'élasticité. Après une période inévitable de tâtonnements et de déficits, aggravés par la crise économique de 1873-1874, la prospérité financière renaît en 1875-1876. Les budgets de cette époque accusent d'énormes plus-values, qui permettent de doter le budget extraordinaire et de reprendre les grands travaux.

Quelques années plus tard, de 1882 à 1887, les budgets difficiles reparaissent, et arrêtent pour un moment l'essor des finances. L'exposition de 1889 amène la reprise des affaires. De 1890 à 1900 une nouvelle politique financière apparaît, celle des emprunts et des grands travaux, politique parfois dangereuse, car durant cette période, il fallut, pour assurer l'équilibre budgétaire, recourir aux réserves économisées sur les budgets antérieurs. La réforme des octrois municipaux, la réduction imposée par le parlement des droits établis sur les boissons hygié-

niques (1), l'établissement de taxes de remplacement, et leur rendement tout d'abord incertain, viennent aggraver en 1901-1902 l'état des finances municipales.

A la même époque, l'administration préfectorale et le Conseil municipal s'occupent à réorganiser les services municipaux des transports et de l'éclairage. La construction au compte de la ville, d'un chemin de fer métropolitain, l'acquisition par le domaine de la ville du matériel d'exploitation de la Compagnie parisienne du Gaz, de nouveaux contrats passés avec des Sociétés fermières viennent accroître les revenus industriels de la ville.

Durant la même période, les dépenses ont également progressé. Une série de lois sur l'enseignement, et sur l'assistance, ont augmenté le budget des dépenses obligatoires (1). La progression automatique des recettes a permis de faire face à ces charges sans impositions nouvelles. Soucieux des intérêts du contribuable parisien, le Conseil municipal a toujours refusé à l'administration préfectorale les centimes additionnels, qu'elle a réclamés depuis 1888. Les tarifs du gaz et de l'électricité ont été également abaissés dans les nouveaux cahiers de charges.

1 Loi du 29 Décembre 1897.

1 Loi du 7 Juillet 1904 sur l'enseignement primaire congréganiste, du 25 Juin 1904 sur les enfants assistés, du 14 Juillet 1905 sur les vieillards infirmes ou incurables.

Il ne faudrait pas toutefois exagérer ces dégrèvements dans les recettes domaniales, qui pourraient devenir dangereux pour l'équilibre budgétaire.

En étudiant les finances municipales dans la période, dont nous venons de tracer l'histoire à grands traits, notre intention n'est pas de faire une monographie détaillée des différents budgets, qui se sont succédés. Nous chercherons à exposer les différentes méthodes financières, qui ont été suivies jusqu'à ce jour, et les résultats, qu'elles ont donnés. D'importantes questions financières, la réforme de l'octroi, les économies à réaliser soit sur les dépenses ordinaires, soit sur le service de la dette ne sont pas encore résolues.

Notre étude sera divisée en trois parties : dans la première, nous examinerons le budget parisien, dans ses rouages et dans son mécanisme, dans la seconde, les finances municipales de 1870 aux budgets actuels, dans la troisième, les réformes à réaliser.

PREMIÈRE PARTIE

LEGISLATION BUDGETAIRE CONCERNANT LA VILLE DE PARIS

La Ville de Paris étant soumise à un régime administratif exceptionnel, ce n'est pas dans la loi du 5 avril 1884, qu'il faut chercher les dispositions concernant son budget, mais dans les lois du 18 juillet 1867, et du 24 juillet 1867. La législation concernant le budget parisien résulte du titre III de la loi du 18 juillet 1867, et des articles 2 et 15 de la loi du 24 juillet 1867.

Les délibérations du Conseil municipal en matière budgétaire sont soumises à l'approbation du pouvoir central; c'est un décret qui règle le budget (1), il faut une loi pour autoriser les emprunts et les impositions extraordinaires (2).

Un budget de plusieurs centaines de millions,

1 Loi du 24 juillet 1867, article 15. D'après l'article 145 de la loi du 5 avril 1884, cette disposition est commune à toutes les villes dont le budget dépasse trois millions de francs.

2 Loi du 24 juillet 1867, article 23.

comme le budget parisien, ne peut pas être géré comme le budget d'une commune, qui ne compte que quelques centaines d'habitants. L'instruction générale du ministère des finances, qui traite de la comptabilité des finances municipales dans ses articles 811 à 1045, 1217 à 1326, 1519 à 1575, a été jugée insuffisante pour les finances parisiennes. Des mesures spéciales ont été prises pour assurer la régularité de l'exécution du budget municipal. La loi du 4 avril 1878 a créé près de la Caisse municipale, un service spécial de Contrôle central, pour empêcher toute dissimulation de recettes, et toute fausse déclaration de dépenses. Le Contrôleur central tient une comptabilité spéciale, qui doit concorder avec les écritures du Receveur municipal.

La comptabilité de la Ville de Paris est déterminée par un texte spécial, le règlement du 28 décembre 1878, sur la comptabilité des recettes et des dépenses de la Ville de Paris, dont les dispositions essentielles sont empruntées au décret du 31 mai 1862, qui a fixé les règles générales de la comptabilité publique (1). Pour la clarté de l'exposition, nous diviserons le sujet en quatre chapitres différents, la préparation, le vote, l'exécution et le contrôle du budget municipal.

1 Le règlement du 28 Décembre 1878 a été élaboré par une Commission instituée par un arrêté du ministre des Finances du 25 janvier 1875, et présidée par M. Louis Passy.

CHAPITRE PREMIER

Préparation du budget

Dans le droit public moderne les opérations budgétaires sont partagées entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif : au pouvoir exécutif, ressortissent la préparation et l'exécution du budget, au pouvoir législatif, il appartient d'autoriser les recettes et les dépenses, et d'en contrôler l'emploi.

Dans le domaine communal, c'est au maire, agent du pouvoir exécutif qu'incombent la préparation et l'exécution du budget de la commune (1) ; le Conseil municipal a dans ses attributions le vote des dépenses et des recettes, et le contrôle du budget communal (2).

Le préfet de la Seine exerçant d'après les lois actuellement en vigueur les fonctions de maire de la Ville de Paris, a dans ses attributions la préparation du budget. L'article 20 du règlement du 28 dé-

1 *Loi du 5 avril 1884. article 145.*

2 *Loi du 5 avril 1884. articles 145 et 151.*

cembre 1878 précise ses fonctions de la manière suivante: « Le Budget général de la Ville est préparé
« chaque année par le préfet de la Seine; il com-
« prend le budget des dépenses municipales de la
« préfecture de police, préparé par le préfet de po-
« lice. Ce document est établi comparativement aux
« évaluations de recettes et aux allocations de cré-
« dits du budget précédent.

« Les tableaux des évaluations de recettes et
« des crédits sont dressés par chapitres et articles.
« Il doit être fait recette au budget du montant inté-
« gral des produits. Les frais de perception et de ré-
« gie, ainsi que les autres frais nécessaires, sont
« portés en dépense (1). Les services du personnel
« et du matériel doivent être présentés d'une ma-
« nière distincte et séparée (2). Chaque article ne
« comprend que des services corrélatifs et de même
« nature. Des sections distinctes, totalisées séparé-
« ment doivent comprendre d'une part les dépenses
« imputables sur ressources spéciales, et d'autre
« part, les recettes corrélatives à ces dépenses. »

L'article 10 du même décret charge le préfet de la Seine de la proposition du budget, le préfet de police n'intervenant, que pour les crédits nécessai-

1 Décret du 31 mai 1862. article 16.

2 Décret du 31 mai 1862. article 9.

res aux dépenses des services de la préfecture de police.

Le projet du budget général soumis au Conseil municipal, comprend trois divisions : le budget ordinaire, le budget extraordinaire, et le budget sur ressources spéciales.

Dans la pratique les deux premiers budgets sont réunis dans une première section, dite des fonds généraux ; une deuxième section comprend les fonds spéciaux.

Le budget ordinaire comprend les recettes et les dépenses ordinaires. L'énumération en est faite dans les articles 30 et 31 de la loi du 18 juillet 1837. Les recettes ordinaires sont celles qui ont un caractère périodique, et dont la perception n'a pas besoin d'être autorisée par décision spéciale ; ce sont les centimes communaux ordinaires, les produits de l'octroi et du domaine, les taxes de remplacement, les droits de voirie, les subventions de l'Etat et du Département.

Les dépenses ordinaires comprennent les dépenses obligatoires, comme l'entretien de l'Hôtel de Ville, le paiement des dettes exigibles, les impôts dûs à l'Etat par le domaine communal, le paiement du contingent communal dans les dépenses des services de l'enseignement primaire, de la police, et de l'assistance.

Le budget extraordinaire comprend les recettes et les dépenses extraordinaires. Sont considérées com-

me recettes extraordinaires, celles qui ont un caractère accidentel, et dont la perception exige une autorisation spéciale ; ce sont les centimes communaux extraordinaires, le produit des aliénations du domaine et des dons et legs. Les dépenses extraordinaires sont constituées par les dépenses facultatives, comme les travaux de voirie et les grosses réparations aux édifices communaux.

Le budget sur ressources spéciales est alimenté par les fonds d'emprunt. En attendant leur affectation, ces fonds sont versés aux comptes hors budget. Ils sont transportés au budget sur ressources spéciales, pour créditer les opérations exécutées sur fonds d'emprunt.

CHAPITRE DEUXIEME

Le vote du budget

Préparé par le Préfet de la Seine, le budget municipal est délibéré par le Conseil en commission, puis en Séance publique (1).

Jusqu'en 1890, le Conseil nommait soit au scrutin de liste, soit dans ses bureaux, une Commission de trente-trois membres, qu'il chargeait de l'examen préalable du budget préfectoral. Depuis 1890, cet examen est fait par le Conseil municipal tout entier, siégeant en Comité secret. Le Bureau ordinaire est remplacé par un Bureau spécial, composé d'un président du comité du budget, de deux vice-présidents, de quatre secrétaires, et de deux rapporteurs généraux, nommés pour examiner, l'un le compte de l'exercice clos, l'autre le projet du budget général. Le comité du Budget nomme plusieurs sous-commissions qui se répartissent l'examen des différents chapitres du budget. Elles nomment des rapporteurs spéciaux, qui interviennent dans la discussion publique. L'un des premiers actes du Conseil muni-

1 *Loi du 28 juillet 1837. article 19.*

pal, élu en 1900, a été de maintenir, sur la proposition de M. Chassaigne-Goyon, le comité du budget et du contrôle.

Le travail du Comité du budget terminé, le budget est délibéré en séance publique.

Dans la fixation des crédits, des conflits peuvent s'élever entre le Conseil municipal et le préfet de la Seine. Plusieurs éventualités peuvent se produire : en premier lieu, le Conseil peut refuser le budget. La situation est prévue par l'art. 39 de la Loi du 18 juillet 1837, et par l'article 28 du règlement du 28 Décembre 1878. Le budget sera dressé d'office par le préfet. Il ne comprendra que les dépenses obligatoires. Il sera soumis à l'approbation du président de la République, sauf l'intervention nécessaire du pouvoir législatif en cas d'imposition extraordinaire.

La deuxième hypothèse est celle où le Conseil municipal refuse de voter les crédits nécessaires, pour une ou plusieurs dépenses obligatoires. Le préfet convoque alors le Conseil municipal pour une nouvelle délibération. S'il persiste dans son refus, les crédits nécessaires sont inscrits d'office au budget municipal par décret (1).

1 Ces dispositions ont été reproduites dans l'article 149 de la loi du 5 avril 1884. En cas de refus du Conseil municipal, les crédits pour dépenses et obligations sont inscrits d'office par arrêté préfectoral ou par décret, si le budget dépasse trois millions de francs.

L'article 39 de la loi du 18 juillet 1837, les articles 17 et 23 de la loi du 28 juillet 1867, l'article 24 du règlement du 28 Décembre 1878 permettent d'inscrire d'office au budget les dépenses obligatoires, que le Conseil se refuserait à voter. S'il s'agit d'une dépense annuelle et variable, elle est inscrite pour sa quotité moyenne, pendant les trois dernières années (1). S'il s'agit d'une dépense annuelle et fixe de sa nature, ou d'une dépense extraordinaire, elle est inscrite pour sa quotité réelle. Si les recettes ordinaires sont insuffisantes, pour subvenir aux dépenses obligatoires inscrites d'office, et que le Conseil municipal se refuse à voter les impositions nécessaires, c'est au Parlement qu'il appartient d'autoriser toute contribution extraordinaire.

L'autorité, qui règle le budget, peut, en outre, réduire ou rejeter les crédits votés par le Conseil municipal. Deux exceptions sont apportées à ce principe général, la première par l'article 37 de la loi du 18 juillet 1837, la seconde par l'article 2 de la loi du 24 juillet 1867.

1 Le décret d'inscription d'office n'est légal, qu'autant qu'il s'agit d'une dépense obligatoire, devant être évaluée d'après la moyenne des dépenses des trois années précédentes. Par arrêté du 3 juillet 1908, le Conseil d'Etat a annulé un décret du 28 février 1907, qui avait ouvert un crédit supérieur à la moyenne des trois dernières années aux dépenses du personnel. V. Gazette des Tribunaux 4 sept. 1908.

D'après le premier texte, un crédit, voté par le Conseil municipal pour dépenses imprévues, ne peut être rejeté ou réduit, qu'autant que les revenus ordinaires, après avoir satisfait à toutes les dépenses obligatoires, ne permettaient pas d'y faire face, ou qu'elle excèderaient le dixième des revenus ordinaires.

D'après le deuxième texte, les crédits pour dépenses imprévues ou facultatives, votés par le Conseil municipal, ne peuvent être rejetés ou réduits, si le budget pourvoit à toutes les dépenses obligatoires, et qu'il n'applique aucune recette extraordinaire aux dépenses obligatoires ou facultatives.

Le Budget municipal une fois voté par le Conseil est adressé par le préfet de la Seine au ministre de l'Intérieur, qui le soumet à l'approbation du président de la République (1).

1 *Loi du 24 juillet 1867, article 15.*

CHAPITRE TROISIEME

Exécution du budget

Section I. — GÉNÉRALITÉS.

L'exécution du Budget municipal comprend trois sortes d'opérations, le recouvrement des recettes, leur centralisation, le paiement des dépenses.

Ces opérations, d'après le règlement du 28 Décembre 1878, doivent s'effectuer dans une période de temps déterminé, l'exercice qui embrasse l'année, à laquelle s'applique le budget, et un délai complémentaire pour le recouvrement des produits, la liquidation et le paiement des dépenses, qui ne peuvent être effectués dans l'année.

Cette période s'étend jusqu'au 15 mars pour la liquidation et l'ordonnancement des dépenses, et jusqu'au 31 mars pour leur paiement, et pour le recouvrement des recettes (1).

Aux termes de l'article 7 du règlement de 1878, le

1 *Décret du 31 mai 1862. article 506 et 507.*

préfet de la Seine et le préfet de police sont chargés de l'établissement et de la mise en recouvrement des droits et produits, ainsi que de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses.

Un receveur municipal est préposé à la réalisation et à la centralisation des recettes et des paiements, dont il demeure responsable dans leur ensemble. Il est justiciable de la Cour des Comptes. Il est nommé par décret, sur la proposition du ministre des finances, et sur la présentation d'une liste de trois candidats, choisis par le Conseil municipal (1). Avant son entrée en fonctions, il doit prêter serment devant la Cour des Comptes, et déposer un Cautionnement de quatre cent mille francs. Il est seul chargé de diriger le service de la Caisse municipale, et tenu de faire sous sa responsabilité personnelle toutes les diligences nécessaires pour le recouvrement des recettes municipales.

En fait, le receveur municipal ne recouvre directement qu'une minime partie des revenus municipaux, dont le mode de recouvrement varie suivant leur nature.

Section II. — LE RECOUVREMENT DES RECETTES

Les taxes parisiennes peuvent se répartir en trois catégories différentes : les taxes assimilables aux con-

1 *Décret du 28 Décembre 1878. Article 188.*

tributions directes, les taxes assimilables aux contributions indirectes, les taxes qui ne sont pas susceptibles d'être comprises dans cette double classification et qui sont régies par l'article 63 de la loi du 18 juillet 1837 (1).

Les taxes directes comprennent les centimes additionnels ordinaires et extraordinaires, les taxes municipales de pavage, de trottoirs, de raccordements, de balayage, la taxe sur les chiens, les taxes d'égoût autorisées par la loi du 10 juillet 1894, relative à l'assainissement de la Seine, les taxes de remplacement des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques, autorisées par les lois du 31 Décembre 1900, du 21 mars 1901 et du 10 juillet 1902 (2).

La confection des rôles de ces taxes et leur recouvrement proprement dit, sont partagées entre l'administration des contributions directes et les percepteurs d'une part, l'administration préfectorale et le Receveur municipal d'autre part.

La Direction des Contributions directes de la Seine établit les rôles pour les centimes additionnels, la taxe sur les chiens, les taxes de remplacement. Le recouvrement de ces taxes est assuré par les percepteurs de Paris, l'article 69 de l'instruction générale

1 FOUCAUD. Etude sur les taxes municipales Parisiennes.
page 5.

2 FOUCAUD. Etude sur les taxes municipales parisiennes,
pages 7 et 8.

du ministère des finances du 20 juin 1859 disposant que les percepteur ont seuls qualité pour procéder au recouvrement des contributions directes appartenant à l'Etat, aux Départements et aux Communes. Les fonds provenant des taxes directes municipales sont centralisés par le Receveur central de la Seine. Au commencement de chaque mois, il adresse au préfet de la Seine la situation des recouvrements pour le mois qui vient de s'écouler et sur les crédits ainsi mis à sa disposition, le préfet délivre des mandats de paiement, souscrits au nom du Receveur municipal (1).

L'assiette et la répartition de toutes les autres taxes directes appartiennent à l'administration municipale. Les rôles rendus exécutoires par le préfet, sont adressés au Receveur municipal, qui recouvre directement les taxes de pavage, de trottoirs, de raccordements et les droits de voirie. Il délègue les percepteurs pour le recouvrement de la taxe de balayage et les taxes d'égout (2).

La deuxième catégorie comprend l'ensemble des taxes assimilées aux contributions indirectes, c'est-à-dire l'octroi, les droits de stationnement sur la voie publique, les droits de place dans les halles et marchés, le produit du poids public, les droits de place

1 Instruction générale du 20 juin 1859. Article 199.

2 Décret du 28 Décembre 1878. Articles 50 et 53.

à l'entrepôt St-Bernard, le produit des concessions sur la voie publique; les prix perçus sur le transport du métropolitain; le produit de l'exploitation en régie intéressée du service du gaz, les taxes funéraires, le produit des concessions dans les cimetières, les taxes indirectes de remplacement et de désinfection.

Le recouvrement de toutes les taxes municipales ayant le caractère d'impôts indirects est assuré par l'administration municipale (1). Le Receveur municipal procède soit par ses services, soit par l'intermédiaire de comptables subordonnés à leur perception, sauf pour les droits perçus pour les locations sur la voie publique qui, depuis 1890, sont recouvrés par les percepteurs (2).

Le recouvrement des droits de l'octroi municipal est assuré par un service spécial, ayant à sa tête un Directeur, nommé par le ministre des finances, et un Conseil d'administration, composé du Directeur et de trois régisseurs (3). Les fonds provenant des diverses perceptions sont centralisés par plusieurs receveurs généraux, et versés journellement à la Banque de France, au crédit du Receveur municipal, qui

1 Règlement du 28 Décembre 1878. 643. page 282.

2 FOUCAUD. Etude sur les taxes municipales parisiennes pages 284 et 285.

3 Ordonnance du 22 juillet 1831. Article 1^{er}

prend les sommes recouvrées en charge dans ses écritures (1).

La dernière catégorie comprend les taxes qui sont spécialement régies par l'article 63 de la loi du 18 juillet 1837, d'après lequel « Toutes les recettes municipales, pour lesquelles les lois et règlements « n'ont pas prescrit un mode spécial de recouvrement, s'effectuent sur des états dressés par le maire. Ces états sont exécutoires après qu'ils ont été « visés par les sous-préfets ».

Au point de vue budgétaire, ces recettes sont insignifiantes; elles comprennent le prix de certains services effectués par la voirie municipale, comme le balayage des voies non classées, au moyen de soumissions individuelles, le produit de la taxe de désinfection, du prix du transport dans les ambulances municipales, des services privés, fournis par les sapeurs pompiers, et du service médical et pharmaceutique de nuit.

Le recouvrement de ces produits est assuré par le Receveur municipal sauf pour les frais du service médical de nuit, qui sont recouvrés par les percepteurs (2).

1 *Règlement du 28 Décembre 1878.* § 217. page 164.

2 Arrêté du préfet de police du 21 Décembre 1897.

Section III. — LE PAIEMENT DES DÉPENSES

L'exécution du Budget des dépenses municipales comprend trois sortes d'opérations : la liquidation des dépenses, leurs ordonnancement et leur paiement.

Le préfet de la Seine, en sa qualité de maire de la Ville de Paris a dans ses attributions, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses, dont le paiement est effectué par le Receveur municipal (1).

En tant qu'ordonnateur, le préfet tient une comptabilité des dépenses engagées, comprenant un registre-journal, où les mandats délivrés sont inscrits dans leur ordre numérique, et un grand-Livre où ils sont contralisés par chapitre du budget (2).

Les crédits fixés au budget ne peuvent être dépassés, et les virements entre les différents chapitres sont interdits. Le préfet de police a, dans ses attributions, l'ordonnancement des dépenses des différents services de la police municipale. Il tient également une comptabilité des dépenses engagées, mais il ne présente pas de compte au Conseil municipal. Les opérations effectuées par lui sont décrites dans le Compte administratif, que le préfet de la Seine présente annuellement au Conseil municipal.

1 *Règlement du 28 Décembre.* article 108.

2 *Règlement du 28 Décembre 1878.* article 158.

Le Receveur municipal a dans ses attributions, le paiement des mandats émis par le préfet. Il l'effectue sous sa responsabilité. Préalablement, il doit s'assurer que les crédits ouverts au budget ne sont pas dépassés, que la dépense a bien été faite pour la gestion d'un service municipal, et qu'il y a bien identité de personne entre le futur mandat et son bénéficiaire (1). Il doit, à cet égard, demander les justifications nécessaires, prescrites par le règlement du 28 Décembre 1878, et qu'il doit produire à la Cour des Comptes, à l'appui de son compte de gestion.

4. Section IV. — RECTIFICATION AU BUDGET

Le Budget municipal, une fois réglé, de nouveaux crédits peuvent être reconnus nécessaires. Trois procédés sont utilisés pour leur aménagement, les crédits additionnels, les virements, le budget rectificatif.

Les Crédits additionnels sont des allocations nouvelles, votés par le Conseil municipal en dehors du budget, et en cours d'exercice. Ils doivent être approuvés par décret (2).

Les virements consistent, dans la faculté accordée

1 *Règlement du 28 Décembre 1878. Article 150.*

2 *Loi du 24 juillet 1867, article 15. Règlement du 28 Décembre 1878. Article 29.*

aux ordonnateurs, de transporter d'un chapitre à un autre, les crédits Budgétaires, et de leur donner une affectation nouvelle. Les virements doivent être votés par le Conseil municipal et approuvés par décret (1).

Le Budget rectificatif ou complémentaire, est voté dans le cours de l'exercice. Il est divisé en trois titres : le premier donne le résultat de l'exercice clos et indique l'excédent des paiements ou des recettes ; le deuxième comprend par article de budget, les restes à recouvrer et à payer sur l'exercice écoulé, et sur les exercices antérieurs, s'il y a lieu ; le troisième donne, pour l'exercice en cours, le détail des recettes nouvelles à percevoir, ou des crédits additionnels nécessaires.

Voté par le Conseil municipal, en même temps que le compte de l'exercice précédent, il est réglé par décret (2).

1 *Règlement du 28 Décembre 1878. Article 30.*

2 *Règlement du 28 Décembre 1878. article 43.*

CHAPITRE QUATRIEME

Le Contrôle du Budget

L'exécution du Budget municipal est soumise à trois contrôles différents, en premier lieu le contrôle administratif, exercé par différents services sur la gestion du Receveur Municipal; en deuxième lieu, le contrôle exercé par le Conseil municipal sur le compte administratif du préfet de la Seine et sur le compte de gestion du Receveur municipal; en troisième lieu le contrôle judiciaire de la Cour des Comptes, auquel est soumis le Receveur municipal.

Le Contrôle administratif est exercé par trois services différents: le contrôle central de la préfecture de la Seine, l'inspection des services administratifs et l'inspection générale des Finances.

Le Contrôle Central a été créé par la loi du 4 avril 1878. L'unique article de cette loi déclare « qu'il est établi près de la Caisse municipale un contrôle dont les attributions et le mode de fonctionnement seront déterminés par un règlement d'administration publique » (1).

1 *Décret du 8 Août 1878.*

Les attributions du contrôle ont été précisées par le règlement du 28 Décembre 1878 (1). Il a pour mission de prévenir toute dissimulation de recettes et toute fausse déclaration de dépenses. Il ne doit pas s'immiscer dans le service purement administratif de la Caisse. Le Contrôle Central enregistre toutes les recettes faites par le Receveur municipal, Il appose son visa sur toutes les quittances à souches qu'il délivre et il en adresse directement les talons à la Caisse des Comptes.

Il concourt en outre, chaque jour, à l'ouverture et à la fermeture de la Caisse, et il arrête la situation des fonds.

Les inspecteurs des Caisses municipales relèvent du préfet de la Seine. D'après l'article 259 du règlement du 28 Décembre 1878, ils sont spécialement chargés, du contrôle, des régies financières comme l'octroi, les halles et marchés, des comptables subordonnés du Receveur municipal, dont la gestion, au point de vue administratif n'est contrôlée que par le service de l'inspection des finances, qui exerce ses fonctions sans autorisation préalable.

Le Contrôle du Conseil municipal s'exerce à la fois sur l'ordonnateur et sur le comptable, puisqu'il est appelé à délibérer sur le compte d'administration du

1 *Règlement du 28 Décembre 1878. Article 220.*

préfet de la Seine, et sur le compte de gestion du Receveur municipal (1).

Le Compte administratif, que le préfet de la Seine, en sa qualité de maire de Paris, soumet chaque année au Conseil municipal, comprend les évaluations de recettes et de dépenses, inscrites au budget, les recettes et les paiements effectués, et les restes à recouvrer et à payer à reporter au budget suivant. Le préfet assiste à la délibération du Compte, mais il se retire au moment du vote. La délibération concernant l'apurement du compte est adressé directement par le président du Conseil municipal, au ministre de l'intérieur, qui fait approuver définitivement le compte par décret (2).

Le Compte de gestion du Receveur municipal est présenté au Conseil en même temps que le Compte du préfet. Il est arrêté par le Conseil municipal et apuré définitivement par la Cour des Comptes (3).

Le Compte de gestion du Receveur municipal comprend deux parties : en premier lieu les opérations faites en première gestion, du premier janvier au trente et un Décembre de l'exercice, et en deuxième

1 *Loi du 18 juillet 1837*. Articles 23 et 60.

2 *Règlement du 28 Décembre 1878*. Article 168. Pour toutes les autres Communes, les comptes de mairies sont approuvés par arrêtés préfectoraux. *Loi du 5 Avril 1884*. article 151.

3 *Loi du 18 Juillet 1837*, article 23 et 66.

gestion, du premier janvier au trente et un mars de l'exercice suivant. Le compte ainsi présenté comprend en outre plusieurs divisions secondaires, la balance d'entrée, qui comprend la solde des valeurs en caisse au moment où s'ouvre la gestion, le compte des dépenses et des recettes dans leur ordre régulier, et la balance de sortie, qui comprend le solde des valeurs en Caisse en fin de gestion.

Le Compte ainsi établi est transmis avec les pièces justificatives à l'appui des dépenses et des recettes au ministère des finances, qui l'adresse à la Cour des Comptes.

Un conseiller référendaire est commis pour l'examiner. Sur le vu de ce rapport, la Cour, sur les réquisitions du Procureur général, déclarera le compte en avance, en débit, ou lui délivrera son quitus définitif, suivant la nature de l'arrêt rendu.

Au ministre des finances, il appartient de faire payer l'avance ou de recouvrer le débit. Cette décision est rendue par décret.

DEUXIÈME PARTIE

LES FINANCES PARISIENNES SOUS LA III^e REPUBLIQUE

Notions générales

Les finances de la ville de Paris de 1870 aux Budgets actuels, peuvent être étudiées en quatre périodes différentes, la première allant de 1870 à 1880, la seconde de 1880 à 1890, la troisième de 1890 à 1900, la quatrième de 1900 aux budgets actuels.

Cette division n'est pas établie seulement pour l'ordre de notre étude; elle correspond à la réalité, les budgets de chacune de ces périodes ayant dans leur ensemble, leur économie spéciale. L'œuvre financière accomplie de 1870 à 1880 est à proprement parler une œuvre de réorganisation et de relèvement. En 1871 la ville avait à acquitter une dette flottante de près de 600 millions, contribution de guerre imposée par l'Allemagne, bons de la Caisse des Travaux, et bons de la Caisse municipale en circulation, et à échéance rapprochée, annuités arriérées dues au Cré-

dit Foncier, dommages du siège et de la Commune, déficit du budget ordinaire de l'exercice 1871.

Deux emprunts furent émis en 1871 et en 1875 pour la liquidation de ce passif.

La situation financière assainie, il fallut établir le budget sur des bases plus stables, et lui assurer les ressources nécessaires pour faire face aux charges nouvelles.

L'état des finances municipales un moment compromis par la crise économique de 1873-1874, redevient prospère en 1875. Les budgets jusqu'en 1880 accusent d'énormes plus values qui permettent de reprendre les grands travaux, et de gager l'emprunt de 1876 affecté en majeure partie à des opérations de voiries.

Au moment, où commencent les budgets de la deuxième période, en 1880, la situation est nettement prospère. On tente quelques dégrèvements, mais l'essor économique se ralentit peu à peu. Les plus values diminuent, et vers 1884-1885 les recettes fléchissent d'une manière inquiétante. L'état général de la France à cette époque n'est pas des plus brillants, l'industrie, l'agriculture nationales souffrent de la concurrence étrangère, et l'octroi parisien est atteint par la crise, qui sévit sur le bâtiment.

La politique financière suivie à cette époque s'inspire des nécessités du moment. Les budgets de 1883 à 1886 sont des budgets d'attente. Les finances muni-

cipales sont gérées avec une certaine réserve. De nouveaux travaux s'imposant, c'est à l'emprunt qu'il faut demander les ressources nécessaires, et en 1886, pour assurer son service, il faut voter de nouveaux centimes additionnels, pour attendre jusqu'en 1897, le terme d'amortissement des emprunts émis en 1855 et 1860, dont les annuités fournirent les disponibilités nécessaires.

L'exposition de 1889 ramène la reprise des affaires et les excédents de recette.

Une nouvelle politique financière commence avec les budgets de la troisième période. Les travaux neufs avaient été jusqu'alors crédités sur les fonds du budget extraordinaire. On n'avait recouru à l'emprunt en 1876 et en 1886, qu'en raison de l'insuffisance des fonds extraordinaires. En 1890, les finances étant prospères, il était possible de les créditer sur ces fonds, comme par le passé. L'étendue des programmes arrêtés obligea à recourir à l'emprunt. Dans le cours de dix années, de 1890 à 1900, quatre emprunts successifs furent émis, en 1892, 1894-96, 1898, 1899.

L'emprunt de 1898 ne doit être compté que pour mémoire, car il provient de la Conversion de l'emprunt émis en 1886.

Les Conséquences immédiates de cette politique furent une augmentation notable des crédits affectés au service de la Dette, qui jointe à la majora-

tion d'autres crédits, rendirent la situation budgétaire assez difficile vers 1900. Cette situation fut encore aggravée par la suppression des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques et l'établissement de taxes de remplacement.

Les premiers budgets de la dernière période que nous allons étudier à présent, eurent à faire face à de lourdes charges. Les réformes votées par le Parlement de 1900 à 1909, concernant les services de l'enseignement et de l'assistance les ont encore accrues. Néanmoins le Conseil municipal se refusa à voter les centimes additionnels proposés par le préfet, et il rechercha les ressources nécessaires dans la réorganisation des services de l'éclairage et des transports municipaux.

L'expiration des Concessions accordées à la Compagnie Parisienne du gaz, et aux Secteurs Electriques permirent à la ville d'organiser à son compte en régie intéressée le service du gaz, et de traiter sur des bases nouvelles avec les Secteurs, en réservant à son profit un prélèvement plus élevé, que par le passé, sur les bénéfices de l'exploitation.

L'aménagement du domaine industriel de la Ville a été complété par la création d'un chemin de fer métropolitain construit au Compte du Budget municipal. Tous les emprunts émis dans ces dernières années ont reçu une affectation industrielle, dont les produits ont été suffisants, non seulement pour as-

surer leur service, mais encore pour faire face aux dépenses, dont la progression a continué.

Nous croyons avoir suffisamment déterminé les caractères généraux de chacune des périodes, dont nous venons de tracer l'histoire à grands traits, pour en commencer l'étude d'une manière détaillée. Nous diviserons notre sujet en six chapitres, le premier relatif à la situation des finances parisiennes à la chute de l'Empire, les cinq autres à l'examen des budgets parisiens de 1870 à nos jours.

CHAPITRE PREMIER

La situation des finances parisiennes à la fin de l'Empire

Section I. LES DÉPENSES DE M. HAUSMANN

Sous l'administration préfectorale de M. Haussmann, Paris a été transformé d'une manière profonde. La loi du 28 mars 1858 déterminant un programme de grands travaux, dont l'exécution évaluée à cent quatre vingts millions, devant être réalisée par la Ville dans un délai de dix années avec le concours de l'état, qui lui allouait une subvention de 50 millions à payer en quatorze annuités. Le décret impérial du 9 février 1859, exécuté le premier janvier 1860, annexa à la capitale les communes de la banlieue suburbaine, qui avaient à cette époque une population de quatre cent mille habitants.

Cette mesure fut le prétexte de nouveaux travaux. On décida d'aménager les boulevards extérieurs. Le gouvernement impérial avait promis de transformer Paris. C'eut été pour lui une faute politique de ne pas exécuter son programme.

Mais les prévisions établies furent bientôt dépassées. La spéculation s'en mêlant, on voulut trop entreprendre à la fois; les ressources du Budget ordinaire furent bientôt insuffisantes, et M. Haussmann pour exécuter son programme, dut recourir à une politique d'expédients, qui a fait dire à Jules Ferry, « qu'il s'était montré comme un brillant perceur de rues, mais non comme un brillant financier. »

M. Haussman estimait hasardeux de faire directement appel au crédit public. La réalisation de son programme devant dans un délai plus ou moins long, faire prendre à Paris un nouvel essor économique, il crut préférable d'escompter les plus-values des budgets futurs, et d'établir sur ces disponibilités ainsi dégagées, les annuités nécessaires pour assurer le service d'emprunts à court terme.

Ainsi conçue, l'exécution de son programme coûtait peu de choses aux contribuables de l'époque, tout le poids des engagements contractés devant s'exercer sur des budgets futurs.

Pour se procurer les fonds nécessaires à ses opérations, le préfet fit créer par décret, le 14 novembre 1858, une Caisse de travaux, organe financier entièrement distinct de la Caisse municipale, ayant à sa tête un Caissier justiciable de la Cour des Comptes, un directeur, et un Comité de Contrôle. C'est sur les disponibilités de cette Caisse, que devaient être

payées les dépenses des travaux. Ses revenus consistaient dans le produit des subventions de l'état, de la Ville, des terrains et des matériaux vendus. La Caisse était, en outre, autorisée à émettre, chaque année, des bons, portant intérêt à cinq pour cent, à échéance variable, le plus long terme étant de cinq années. Ces bons étaient transmissibles par un endossement et le montant de l'émission était fixé, chaque année par une loi.

L'émission de ces bons constituait, pour les finances parisiennes, une véritable dette flottante, qu'il faudrait consolider, le jour où les revenus de la Caisse des travaux seraient insuffisants pour en assurer l'amortissement.

D'après les comptes-rendus officiels des opérations de la Caisse des travaux, il a été dépensé, du premier janvier 1859 au 19 avril 1869, sur les fonds de cette Caisse: 1.188.000.000. Ces dépenses sont certainement inférieures à la réalité. M. Alphand les évaluait à 1.238.000.000 (1).

L'Etat n'a contribué à ces dépenses que jusqu'à concurrence de cinquante millions. Le reste fut payé par la ville avec les fonds provenant des disponibilités du budget ordinaire, affectées aux travaux, des emprunts et de l'émission des bons de la Caisse des

1 CADOUX. Les Finances de la Ville de Paris de 1798 à 1900, page 68.

travaux. De 1859 à 1869, deux emprunt ont été émis; le premier de 134 millions, autorisé par la loi du 1^{er} août 1860; le second de 250 millions, autorisé par la loi du 12 juillet 1865. Durant la même période, le total des bons émis par la Caisse des travaux a été de 1.055.000.000 (1).

Le développement exagéré de la dette flottante municipale, constitua, de bonne heure, un véritable péril pour les finances parisiennes. Dès 1860, il fallut recourir à une consolidation partielle. La majeure partie des fonds provenant de l'emprunt de 1860, furent employés à réduire jusqu'à concurrence de 60 millions, les bons de la Caisse des travaux en circulation.

La situation devait encore s'aggraver quelques années plus tard, vers 1867.

Section II. — LE TRAITÉ DU 18 AVRIL 1869 AVEC LE CRÉDIT FONCIER

Les travaux en programme de M. Hausmann étaient exécutés par de puissants Syndicats financiers qui assumaient, le plus souvent, la responsabilité des expropriations nécessaires. Ils étaient rénumérés par la revente des terrains disponibles après l'exé-

1 LÉON SAY. FOYOT ET LANJALEY. Dictionnaire des Finances. 1889-1894. Voir à l'article « Caisse des Travaux. »

cution des travaux de voirie et par une indemnité, payée par la Ville en plusieurs annuités.

Pour se procurer les fonds nécessaires à leurs opération journalières, ces banques faisaient escompter les bons de la Caisse qui leur étaient remis en paiement.

Une grande partie de ces bons furent escomptés par le Crédit Foncier. En 1867, il en avait en portefeuille pour 579.586.411 fr. La Caisse des travaux ne fut en mesure de les rembourser que jusqu'à concurrence de 114 millions, ce qui réduisait la créance, que le Crédit Foncier avait contre la Ville à 465 millions, payables de 1868 à 1877. Le délai de remboursement étant de neuf années, c'était plus de 50 millions que la Ville devait prélever annuellement sur ses revenus ordinaires pour l'amortissement de cette dette.

Le Budget municipal ne pouvant fournir les disponibilités nécessaires, l'émission d'un emprunt ou la prorogation des échéances de la dette envers le Crédit Foncier, s'imposaient.

Des pourparlers en ce sens furent engagés avec cet établissement. Une convention fut passée avec le Crédit Foncier pour proroger la dette de la Ville. Cette dette se composait de deux éléments, en premier lieu une somme de 398 millions, formée des bons de Caisse que le Crédit Foncier avait escomptés; en deuxième lieu une somme de 67 millions, montant d'indemnités dues par la Ville pour opérations de

voirie, et dont le Crédit Foncier s'était rendu cessionnaire.

D'après la convention, passée avec le Crédit Foncier, la Ville devait se libérer de la première partie de sa dette en soixante années, moyennant le paiement d'une annuité de 21.500.000 fr. Lorsque la ratification de ce traité fut demandée au Corps Législatif, elle donna lieu à de nombreuses critiques.

Dans deux lettres, insérées au *Journal des Débats* les 2 et 3 mars 1868, M. Léon Say fit remarquer les bénéfices insolites que le Crédit Foncier allait tirer de l'exécution de cette Convention. L'escompte des Bons de la Caisse des travaux lui avait déjà rapporté plus de 17 millions. L'annuité payée par la Ville lui permettait de gager un emprunt de 455 millions, une obligation de 500 fr. rapportant 5 pour cent d'intérêt, pouvant, dans les conditions actuelles du marché, trouver preneur à 415 francs. Le Crédit Foncier acquerrait ainsi, pendant soixante années, la jouissance gratuite d'un capital de 57 millions.

Le Corps Législatif estima également, qu'il y avait lieu de réduire le terme d'amortissement stipulé dans la Convention. La loi du 18 avril 1869 autorisa la Ville à se libérer de la première partie de sa dette en quarante années, au moyen d'une annuité de 23.640.000 fr. En ce qui concerne les 67 millions qui formaient le complément de la créance du Crédit Foncier, la Ville devait s'en libérer en trente-neuf

années par le paiement d'une annuité de 2.013.379 fr.

La même loi autorisait la Ville à émettre le nombre d'obligations nécessaires pour l'acquit de cette dette de 465 millions, et comme l'administration de M. Hausmann avait donné lieu à de nombreux abus, le Parlement décida de se réserver le contrôle des Finances Parisiennes. Le budget extraordinaire de la Ville de Paris devait, à l'avenir, être approuvé par une loi.

La Caisse des travaux était, dès lors, virtuellement condamnée. Elle fut supprimée par un décret du 19 avril 1869, mais sa liquidation devait encore être fort onéreuse pour la Ville.

Section III. — LES FINANCES MUNICIPALES EN 1870

La consolidation de la dette envers le Crédit Foncier et la liquidation de la Caisse des travaux amélioraient, dans une certaine mesure, la situation des finances municipales. La vitalité économique de Paris s'était singulièrement accrue depuis l'annexion de la banlieue. Les revenus ordinaires avaient beaucoup progressé, mais la prospérité était plus apparente que réelle.

L'annexion de la banlieue suburbaine, envisagée au point de vue financier, n'avait pas donné des résultats très satisfaisants. Le Budget ordinaire s'était accru, mais les recettes n'avaient pas compensé les

dépenses. Avant l'annexion de la banlieue, le budget ordinaire se chiffrait en recettes à 111.895.509 fr et en dépenses à 104.402.067 francs; après l'annexion le Budget de 1868 se montait en recettes à 158.467.926 fr. et en dépenses à 169.328.429 fr. Les recettes, durant cette période, avaient donc augmenté de 46.572.417 francs et les dépenses de 64.926.355 fr., soit une progression de 43 0/0 pour les recettes et de 63 0/0 pour les dépenses. En définitif, l'opération avait été plutôt onéreuse pour la Ville.

Les résultats de cette opération ne sont pas surprenants. L'annexion des communes nécessitait de nouvelles opérations de voirie pour les assimiler complètement à la capitale, et leurs ressources étaient loin d'être suffisantes pour compenser les dépenses effectuées.

La situation budgétaire n'était donc pas très brillante. Elle était en outre aggravée par l'augmentation du capital de la dette municipale, conséquence inévitable de la politique financière de M. Haussmann. La convention passée avec le Crédit Foncier n'avait pas assaini complètement la situation financière. Il restait encore à liquider la Caisse des travaux, la dette immobilière singulièrement accrûe par les opérations de voirie et les nombreux travaux en cours.

La préfecture de la Seine publia, le 31 mars 1870, un état officiel de la dette municipale. Cet état est divisé en deux parties: la première comprend les emprunts, la seconde la dette à court terme.

La dette à long terme comprenait l'emprunt de 1851, émis à concurrence de 50 millions et sur lequel il restait à rembourser 7.849.000 francs; l'emprunt émis en 1855, à concurrence de 60 millions et sur lequel il restait à rembourser 60 millions; l'emprunt émis en 1860, à concurrence de 134 millions, sur lequel il restait à rembourser 121 millions; l'emprunt de 250 millions, émis en 1865, sur lequel il restait à rembourser 299.239.000 francs; l'emprunt de 1869, émis jusqu'à concurrence de 301.449.200 francs, les annuités restant dues au Crédit Foncier, au total de 1.198.054.015 fr. pour la dette à long terme.

Ce chiffre, pour être exact, doit, à notre avis, subir une correction. Il faut y ajouter la somme de 145.166.755 fr. pour les annuités, que la Ville devait payer de 1870 à 1922, pour le rachat des monopoles de la Société des Eaux et de la Compagnie Ducroux, pour l'acquisition du canal St-Martin et pour la construction des abattoirs de la Villette (1).

Le montant total de la dette à long terme était donc de 1.343.220.770 francs.

La dette à court terme comprenant la somme de

1 *Décret du 2 Octobre 1860* pour la Compagnie des Taux.

Décret du 26 Mai 1866 pour la Compagnie Ducroux.

Décret du 9 Juillet 1861 pour la Compagnie du Canal St-Martin.

Décret du 11 Décembre 1864 pour la Société des Abattoirs de la Villette.

45.853.815 francs à payer pour acquisitions de voirie, celle de 100.081.800 francs, montant des bons de la Caisse des travaux en circulation, qui n'avaient pas été compris dans le traité passé avec le Crédit Foncier. Il y avait lieu d'ajouter à ces deux sommes, 13.082.154 francs à payer pour la liquidation de la Caisse des travaux; 36 millions pour liquider la Caisse de la Boulangerie et 128.581.123 francs pour travaux en cours d'exécution, au total, 321.598.892 francs.

Certains chiffres, donnés par le Compte rendu Officiel dans les évaluations de la dette à court terme, sont certainement inférieurs à la réalité. C'est ainsi que, dans le chiffre des dépenses portées pour les travaux en cours, l'entrepôt de Bercy n'est porté que pour mémoire. Sa construction était déjà commencée à cette époque et elle a coûté plus de 60 millions.

En tenant compte de ces réductions, plus ou moins arbitraires, on peut évaluer à près de 400 millions la dette à court terme que la Ville devait acquitter en quelques années.

L'existence de cette dette rendait la situation des finances municipales assez précaire. Elle grévait lourdement le budget. Cette situation était encore aggravée par l'irrégularité des opérations financières, exécutées par M. Hausmann. La loi du 18 Août 1869 en autorisant la Ville à émettre le nombre d'obligations nécessaires pour l'acquit de sa dette en-

vers le Crédit Foncier, avait expressément stipulé que le produit de cet emprunt serait affecté au paiement de cette dette. Sous la pression des besoins financiers, une notable partie de ces fonds fut versée au budget extraordinaire de 1870 et dans ses investigations sur les Comptes de cette époque, M. André Lefèvre a pu constater que des dépenses ordinaires avaient été quelquefois mandatées sur ces fonds spéciaux (1).

En raisons des événements de la guerre, de la Commune et de l'incendie des Comptes de l'Hôtel-de-Ville il est assez difficile de préciser l'emploi exact des fonds de l'emprunt. Autant que l'on peut supposer, les 259 millions qu'encaissa la Ville, reçurent l'affectation suivante: 152 millions furent réellement versés au Crédit Foncier, 57 millions aux dépenses extraordinaires de 1870-1871, 49 millions aux fonds généraux des budgets de 1870 à 1874.

L'acquittement de la dette municipale à court terme nécessitait une annuité d'une cinquantaine de millions, qu'il paraissait difficile, dans l'état actuel des choses, de demander aux disponibilités ordinaires du budget. Si des moins-values venaient à se produire, une nouvelle consolidation s'imposait. Les événements de 1870 et 1871 devaient obliger l'admi-

I ANDRÉ LEFÈVRE. Rapport général sur le budget de 1905 (1904. imp. 79).

nistration préfectorale à recourir à cette dernière mesure.

M. Haussmann, en abandonnant l'administration parisienne, laissait Paris embelli, mais ses finances dans un état plutôt précaire.

CHAPITRE DEUXIEME

Les finances parisiennes de 1870 à 1880

Section I. — LA SITUATION FINANCIÈRE EN 1871

Avec la troisième république commence, pour les finances parisiennes, une ère nouvelle. Sous l'Empire, les budgets de Paris étaient préparés et exécutés plus ou moins arbitrairement. La commission municipale nommée par le pouvoir exécutif, n'exerçait sur les finances de la Ville qu'un contrôle nominal. En 1871, la situation change. Un conseil, élu au suffrage universel, vote le budget, et en contrôle l'exécution. L'ère des expédients et des gestions occultes est close.

De 1870 à 1880, l'histoire des finances parisiennes peut être divisée en deux périodes très nettes. Jusqu'en 1875, l'état des finances municipales ne fut guère prospère. Il fallait liquider tout un arriéré considérable et réparer les dommages du siège et de la Commune. Les Budgets des premiers exercices se soldent par des déficits constants, et l'état des finan-

ces municipales est encore aggravé par la crise économique de 1873, dont les effets se firent sentir en Amérique et en Europe, principalement en Allemagne et en Autriche.

A partir de 1875, la situation s'améliore et demeure prospère jusqu'en 1880. Paris se ressent de l'activité économique qui caractérise cette époque. Les budgets accusent de notables plus-values, provenant en majeure partie de la progression des recettes de l'octroi, et qui permettent de réduire la dette flottante et de reprendre les grands travaux.

Sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement impérial s'était appliqué durant les premiers mois de l'année 1870, à liquider la dette exigible. Il avait acquitté une partie des bons de la Caisse des travaux encore en circulation, et remboursé environ les deux tiers des sommes dues par la Caisse de la Boulangerie.

Le Budget ordinaire de l'exercice de 1870, voté par la commission municipale, le 15 novembre 1869 et approuvé par un décret du 4 Décembre, avait été arrêté en recettes à 171.000.000 et en dépenses à 134 millions. Les prévisions établissaient donc un excédent de recettes de 37 millions. La loi du 23 janvier 1870 lui incorpora le Budget extraordinaire du même exercice, et le Budget général fut arrêté en recettes et en dépenses à 220.864.833 fr. La même loi autorisait la Caisse municipale à émettre des bons jusqu'à

concurrence de 63 millions, pour se procurer les disponibilités nécessaires.

L'exécution de ce budget fut affectée par les événements politiques de 1870. Le 4 septembre, le gouvernement impérial était renversé. L'un des premiers actes du gouvernement de la Défense Nationale fut de nommer comme maire de Paris M. Etienne Arago (1). La préoccupation de la nouvelle municipalité fut surtout d'assurer la défense de Paris. Un décret du 6 septembre 1870 autorisa la ville à prélever, sur les crédits budgétaires, une somme de cinq millions pour l'acquit des dépenses militaires. Le 8 septembre, la perception des droits de l'octroi fut temporairement suspendue. Le Budget de l'exercice de 1871 ne fut pas établi. Il n'y eut que des recouvrements partiels.

M. Cadoux estime, dans son livre sur « les Finances de la Ville de Paris » que, malgré toutes les dépenses exceptionnelles et l'irrégularité des recouvrements effectués, la Ville possédait, au moment où le gouvernement insurrectionnel de la Commune s'établit à l'Hôtel de Ville, une encaisse de 18 millions qui fut saisie, et servit aux besoins de l'insurrection.

Au mois de juin 1871, au moment où le gouvernement régulier fut rétabli à Paris et M. Léon Say appelé à la préfecture de la Seine, les Caisses de la Ville étaient vides. Le Conseil municipal, élu sous le régi-

1 *Décret du 6 septembre 1870.*

me de la loi du 14 avril 1871, se réunit le 4 août 1871 et s'appliqua, d'accord avec M. Léon Say, à parer aux besoins les plus urgents. L'Etat, dont le Trésor était dans une situation tout aussi précaire, consentit à la Ville une avance de 1,250.000 fr. pour faire face aux échéances les plus urgentes.

L'arriéré qu'il fallait liquider était considérable; il s'élevait à environ 636 millions, comprenant la contribution de guerre imposée par le gouvernement allemand, et dont les 210 millions avaient été avancés par la Banque de France; le déficit de l'exercice de 1871 évalué à 53 millions, les bons de Caisse émis en exécution de la loi du 23 janvier jusqu'à concurrence de 63 millions, les échéances de la Caisse des travaux 83 millions, de la Caisse de la Boulangerie 18 millions, de la dette immobilière 67.110.000 fr., les échéances de la dette envers le Crédit Foncier, qui auraient dû être payées sur les fonds de l'emprunt de 1869, environ 97.547.800 francs; le reste est fourni par les réparations des dommages du siège et de la Commune et par les sommes dues à l'Assistance Publique.

M. Léon Say s'appliqua, tout d'abord, à relever le crédit parisien. Il fit reprendre par les banques une partie des bons de Caisse en circulation et en fit renouveler les échéances.

Pour liquider toute la dette exigible, M. Léon Say entreprit les opérations suivantes: Un emprunt de

350 millions, autorisé par la loi du 16 septembre 1871, fut émis. La majeure partie de cet emprunt servit à rembourser l'avance de 210 millions consentie par la Banque de France, pour le paiement de la contribution de guerre. La dette de 97 millions que la Ville devait payer au Crédit Foncier pour les échéances arriérées, fut prorogée. Par l'arrêté de compte du 22 juillet 1871, le montant de la créance du Crédit Foncier fut fixée à 313.322.324 fr. dont le remboursement devait avoir lieu en trente-sept annuités de 19.061.570 francs.

Pour se procurer les disponibilités, nécessaires pour les opérations les plus urgentes, M. Léon Say fit émettre, pour les exercices 1871 et 1872, des bons de Caisse, jusqu'à concurrence de 60 millions, et verser aux fonds généraux de l'exercice de 1871, pour 58 millions de fonds spéciaux de l'emprunt de 1869, dont les versements n'avaient pas encore été réalisés.

Ces opérations préliminaires terminées, on s'occupa de faire reprendre aux opérations budgétaires leur cours normal.

Section II. — ETAT CRITIQUE DES FINANCES PARISIENNES DE 1871 A 1874.

Aucun budget n'avait été établi pour l'année 1871. Pour donner quelque unité aux opérations financières effectuées au cours de cet exercice, M. Léon Say

fit voter par le Conseil municipal un budget extraordinaire, qui se solda par un déficit de près de 48 millions.

L'établissement du budget général de l'exercice 1872 fut laborieux. Le rendement de certaines recettes, principalement l'octroi, paraissait incertain. Pour donner plus de stabilité au budget, on prit comme évaluation probable des recettes, les résultats de l'exercice 1869.

L'équilibre budgétaire ne put être obtenu qu'au moyen de vingt millions de ressources nouvelles, parmi lesquelles figure une avance de 7.500.000 francs consentie par la Compagnie Parisienne d'Eclairage et de chauffage par le gaz, avance que la ville devait rembourser par annuités, de 1872 à 1905, année d'expiration de la concession accordée à la Compagnie Parisienne.

L'équilibre du budget de 1872 était donc obtenu au moyen de l'emprunt, et encore n'était-ce qu'un équilibre relatif, puisque les prévisions du budget ordinaire accusaient un déficit probable de 4.479.756 francs (1). Le déficit réel fut de 7.600.000 francs, ce qui portait le déficit total des exercices 1871 et 1872 à 53 millions, qui furent couverts au moyen de l'émission de bons de Caisse.

1 Les prévisions du budget de l'exercice 1872 furent arrêtés en recettes à 195.404.754 francs, en dépenses à 199.884.611 francs, pour le service ordinaire.

L'établissement du budget de l'exercice 1873 ne fut pas moins laborieux. Les recettes pour 1872 avaient, dans leur ensemble, accusé une moins-value globale de 19 millions. Le service ordinaire devait faire face à 14 millions de dépenses nouvelles, ce qui créait dans le budget municipal un déficit probable de 33 millions..

Il était nécessaire de demander ces 33 millions, soit à l'emprunt, soit à l'impôt. M. Léon Say eut un moment l'idée d'émettre un emprunt qui eût été affecté au déficit de l'exercice 1873, et au remboursement de la dette flottante, qui aurait été réduite à une trentaine de millions. La crise économique de 1873 empêcha l'émission de cet emprunt. Le marché de Paris n'était pas alors suffisamment actif, pour tenter une opération financière de ce genre. M. Léon Say n'eut pas d'ailleurs le loisir d'appliquer ses plans. Le 8 décembre 1872, il était appelé au ministère des finances, et remplacé à la préfecture de la Seine par M. Calmon.

L'émission d'un emprunt étant pour le moment impossible, le Conseil municipal décida, pour équilibrer le budget, d'aliéner pour 30 millions d'immeubles, faisant partie du domaine communal, et il vota les nouveaux impôts nécessaires, consistant en seize centimes additionnels au principal des trois contributions directes,, cinq centimes au principal des

patentes, de nouvelles taxes d'octroi, de pavage et de voirie (1).

Malheureusement pour les finances parisiennes, la perception de ces taxes complémentaires ne fut autorisée par la loi du 7 avril 1873, qu'à partir du premier janvier 1874. Le budget de l'exercice 1873 eut à supporter de ce chef un déficit de 12.344.000 francs.

Le budget extraordinaire fut, par contre, appelé à bénéficier de ressources exceptionnelles. La loi du 7 avril 1873 attribua à la Ville une indemnité forfaitaire de 140 millions, payables en quinze annuités, pour les dommages résultant de la guerre et de la Commune. Sur ces 140 millions, 70 furent employés au paiement des indemnités; le reste servit à payer les échéances de la Caisse des travaux, de la Dette immobilière, et le déficit du budget ordinaire pour l'exercice 1872 et 1873.

La situation financière, à la fin de l'année 1873, n'était pas mauvaise, bien que les deux budgets de 1872 et 1873 se fussent soldés en déficit. L'arriéré de 1871 avait été consolidé, ou amorti jusqu'à concurrence de 506 millions. Il ne restait plus à liquider que 130 millions. La véritable faiblesse des finances parisiennes consistait plutôt dans le déficit constant des budgets ordinaires.

1 Les dépenses et les recettes du budget ordinaire de l'exercice 1873 furent arrêtés à 197.815.582 francs.

Le peu d'élasticité des budgets de cette période ne doit pas, d'ailleurs, être imputé à la politique financière, qui fut alors suivie, et qui fut sage et prudente. Le déficit des budgets ordinaires de 1872 et de 1873 provient de la crise économique qui sévissait alors en Europe. Les finances nationales n'étaient pas, à cette époque, plus prospères que les finances parisiennes. L'exercice 1873 se solda également pour elles par un déficit important.

Le nouveau préfet de la Seine. M. Ferdinand Duval, qui avait remplacé M. Calmon, démissionnaire au lendemain de la chute de M. Thiers, s'appliqua, d'accord avec le Conseil municipal, à enrayer ces déficits persistants. Le compte de l'exercice 1872 avait permis de constater que les dépenses ordinaires étaient supérieures d'une quinzaine de millions aux évaluations qui leur étaient données. Aussi, le Conseil municipal, désireux d'établir l'équilibre de son budget, vota-t-il pour l'année 1874 de nouveaux centimes additionnels, ainsi que des taux d'octroi et de voirie.

Les prévisions du budget avaient été arrêtées en recettes à 202.185.225 francs et en dépenses à 200.359.838 francs — malheureusement, comme pour l'année 1873, l'autorisation de percevoir les nouveaux impôts ne fut donnée par le Parlement que le 5 août 1874. Les nouvelles taxes d'octroi ne purent être perçues que pour un semestre, et aucun recou-

vement ne fut effectué pour les nouveaux centimes additionnels. Le service ordinaire de 1874 eut à supporter, de ce chef, une moins-value globale de 24.106.437 francs. Des annulations de crédits permirent de réduire le déficit du budget ordinaire à 8.399.723 francs.

Ce déficit devait être le dernier. L'état général des affaires s'améliorant, et avec le budget de 1875, les finances parisiennes allaient entrer dans une période de prospérité, qui ne devait prendre fin qu'en 1882.

Section III. — ETAT PROSPÈRE DES FINANCES PARISIENNES DE 1875 A 1880.

L'œuvre financière accomplie de 1871 à 1875 était considérable. En quatre années, tout l'arriéré à payer après la guerre avait été liquidé. Les recettes budgétaires, un moment flottantes, reprenaient leur cours normal, et les comptes des derniers exercices, une fois constatés, avaient permis de procéder à une plus juste évaluation des dépenses du service ordinaire.

Le budget de 1875 avait été voté par le Conseil municipal au moment où les effets de la crise économique de 1873 se faisaient encore sentir. Pour parer à un déficit éventuel, il avait été établi avec une réserve de 7 millions. Il ne fut pas besoin d'y recourir, pour assurer l'équilibre de l'exercice de 1875 ; les

recettes du budget ordinaire accusèrent une plus-value globale de 16.500.000 francs.

Au lendemain d'une période de déficit constant, cette plus-value peut surprendre par son étendue. Elle ne sera pas d'ailleurs la seule de cette période, car les excédents budgétaires, jusqu'en 1882, sont réguliers et tout aussi considérables.

Ces excédents tiennent à deux causes : en premier lieu à la progression des recettes de l'octroi, en deuxième lieu, à l'économie avec laquelle sont gérés les budgets de cette période, et à de nombreuses annulations de crédits.

La progression des recettes de l'octroi s'explique d'elle-même. L'impôt indirect, par son élasticité, est merveilleusement apte à saisir la richesse publique sous toutes ses formes. Il progresse avec l'activité économique. Il diminue dans les périodes de crise et de chômage. Les excédents budgétaires obtenus par des annulations de crédits ne sont pas par eux-mêmes l'indice d'un état budgétaire prospère. Ils témoignent, au contraire, d'évaluations peu justes. Si des crédits sont annulés en grande partie en cours d'exercice, ils indiquent que l'on vote des dépenses, dont l'urgence ne se faisait pas sentir, et dont l'exécution sera simplement différée. Une annulation de crédit n'est, le plus souvent, que le report de crédits à un exercice postérieur, et c'est ce que

constatait le préfet de la Seine, M. Hérold, pour le budget de 1878.

Les réserves, que nous venons de faire au sujet des plus-values budgétaires de 1875 à 1882, ne nous empêchent pas de constater la prospérité des finances municipales à cette époque. Si l'on retranche du chiffre des plus-values constatées le chiffre des crédits annulés, rapportés aux exercices suivants, on constate une progression annuelle de recettes oscillant entre 6 et 7 millions, ce qui constitue un résultat très appréciable pour un budget de 200 millions.

La situation financière s'annonçant sous des auspices favorables, le Conseil municipal crut opportun d'amortir les dernières échéances de la dette flottante et de se procurer les disponibilités nécessaires pour pouvoir reprendre les grands travaux de voirie.

Un emprunt, autorisé par la loi du 24 décembre 1874, fut émis jusqu'à concurrence de 220 millions et reçut l'affection suivante: 40 millions au remboursement de la dette flottante, 34.937.000 francs au remboursement des bons de la Caisse des travaux aux échéances de 1874, 1875 et 1876, 11.732.000 francs aux échéances de la dette immobilière de 1875 à 1877, 7 millions au déficit de 1874, 23.500.000 francs aux travaux de dérivation de la Vanne, 12 millions au remboursement des dépenses faites par l'Assistance publique, 84.500.000 francs aux opérations de voirie, 7 millions aux frais de l'emprunt.

L'année suivante, en 1876, un nouvel emprunt de 120 millions fut émis, et exclusivement affecté à des opérations de voirie (perçement de l'Avenue de l'Opéra et aménagement du faubourg St-Germain).

La situation des finances parisiennes demeurerait très prospère, et les revenus ordinaires progressaient régulièrement. Les prévisions du budget des recettes arrêtées en 1876 à 211.787.398 francs, en 1877 à 222.983.400 francs, en 1878 à 231.355.590 francs, avaient donné un produit constaté en 1876 de 222.955.227 francs, en 1877, 235.143.285 francs, en 1878, 247.968.218 francs.

Les dépenses, durant la même période, progressent d'une quinzaine de millions. Les comptes des finances parisiennes accusent une dépense réelle de 201.116.590 francs pour 1876, et de 216.783.411 fr. pour 1878.

Une remarque s'impose pour les dépenses du budget de 1876, qui dut être considéré comme le premier budget normal de Paris, sous la troisième république. Les budgets de 1872 à 1876 ont un caractère exceptionnel ; ils sont laborieusement établis, et leurs évaluations ne sont pas toujours très justes. En 1876, la vie de Paris a repris son cours normal, et les chiffres du budget de cet exercice peuvent être pris comme terme de comparaison. La population parisienne, à cette époque, est de 1.998.806 habitants, et les dé-

penses budgétaires de 106 francs pour chaque habitant.

Paris avait alors un préfet, M. Hérold, qu'inquiétait un peu cette prospérité brillante, et qui craignait, non sans raison peut-être, qu'elle ne cessât brusquement. Il voulut profiter de cette situation pour négocier avec le Crédit Foncier un nouveau traité moins onéreux pour la ville, que ceux de 1869 et de 1871.

La teneur du marché de Paris permettait à la Ville d'émettre un emprunt, qui lui aurait servi à rembourser le Crédit foncier, qui consentit à réduire l'intérêt de sa créance, et en proroger les échéances. Le traité, approuvé par la loi du 31 juillet 1879, accordait à la ville un délai complémentaire de trente années. La Ville devait se libérer en 167 demi-annuités de 6 millions, au lieu de 57 demi-annuités de 9.530.785 francs. La Ville se procurait ainsi une disponibilité immédiate de 7.062.000 francs, qui pour l'exercice 1880 fut inscrite au budget extraordinaire. Il est vrai que cette économie immédiate était compensée par une augmentation de la dette en capital.

Le budget ordinaire de 1880 laissa, comme les budgets précédents, un excédent notable. Les prévisions arrêtées, en recettes, à 228.610.790 francs et en dépenses à 219.955.958 francs, accusèrent une plus-value de 27.924.676 francs, provenant d'un complément

de recettes de 17.966.456 francs et d'une diminution de 9.958.219 francs sur les dépenses.

Si au lieu de s'attacher aux résultats d'un exercice déterminé, on envisage l'ensemble de la période 1870-1880, on est frappé des efforts qui ont été faits pour améliorer les finances parisiennes.

Au début, un déficit considérable apparaît, causé par les charges léguées par le régime impérial. Trois emprunts d'un capital nominal de 690 millions au total sont émis pour liquider tout l'arriéré, et achever le programme des travaux commencés. Dès 1872, la politique financière poursuivie est une politique d'unification budgétaire. Le Conseil municipal s'applique à amortir tous les comptes hors budget, qui grevaient les finances parisiennes, et qui, sous l'Empire, avaient servi au paiement des dépenses budgétaires comme la Caisse des travaux, la caisse de la Boulangerie.

En 1880, il ne reste plus à payer sur ces comptes spéciaux, qu'une quinzaine de millions. Cet amortissement rapide de la dette flottante ne s'est pas fait sans augmenter le capital de la dette à long terme, et l'annuité nécessaire à en payer les intérêts et l'amortissement. En 1870, l'annuité inscrite au chapitre de la dette était de 67.532.535 francs. Au budget de 1880, elle atteint presque 98 millions.

La situation budgétaire, en 1880, malgré cette augmentation au service de la dette, n'en reste pas

moins excellente, car les recettes ordinaires n'ont cessé, dans les cinq dernières années de la période, de progresser normalement. De 156 millions, en 1869, les recettes ordinaires, en 1880, sont passées à 246 millions, soit une progression de 90 millions, compensant largement l'augmentation des dépenses qui, pour les mêmes années, sont passées de 131 à 209 millions, soit une progression de 78 millions.

L'octroi, qui en 1880 forme plus de la moitié des recettes du budget ordinaire, est passé de 118 millions en 1875 à 145 millions en 1880.

L'œuvre financière accomplie par les premiers Conseils municipaux de Paris ne mérite que des éloges, car leur politique fut prudente, et en moins de dix années ils ont su ramener la prospérité dans les finances parisiennes, compromises sous l'Empire.

CHAPITRE TROISIEME

Les finances parisiennes de 1880 à 1890

Section I. — LA CRISE ÉCONOMIQUE DE 1882

ET LES FINANCES MUNICIPALES

L'activité économique d'une ville comme Paris est trop importante, pour que les moindres symptômes de crise n'aient pas sur ses finances une répercussion immédiate.

L'état général des affaires en France était très prospère en 1880. L'Industrie et le Commerce avaient pris un essor vigoureux, et les finances nationales étaient dans le meilleur état. Le Cours forcé établi en 1871, à la suite des emprunts faits aux réserves de la Banque de France, avait pris fin, la Banque ayant été remboursée. Une annuité de 200 millions devenait ainsi disponible. Le Parlement en profita pour réduire certains impôts, notamment la taxe postale et les patentes, et pour doter plus largement les crédits affectés à l'outillage national. Le plan de M. Freycinet, qui comportait la construction de 8.827 kilomètres de chemin de fer d'un coût glo-

bal de trois milliards et demi, et dont l'exécution devait être faite en douze années, fut adopté avec enthousiasme par le Parlement.

Quelques années plus tard, le ministre des Travaux Publics, M. Raynal, pour développer le nouveau réseau, signait avec les Compagnies Concessionnaires, les fameuses conventions de 1883, qui depuis ont été appelées les « Conventions scélérates ». La réorganisation de l'outillage national donna lieu à de nombreux abus. Chaque département, chaque ville un peu importante voulut avoir sa part. Le Parlement dut, en quelque sorte, hypothéquer les disponibilités existantes, et pour avoir plus d'argent à employer, on s'en servit pour gager d'abord des obligations sexennaires, puis la rente amortissable.

Cette période de suractivité économique donna naissance à des spéculations dangereuses. Une crise économique, beaucoup plus grave que celle de 1873 éclata en 1882, par suite du resserrement des capitaux. Elle amena le krach de l'« Union Générale » dont la faillite devait causer beaucoup de pertes à l'épargne française.

Cette crise économique, en 1883, fut aggravée par une crise industrielle et agricole.

Après le brillant essor de 1875 à 1882, l'industrie française vit ses commandes décroître, soit par suite de la surproduction des années précédentes, soit par

suite de la concurrence étrangère, favorisée par les premières tentations du protectionnisme. L'agriculture française souffrait à la même époque de la concurrence des céréales étrangères, et les régions viticoles étaient ravagées par le phylloxera.

Les Conventions Raynal avaient été signées pour créer un dérivatif au chômage national. L'état général des affaires devint mauvais vers 1883, et l'activité normale ne reprendra que vers 1886.

Paris fut, en outre, particulièrement affecté par la crise du bâtiment, qui sévit de 1884 à 1885.

La crise économique de 1882-1886 eut, sur les finances parisiennes, une répercussion profonde. La politique financière suivie par le Conseil municipal de 1880 à 1882 procède des mêmes caractères que celle du Parlement. Confiant dans la prospérité des finances parisiennes, le Conseil n'avait pas hésité à doter plus largement les crédits des services municipaux et à dégrever le contribuable Parisien. Le droit d'octroi sur les vins fut réduit de 12 francs à 10. f. 60 pour l'exercice 1880.

Le dégrèvement créait dans les finances parisiennes une moins-value de 7 millions, qui n'eût pas été dangereuse si les recettes de l'octroi avaient continué de progresser; mais par suite des effets de la crise économique dont nous venons de parler, cette progression cesse brusquement en 1883 et les recettes fléchissent à partir de cette époque. L'octroi avait pro-

duit 145 millions en 1880, 148 millions en 1881, 149 en 1882; les recettes de 1883 n'accusent que 143 millions.

A ce mécompte partiel viennent s'ajouter des moins-values sur les autres recettes budgétaires. L'ensemble des revenus ordinaires avait accusé pour 1881 un produit constaté de 259.239.733 francs, dépassant les prévisions budgétaires de 26.609.160 francs; mais les plus-values diminuent dès 1882, elles n'accusent plus qu'une quinzaine de millions, et dès 1883, les recettes ordinaires sont inférieures aux prévisions budgétaires. Le Budget des recettes de cet exercice, arrêté à 256.479.440 francs n'accusa un produit que de 250.052.010 francs, soit une moins-value de plus de 6 millions.

La période franchement mauvaise commence avec le budget de 1884, qui n'accusa que 251.087.155 fr. pour une prévision de 254.839.192 francs. La crise du bâtiment se faisait gravement sentir sur les recettes de l'octroi; les droits d'entrée sur les matériaux ne produisaient presque plus rien: rien que sur les bois à ouvrer, la moins-value atteignait deux millions. L'année 1885 fut encore plus mauvaise, les moins-value sur les recettes atteignirent neuf millions.

**Section II. — POLITIQUE FINANCIÈRE SUIVIE DE
1880 A 1890.**

La crise financière, dont nous venons d'examiner les causes, modifia complètement les projets du Conseil municipal. Après les grands emprunts de 1875 et de 1876, celui-ci s'était proposé de ne plus recourir au crédit public pour entreprendre les opérations de voirie. L'emprunt, s'il procure des disponibilités considérables et immédiates, est onéreux, et grève lourdement les budgets des générations à venir. Aussi le Conseil estimait-il préférable de consacrer aux travaux de la capitale les plus-values accusées par les budgets de 1875 à 1882.

Ce système était séduisant. Les plus-values de ces budgets ayant progressé régulièrement de 15 à 30 millions, le Conseil pouvait consacrer annuellement une vingtaine de millions à l'embellissement de Paris. Fort de cette idée, il avait écarté les projets d'emprunt, que lui avait présentés l'administration préfectorale en 1879 et en 1883.

La crise économique de 1882-1886 empêcha la réalisation de ce plan séduisant. Les moins-values disparurent dès 1883, et les dépenses ordinaires absorbèrent les plus-values antérieures.

De 1880 à 1883 la progression des dépenses ordinaires est constante; elles accusent 222 millions pour 1881, 231 pour 1882, 239 pour 1883. L'augmentation

des dépenses est surtout sensible pour les crédits de l'enseignement, qui de 14 millions en 1881, passent à 20 en 1883, pour ceux de l'Assistance publique, qui pendant la même période passent de 15 à 19 millions, pour ceux de la voie publique, qui passent de 18 à 22 millions.

Le Conseil municipal n'avait pas attendu, pour doter largement les crédits de l'enseignement, que la loi du 30 octobre 1886 eût été promulguée. Il l'avait fait, dès le vote de la loi du 16 juin 1881, qui a créé l'enseignement primaire gratuit et obligatoire.

La progression régulière des dépenses du service ordinaire de 1880 à 1883, et la disparition des plus-values budgétaires forcèrent le Conseil municipal à recourir à l'emprunt, pour exécuter les travaux neufs les plus urgents. La situation difficile des budgets de 1884 et de 1885 fit différer pendant quelques années la réalisation de ce projet. Il s'agissait de demander au crédit public plus de 200 millions, et le budget de 1885 s'étant soldé par un déficit de plus de deux millions, il paraissait difficile de dégager les disponibilités nécessaires, sans recourir à de nouveaux centimes additionnels.

L'urgence de certains travaux à entreprendre, le désir de procurer du travail à de nombreux chômeurs firent hâter le vote de l'emprunt. Le Conseil municipal décida à gager l'emprunt à émettre sur l'annuité qui assurait l'amortissement de l'emprunt

de 1855-1860, et qui devenait disponible en 1897. Le montant de cette annuité était d'environ 10.600.000 francs. Elle était suffisante pour assurer le service d'un emprunt de 250 millions. L'amortissement ne devait commencer qu'à cette époque, et en attendant, le budget ordinaire puisait sur ses ressources annuelles l'intérêt de l'emprunt. La Caisse municipale devait, de 1886 à 1897 émettre des bons jusqu'à concurrence du montant total de l'emprunt, qui seraient ultérieurement échangés contre des obligations.

Le ministre de l'Intérieur n'accepta pas cette combinaison, et n'accepta qu'un emprunt réalisable par versements successifs. L'emprunt autorisé par la loi du 13 juillet 1886 fut réalisé par cinq souscriptions successives, dont la dernière eut lieu en 1897. En attendant, que l'annuité de l'emprunt de 1860 devint disponible, le service de l'emprunt fut assuré par le paiement de quatre centimes additionnels à percevoir sur les quatre contributions, et vingt centimes sur la contribution foncière.

Sur les 250 millions de l'emprunt, 110 furent affectés aux opérations de voirie, 60 à l'amélioration du service des eaux et égouts, 12 millions 1/2 à la participation de la Ville de Paris, à l'exposition de 1889.

L'état général des finances parisiennes s'améliorait d'ailleurs peu à peu. En 1886 l'exercice accusa, par rapport aux prévisions budgétaires, une légère plus-

value de 4.500.000 francs. De 1886 à 1890, les recettes du budget ordinaire progressent régulièrement ; elles accusent 256.055.396 francs pour 1887, 262.246.008 francs pour 1888, 275 millions pour 1889. Durant la même période, M. Sauton, rapporteur général du budget, devait s'efforcer de restreindre les dépenses, qui de 252.548.666 francs en 1887, passèrent en 1890 à 260.784.557 francs.

La progression des dépenses ordinaires de 1880 à 1890 est d'une cinquantaine de millions, soit une augmentation moyenne de cinq millions pour chaque année. Il y a lieu d'observer que la progression est beaucoup plus rapide de 1880 à 1883, où elle atteint annuellement presque dix millions, que de 1887 à 1890, où l'augmentation annuelle atteint à peine trois millions. Cette différence s'explique d'elle-même, pour peu que l'on considère l'état général des budgets de chacune de ces périodes.

En 1882, les budgets sont prospères, et il est bien difficile à une assemblée élue, sous la pression des besoins immédiats, et en présence de crédits sans emploi, de ne pas doter plus largement les services. En 1887, les finances parisiennes sortent à peine d'une longue crise. Il n'y a pas de plus-values disponibles. Une gestion plus serrée s'impose.

Un autre principe se dégage de l'histoire financière de cette période ; c'est le danger, qui peut exister pour les finances publiques, en dotant le budget ex-

traordinaire avec les plus-values du service ordinaire. Le Conseil municipal l'avait fait de 1878 à 1882. Mieux vaut doter les dépenses extraordinaires au moyen d'un prélèvement opéré sur les disponibilités ordinaires, quitte à demander à l'impôt le complément de ressources nécessaires, qu'au moyen des plus-values ordinaires. On se fait le plus souvent illusion sur la solidité de ces plus-values. On engage des dépenses; elles disparaissent brusquement, ou sont réduites à des proportions telles, qu'elles suffisent tout juste à assurer l'équilibre normal, et il faut recourir à l'emprunt pour continuer les dépenses engagées. C'est ce qui s'est produit en 1886.

CHAPITRE QUATRIEME

Les finances parisiennes de 1890 à 1900

Section I. — PROGRESSION EXCEPTIONNELLE DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DE 1890 à 1896.

A partir de 1890, les dépenses des budgets parisiens progressent d'une manière exceptionnelle. En moins de trois années, de 1891 à 1893, l'augmentation des dépenses ordinaires est d'une vingtaine de millions.

Cette progression inusitée a des causes purement municipales. De 1880 à 1890, les dépenses du budget ordinaire s'étaient accrues par le développement des services de l'enseignement primaire, dont la loi de 1886 avait fait une dépense obligatoire pour les Communes. De 1890 à 1893, les charges communales n'ont pas été augmentées par le fait de l'Etat. C'est donc ailleurs, qu'il faut rechercher les causes de la progression des dépenses ordinaires.

L'un des premiers motifs de leur augmentation provient de l'impulsion exceptionnelle, qui a été don-

née à cette époque aux travaux publics de Paris. La progression des recettes ordinaires a été régulière de 1890 à 1900; de 267 millions en 1890, elles progressent en 1900 à 333 millions. La périodicité de ces plus-values et leur régularité auraient peut-être permis au Conseil municipal d'exécuter progressivement les travaux de voirie indispensables. Une annuité de 1 à 2 millions avait été régulièrement inscrite dans les budgets précédents pour les travaux extraordinaires. Cette annuité disparaît à partir de 1890, et c'est au moyen de fonds spéciaux que seront désormais créditées les opérations de voirie.

De 1890 à 1900, trois emprunts sont émis pour être consacrés à des travaux publics: en 1892, emprunt de 200 millions primitivement affecté à la construction d'un chemin de fer métropolitain, et finalement employé à des opérations de voirie, en 1894, emprunt de 117.500.000 francs, en 1896, emprunt de 44 millions, affectés tous deux à l'assainissement; en 1899 nouvel emprunt de 165 millions affecté à la construction du métropolitain. Il y a lieu de noter simplement pour mémoire, l'emprunt de 1898, provenant de la conversion de l'emprunt de 1886, mais qui laissa à la ville une soultte considérable, dont le montant fut employé aux opérations de voirie.

L'une des premières conséquences de cette politique d'emprunts successifs, fut l'augmentation immé-

diate des dépenses du service de la dette qui, dès 1899, progressèrent de trois millions. Le service de la dette absorbe à cette époque près de 110 millions, soit plus du tiers du budget ordinaire.

Les dépenses du personnel municipal subirent également à cette époque une majoration considérable. Le Conseil municipal décida, en 1892, d'allouer aux agents des services municipaux, un salaire minimum de cinq francs par jour et de payer les jours de congé. L'application de cette réforme entraîna une dépense immédiate de cinq millions, qui fut inscrite pour la première fois au budget de 1893.

Cette politique financière n'est pas à l'abri de toute critique, mais le mérite du Conseil est d'avoir fait face à toutes ces dépenses sans impositions nouvelles. Aucun centime additionnel nouveau n'a été voté, de 1888 à nos jours. L'emprunt émis en 1892 ne nécessita aucun impôt nouveau. Les intérêts en furent payés jusqu'en 1898 sur les disponibilités du budget ordinaire : l'amortissement ne commença qu'à cette époque ; l'emprunt 1886, converti en 1898, eut son service assuré par l'annuité de l'emprunt 1855-1860, dont c'était le dernier terme d'amortissement, et les centimes de l'emprunt 1886 devenus disponibles, servirent à assurer l'amortissement de l'emprunt de 1892.

En présence d'un tel programme, la tâche des rap-

porteurs généraux, MM. Strauss et Pierre Baudin, fut singulièrement difficile. Il leur fallut, pour équilibrer les budgets, serrer les dépenses de très près, et faire état des moindres disponibilités.

Les recettes budgétaires ne donnèrent lieu à aucun mécompte. On avait craint un moment qu'après la prospérité des affaires amenées par l'exposition de 1889, il n'y eut une période de ralentissement. Il n'en fut rien. La progression des recettes ordinaires est régulière après 1889; elles accusent 272 millions pour 1891, 280 pour 1892, 281 pour 1893. Pour les causes, que nous avons indiquées plus haut, l'augmentation des dépenses n'est pas moins rapide; elles accusent 260.991.241 francs pour 1891, 269.187.127 francs pour 1892, pour 1893, 280.660.141 francs.

La majoration des dépenses du budget de 1893 tient à deux causes; en premier lieu c'est sur les disponibilités ordinaires de ce budget, que furent prélevées les sommes nécessaires au paiement des intérêts de l'emprunt émis en 1892. Les crédits de la dette arrêtés en 1892 à 106.884.920 francs, progressent en 1893 à 109.835.577 francs.

L'exercice 1893 eut également à supporter une augmentation des dépenses du personnel, conséquence de l'augmentation de salaires, votée en 1892 par le Conseil municipal. Les crédits de la préfecture de police passèrent de 28 à 32 millions, ceux de la voie publique de 21 à 23 millions 1/2. Au total une augmen-

tation d'une dizaine de millions pour les dépenses ordinaires.

En présence de cette progression de dépenses, le rapporteur général du budget de 1894, M. Pierre Baudin, se vit obligé de proposer des mesures exceptionnelles. L'administration préfectorale demandait pour le nouveau budget la création de douze centimes additionnels, et le Conseil municipal ne paraissait pas désireux de voter des impositions nouvelles.

M. Pierre Baudin proposa au Conseil de convertir la dette municipale, pour alléger les charges budgétaires. Aucune clause dans les cahiers des charges des emprunts antérieurs, sauf pour l'emprunt 1886, ne réservait à la Ville la faculté de convertir. Le Conseil crut prudent de limiter la conversion à la dette envers le Crédit foncier.

Par un nouveau traité signé avec cet établissement, le 10 décembre 1894, et approuvé par la loi du 9 juillet 1895, les échéances de la dette de la ville furent prorogées de cinquante huit années et demie, à soixante quinze années. L'intérêt fut réduit à 3,38 pour les paiements devant avoir lieu avant le 31 janvier 1938 et à 3,15 pour les paiements postérieurs. L'avance que le Crédit foncier avait faite à la Ville, par traité du 8 octobre 1886, pour la construction de la Bourse du Commerce, fut également comprise dans la conversion. L'annuité que la Ville avait désormais à payer, n'était plus que de 10.295.937 francs,

réalisant ainsi une nouvelle économie de 2.800.000 francs.

Il ne put être fait état de cette économie qu'au budget de 1895. Pour assurer l'équilibre budgétaire de 1894, M. Pierre Baudin fit état des disponibilités, qui servaient au paiement des intérêts de l'emprunt de 1892. Le versement des fonds de cet emprunt, ayant été retardé, il put économiser pour un million et demi de crédits inutilisés, et par des réductions sur les demandes de dépense, assurer ainsi l'équilibre du budget.

Les recettes furent de 286.143.615 francs; les dépenses de 285.270.251 francs. L'augmentation sur le budget de 1893, était de 4 millions et demi pour les dépenses; elle fut un peu moindre pour le budget de 1895, qui bénéficia de la réduction de l'annuité due au Crédit Foncier. Les recettes ordinaires pour cet exercice furent de 293.576.507 francs, et les dépenses de 287.445.090 francs. C'est sur les fonds généraux de cet exercice, que furent payés les dernières dépenses provenant des déficits des budgets ordinaires de 1870 à 1874.

Section II. — LES BUDGETS DE 1896 à 1900. NOUVELLE POLITIQUE FINANCIÈRE

La conversion de la dette envers le Crédit Foncier ne suffit pas à enrayer la progression des dépenses.

Les finances parisiennes eurent à supporter dès 1896 une nouvelle moins-value. L'emprunt autorisé par la loi du 10 juillet 1894, jusqu'à concurrence de 161 millions pour l'assainissement de la Seine et l'établissement du tout à l'égout, devait se suffire à lui-même, et ne pas grever le budget ordinaire. La loi du 10 juillet 1894 avait autorisé la Ville à percevoir sur la propriété bâtie les taxes spéciales, calculées proportionnellement au revenu foncier, et que les propriétaires devaient acquitter en compensation des frais de vidange, dont ils allaient désormais faire l'économie.

On avait estimé, au moment du vote de l'emprunt, que le revenu de ces taxes, serait suffisant pour en assurer le service. La résistance des propriétaires parisiens, qui firent annuler au Conseil d'Etat les arrêtés préfectoraux leur imposant l'installation du tout à l'égout, firent baisser de moitié le revenu des nouvelles taxes, et jusqu'en 1900, époque où le Conseil d'Etat modifia sa jurisprudence, le budget ordinaire eut à supporter la charge de l'emprunt 1894-1896.

Le Budget de 1896 ne fut pas moins difficile à équilibrer, que les budgets précédents. Il ne le fut en réalité, qu'au moyen de l'emprunt. On transporta aux fonds généraux tous les fonds spéciaux des emprunts antérieurs, qui n'avaient pas été utilisés, ou qui avaient été désaffectés. Pour l'exercice 1896, les

recettes furent de 297.230.034 francs et les dépenses de 290.791.439 francs.

Les difficultés exceptionnelles, que l'on avait rencontrées pour équilibrer le budget de 1896, la nécessité pour assurer cet équilibre, de recourir aux fonds spéciaux, paraissent avoir exercé une influence profonde sur le Conseil municipal, et un revirement complet dans sa politique financière.

A partir de 1897, et cette politique persistera jusqu'aux budgets actuels, il n'est plus émis d'emprunts pour des travaux publics improductifs pour le budget municipal. Les emprunts émis depuis cette époque, ont reçu une affectation industrielle. Ils ont servi à l'aménagement du domaine industriel de la ville, à la création du chemin de fer métropolitain, à l'extension du service des eaux et du gaz; les recettes des services municipaux, auxquels ils ont été affectés ont été suffisants non seulement pour en payer les intérêts et l'amortissement, mais pour laisser encore à la Ville un bénéfice appréciable.

Le Conseil estima en même temps, qu'il était urgent de diminuer les charges de la dette, et reprenant les projets de M. Pierre Baudin, il décida de convertir l'emprunt 1886, dont le cahier des charges avait réservé ce droit à la Ville.

L'autorisation fut accordée par la loi du 6 janvier 1898. La Ville émit le nombre d'obligations néces-

saires pour rembourser l'emprunt de 1886. Ces obligations furent créées d'une valeur nominale de cinq cents francs, et émises au prix de quatre cent trente-cinq francs. Les porteurs d'obligations de l'emprunt 1886 furent admis à échanger une obligation de l'ancien emprunt contre une obligation du nouvel emprunt, en payant une somme de trente-six francs. Le bénéfice, que la ville encaissa du chef de cette conversion, fut d'une vingtaine de millions, qui furent employés à des opérations de voirie.

Le Conseil municipal inaugurant une nouvelle politique décidait en même temps sur la proposition de M. Berthelot, de faire construire au compte de la Ville le chemin de fer métropolitain, dont l'exécution était différée depuis 1892. Le projet fut déclaré d'utilité par la loi du 30 mars 1898. La Ville exécutait à son compte les travaux d'infrastructure; elle concédait à une compagnie fermière l'exploitation du réseau à charge de fournir le matériel roulant, l'énergie électrique, et de payer à la Ville une redevance de cinq centimes pour chaque parcours en deuxième classe, et de dix centimes pour chaque **parcours** en première classe.

La loi du 4 avril 1898 a autorisé la Ville à émettre par versements échelonnés un emprunt de 165 millions, pour servir à la construction de ce réseau. L'exploitation de ce réseau a donné les meilleurs résultats. Les recettes ont été suffisantes pour

assurer le service de l'emprunt, et elles laissent encore à la ville un bénéfice appréciable. Dans un avenir qui n'est pas éloigné, quand les frais de construction auront été amortis, le domaine municipal aura la jouissance d'un important réseau, dont l'établissement n'aura pas coûté un centime au contribuable parisien.

De 1897 à 1900, le rapporteur général, M. Grébauval, essaya d'enrayer sans y parvenir, la progression des dépenses ordinaires. L'ouverture prochaine de l'Exposition de 1900 donnait aux budgets une importance toute exceptionnelle. Les recettes accusent 297 millions pour 1897, 300 pour 1898, 309 pour 1899, 333 pour 1900. Durant la même période, les dépenses passent de 295.669.046 fr. à 321.504.035 francs.

Le budget de 1900, qui clôt la période que nous venons d'étudier, est malgré son caractère exceptionnel un budget de transition. Jusqu'à cette époque, le budget parisien a demandé la plus grande partie de ses ressources, la moitié en moyenne, à l'octroi, c'est-à-dire à l'impôt indirect. Après 1900, la physionomie du budget apparaît comme toute différente. La loi du 29 décembre 1897 prive l'octroi d'un tiers de ses revenus par la suppression des droits sur les boissons hygiéniques. Le complément de ressources nécessaires sera demandé à l'impôt direct. L'un des effets immédiats de cette

réforme sera de donner aux budgets parisiens moins d'élasticité.

A partir de 1900, les plus-values sont plus rares. Ce nouvel état de choses indiquant que les impôts directs ont atteint désormais, à Paris, un maximum de rendement qu'il serait dangereux de forcer; le Conseil municipal devra se préoccuper de demander au domaine de la Ville les nouvelles ressources nécessaires.

CHAPITRE CINQUIEME

La suppression des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques et l'établissement des taxes municipales de remplacement

Section I. — CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DE LA LOI DU 29 DÉCEMBRE 1897, POUR LA VILLE DE PARIS

Les représentants des pays viticoles se plaignant depuis de longues années de la mévente des vins, le Parlement, dans le but de leur donner satisfaction, vota, le 29 décembre 1897, une loi qui autorisait les communes à supprimer les droits d'octroi, établis sur les boissons hygiéniques. A défaut de cette suppression, les communes devaient, dans un délai de deux années, réduire leurs droits dans une proportion qui, pour Paris, ne devait pas dépasser le tarif de quatre francs pour les vins, cinq francs pour les bières, et un franc cinquante centimes pour les cidres, poirés et hydromels.

Sous réserve d'obtenir certaines autorisations, comportant tantôt l'intervention de l'autorité préfectorale, tantôt celle du Conseil d'Etat, ou même

du pouvoir législatif, les communes avaient la faculté, pour couvrir le déficit créé dans leurs finances, d'établir des taxes directes sur la propriété bâtie, des taxes assimilées, égales au maximum du principal de l'impôt perçu par l'Etat sur les voitures, chevaux, billards et sur les cercles, des taxes indirectes comprenant une majoration des droits d'octroi établis sur les alcools, une licence municipale imposée aux débitants de boissons, une taxe d'octroi spéciale à payer pour les vins en bouteille, considérés comme une boisson de luxe.

La réforme financière, qu'il s'agissait de réaliser, était des plus importantes. Les recettes de l'octroi parisien alimentaient la moitié du budget. De 150 millions qu'elles produisaient en 1882, elles avaient progressé en 1896 jusqu'à 160 millions, et elles avaient même atteint en 1900 le chiffre, exceptionnel il est vrai, de 170 millions. Les droits perçus sur les vins, cidres et poirés, figuraient dans cette somme pour 50 millions, les droits sur la bière pour cinq millions.

D'après la loi de 1897, le Conseil municipal pouvait ou supprimer totalement les droits d'octroi, et c'était alors 55 millions de ressources nouvelles à déterminer, ou les réduire jusqu'à concurrence du taux maximum fixé par la loi, c'est-à-dire les diminuer de 50 o/o, et établir des taxes de remplacement jusqu'à concurrence de 26 millions.

Le Conseil municipal se prononça pour la sup-

pression totale des droits d'octroi. La majorité pensait qu'un dégrèvement partiel ne ferait pas baisser le prix de détail du vin et ne profiterait qu'aux débitants. Le dégrèvement total devait au contraire faire baisser, dans une proportion suffisante, le prix de consommation. Il fallait donc créer pour 55 millions de ressources nouvelles, et c'était à l'impôt direct qu'il fallait demander la majeure partie du complément nécessaire. Les seules taxes de remplacement permises, ayant le caractère des impôts indirects, étaient une surtaxe de droits sur l'alcool et une licence municipale qui serait acquittée par les débitants.

Le Conseil municipal ne paraissait pas très désireux d'établir une licence municipale, et la surtaxe de l'alcool ne pouvait donner que des ressources assez limitées. Majorer la taxe sur l'alcool, c'était offrir à la fraude une source de bénéfices trop fructueux pour qu'elle ne s'exercât pas sur une grande échelle. Le vin, entrant en franchise, la distillation d'un hectolitre d'alcool pur ne nécessite pas plus de quarante francs. A Paris, ce trafic illicite peut se faire sans de trop grands risques et il ne manque pas d'être fructueux.

En fait, depuis que l'on a élevé les droits sur l'alcool à Paris, la fraude s'exerce sur une grande échelle et les agents du fisc et de l'octroi n'arrivent pas toujours à la réprimer. Depuis 1900, la taxe municipale sur l'alcool a été élevée à 165 francs. Les

droits de consommation ayant été élevés à 250 fr. par hectolitre, les droits acquittés dans Paris, par hectolitre d'alcool, sont donc de 415 francs. Aussi, la fraude s'exerce-t-elle largement et, depuis les nouvelles taxes, les entrées d'alcool dans Paris ont diminué d'un tiers. Avant 1900, il entrait dans Paris 182.000 hectolitres d'alcool. Il en entre actuellement 124.000. En 1897, la taxe sur l'alcool, perçue au profit de la Ville produisait 14.507.000 francs; à l'heure actuelle où les taxes ont été plus que doublées, elle produit à peine 20 millions, soit une faible augmentation de cinq millions environ.

La réforme de l'impôt municipal des boissons étant, d'autre part, considéré par le Conseil municipal comme une première étape vers la suppression totale de l'octroi, on ne crut pas devoir établir de nouvelles taxes d'octroi, et il fallut en venir à imposer le contribuable parisien par la voie directe, réforme, d'autant plus difficile à réaliser, qu'à Paris les facultés du contribuable sont restreintes et que le nombre des contribuables est limité.

A Paris, en effet, l'impôt personnel-mobilier n'est payé que par la minorité des contribuables. La Ville ayant été autorisée à prélever sur les recettes de son octroi une partie du contingent en principal de la contribution personnelle mobilière, il s'en suit que toutes les personnes ayant un loyer inférieur à 500 francs, et elles sont nombreuses à Paris, n'acquit-

tent aucun impôt direct, ni en principal, ni en centimes additionnels (1).

Paris a, d'autre part, une population flottante considérable, qui ne demeure dans la capitale que le temps nécessaire de son travail, et qui, chaque soir, retourne dans la banlieue qu'elle habite. Le nombre des ouvriers, qui pour des raisons d'hygiène ou d'économie, se fixent en dehors de Paris, augmente avec la facilité des moyens de transport. Avant la suppression des droits sur les boissons hygiéniques, la consommation journalière de cette population profitait au fisc parisien. Leur dégrèvement a porté, de ce chef, une atteinte aux recettes de l'octroi.

Tous ces arguments, si théoriques qu'ils paraissent, n'étaient pas sans valeur et rendaient la réforme à réaliser assez laborieuse.

Section II. — LA RÉFORME DEVANT LE CONSEIL MUNICIPAL.

Le Conseil municipal nomma une Commission de douze membres qui, présidée par M. Pierre Baudin, fut chargée de présenter un projet de taxes de remplacement. Le préfet de la Seine, M. de Selves,

1 *Lois des 25 mars 1817, 21 avril 1832, et 3 Juillet 1846.*

D'après l'ordonnance du 10 septembre 1817, le prélèvement autorisé par le Conseil municipal sur les recettes de l'octroi doit être approuvé par décret.

dans le mémoire qu'il soumit à la Commission, proposait de demander 12 millions et demi à des centimes additionnels, 16 millions à une taxe établie sur la valeur locative de la propriété bâtie à raison de 2 fr. 66 pour cent, 3.700.000 francs à une taxe de licence municipale, 15 millions à une surtaxe de 86 fr. 20 sur l'alcool, neuf millions à une surtaxe sur les absinthes, un million à une taxe égale au principal de l'impôt perçu par l'Etat sur les voitures, chevaux, billards et cercles.

Un autre projet présenté par le président de la Commission, M. Pierre Baudin, comportait la suppression totale de l'octroi et l'établissement d'une taxe sur la valeur locative de la propriété bâtie, calculée à raison de cinq et demi pour cent et devant produire 46 millions (1). M. Baudin demandait en outre 29 millions au produit d'une taxe sur les locaux d'habitation calculée à raison de cinq pour cent et 32 millions à un droit municipal sur les successions, égal à celui de l'Etat.

Le Conseil municipal adopta finalement, le 7 juillet 1898, les conclusions du rapport de M. Adrien Veber, qui était une transaction entre les différents projets soumis à la Commission (2). Les droits d'oc-

1 PIERRE BAUDIN. Proposition relative aux taxes de remplacement de l'octroi 1898. imp. n° 2.

ADRIEN VEBER. Rapport sur les taxes de remplacement des droits d'octroi 1898. imp. 71.

trois sur les boissons hygiéniques seraient d'abord réduits puis supprimés au 1^{er} janvier 1901. Les taxes de remplacement adoptées étaient les suivantes : une taxe à payer par les propriétaires fonciers à raison de 4 o/o de la valeur locative, et devant produire 25 millions ; une taxe à payer par les locataires d'immeubles, établi à raison de 2 fr. 66 pour cent de la valeur locative et devant produire 15.961.600 francs ; les locaux d'habitation paieraient deux pour cent, ainsi que les locaux commerciaux ; les locaux industriels ne devaient payer que 1 fr. 75 pour cent. Le Conseil crut prudent de réduire le droit municipal sur les successions à trois décimes aux droits perçus en principal par l'Etat, qui devaient produire 10.800.000 francs.

Il demandait en outre l'autorisation de majorer d'un quart la taxe de balayage, d'établir une taxe municipale sur les chevaux, cercles et voitures égale au montant de l'impôt perçu par l'Etat et de ne plus prélever sur les recettes ordinaires de l'octroi le montant du principal de la contribution personnelle-mobilière pour les contribuables ayant un loyer inférieur à cinq cents francs ; on obtenait par cette suppression une économie de 4 millions et demi ; l'impôt personnel mobilier serait réparti suivant des bases nouvelles, et les loyers inférieurs à 1374 fr. feraient l'objet d'un dégrèvement.

L'ensemble du projet adopté devait créer des ressources nouvelles jusqu'à concurrence de 58 millions

environ, mais il ne fut accepté qu'en partie par le ministre des finances, M. Cochery. Il n'accepta de présenter le projet au Parlement qu'en y faisant les modifications suivantes : Le droit municipal sur les successions ne serait établi que jusqu'à concurrence d'un décime et quart additionnels aux droit de l'Etat, et l'impôt sur le revenu de la propriété bâtie ne devait pas dépasser deux pour cent.

Les restrictions apportées à l'ensemble du projet créaient un déficit de 5 millions pour le droit municipal sur les successions et de douze millions et demi pour la taxe foncière. Le ministre acceptait en principe une surtaxe sur l'alcool et une licence municipale à imposer aux débitants.

Le Conseil municipal dut, bon gré mal gré, se rallier au projet ministériel. Le 21 octobre 1898, sur un rapport complémentaire de M. Adrien Veber (1), il réduisit la taxe foncière à 2 o/o, la taxe municipale successorale à un décime et quart, et il vota une surtaxe de l'alcool de 86 fr. 50, ce qui portait le droit total à 165 francs et une taxe municipale additionnelle aux droits de l'Etat sur les ventes mobilières, les cessions de fonds de commerce, et d'offices ministériels ayant lieu à Paris.

Le Conseil municipal résolut en outre d'amorcer la réforme et l'arrêté préfectoral pris en exécution

1 ADRIEN VEBER. Rapport complémentaire sur les taxes de remplacement des droits d'octroi. 1898. imp. n° 81.

de sa délibération, le 28 octobre 1898, réduisit d'un tiers les droits sur les boissons hygiéniques.

Section III. — LA RÉFORME DEVANT LE PARLEMENT.

Le projet, ainsi modifié, fut soumis au Parlement par le ministre des Finances, en décembre 1898; la Chambre se montra hostile, au principe de l'impôt successoral communal, et estima que le taux de la taxe sur les locaux d'habitation, commerçants et industriels, était trop élevé.

L'impossibilité de réaliser immédiatement la réforme demandée, les événements politiques et le souci de ne pas modifier les recettes du budget parisien, au moment même où s'ouvrait l'exposition de 1900, firent ajourner la solution. Les lois du 27 décembre 1898 et du 29 juin 1899 prorogèrent le délai de deux années imposé à la Ville de Paris pour l'exécution de la loi du 29 décembre 1897, et l'octroi parisien fut autorisé à percevoir jusqu'en 1900 les droits sur les boissons hygiéniques, modifiés par l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1898, ainsi que les nouveaux droits sur l'alcool, qui avait été surtaxé à 109 fr. 20.

Le projet revint devant le Parlement en décembre 1900, lors de la discussion du budget de 1901. Entre temps, le Parlement avait modifié le régime des boissons. Cette réforme, réalisée par la loi du 29 décembre 1900, comportait la suppression des droits de détail, et de taxe unique sur les boissons hygiéniques, leur remplacement par un droit de licence

acquité par les débitants, et une surélévation des droits de consommation sur l'alcool. Le Parlement ne pouvait, dès lors, se refuser à voter les taxes de remplacement, proposées par le Conseil municipal en compensation de la suppression des droits sur les boissons hygiéniques.

La loi du 31 décembre 1900 autorisa la Ville à percevoir les taxes de remplacement suivantes : 1° Une taxe de 2 fr. 50 pour cent sur le revenu foncier de la propriété bâtie. — 2° Une taxe sur les locaux d'habitation calculée à raison de 1 pour cent de la valeur locative. — 3° Une taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères, calculée à raison de 1 fr. 066 pour cent sur le revenu foncier, à payer par le propriétaire, mais recouvrable sur le locataire jusqu'à concurrence de 0 fr. 80 pour cent. — 4° Une taxe municipale sur les chevaux, voitures, et cercles, égale au principal de l'impôt perçu par l'Etat. — 5° Des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement, perçues à raison de 1 pour cent sur les ventes de meubles, de 1.25 pour cent sur les cessions d'offices ministériels, et de fonds de commerce. — 6° Une taxe de 0 fr. 32 pour cent sur la valeur des marchandises cédées avec le fonds. Une autre loi votée le 29 mars 1901 autorisait également la perception d'une taxe de 1 pour cent sur la valeur locative des locaux commerçants et industriels.

L'article 8 de la loi du 31 décembre 1900 autorisait également le Conseil municipal, à ne plus pré-

lever sur les recettes de l'octroi le montant en principal des cotes mobilières, imposées au nom des personnes ayant un logis réel de moins de cinq cents francs. Dans la nouvelle répartition du contingent, les habitants ayant un logis réel inférieur à cinq cents francs étaient considérés comme non imposables. Leur contingent était réparti sur les autres cotes, au prorata des loyers, et le loyer matriciel était déterminé en déduisant des loyers réels une somme uniforme de 375 francs.

La perception des taxes de remplacement qui eut lieu à partir du premier janvier 1901 donna lieu à de sérieux mécomptes.

La taxe de 1 pour cent sur les locaux d'habitation, commerçants et industriels, parut très lourde. Elle fut réduite de moitié par la loi du 10 juillet 1902. La réforme opérée par le Parlement n'accordait à Paris qu'une compensation insuffisante. Le budget de 1901 se trouva en déficit d'une dizaine de millions, et pour assurer l'équilibre des exercices suivants, il fallut recourir à de nouvelles taxes. La loi du 10 juillet 1902 autorisa la perception d'une taxe sur la valeur en capital de la propriété bâtie, calculée à raison de 0 fr. 10 pour cent. Grâce à l'importance de la fortune immobilière parisienne, cette taxe qui rapporte actuellement plus de 17 millions fut suffisante pour assurer l'équilibre du budget parisien.

Depuis le vote de la loi du 10 juillet 1902, le régime de l'octroi, et celui des taxes de remplacement n'ont jamais été modifiés.

CHAPITRE SIXIEME

Les finances parisiennes de 1900 aux budgets actuels

Section I. — LA CRISE FINANCIÈRE DE 1901-1903.

De 1901 à 1903, les finances municipales traversèrent une crise difficile. L'exercice 1900 avait été favorable, puisqu'il laissait un excédent de recettes de plus de onze millions. Il n'en fut pas de même les années suivantes.

Les finances municipales se ressentirent d'abord de la crise économique, qui sévit en Europe de 1901 à 1902. La productivité nationale diminua beaucoup durant ces deux années et le budget de l'Etat accusa pour 1901 un déficit de 125.657.976 francs, et pour 1902, de 116.835.473 francs. Le déficit du budget parisien fut, en 1901, de près de onze millions.

La crise budgétaire était en outre aggravée par les moins-values du rendement des taxes de remplacement : les taxes, dont la perception avait été autorisée par la loi du 29 décembre 1900, étaient insuffisantes pour compenser le produit des droits anciennement perçus sur les boissons hygiéniques. La surtaxe sur l'alcool, qui portait les droits à percevoir

sur ce produit à la somme de cent soixante cinq francs par hectolitre, accusa pour 1901 une moins-value de près de dix millions.

Ce mécompte doit être imputé à deux causes différentes. La loi du 29 décembre 1900 avait élevé le droit de consommation perçu au profit de l'Etat. Les droits ayant été améliorés, tant pour l'octroi que pour l'impôt de consommation, les négociants de Paris firent, en 1900, de grands achats d'alcool, et les quantités introduites à Paris l'année suivante accusèrent, de ce chef, une diminution sensible. L'autre cause de la moins-value de la taxe sur l'alcool provient du dégrèvement des vins. Le vin étant diminué, la population parisienne en consuma davantage, et la consommation de l'alcool en fut diminuée. C'était un résultat heureux pour l'hygiène publique, mais dangereux pour le budget.

Des moins-values partielles furent également accusées par les taxes du tout à l'égoût, et les taxes directes de remplacement. Les propriétaires parisiens se refusaient toujours à installer le tout à l'égoût, et les bases d'évaluation pour l'assiette des taxes de remplacement avaient été mal déterminées.

Au moment où fut voté le budget de 1901, le Parlement ne s'était pas encore prononcé sur la question des taxes de remplacement. Le rapporteur général du budget, M. A. Deville, en présence de l'incertitude de l'évaluation, que l'on pouvait faire des recettes

budgétaires, crut prudent de réaliser de sérieuses économies (1)

Dans le rapport très complet, qu'il publia sur l'état des finances municipales, il faisait remarquer que la gestion financière de 1893 à 1900 n'avait pas toujours été très prudente. On s'était servi, pour équilibrer les budgets de cette période, des réserves d'un montant total de près de quarante millions, que l'on avait économisés de 1876 à 1893. L'équilibre budgétaire pour 1900 n'avait été obtenu qu'en faisant état des plus-values exceptionnelles dues à l'exposition. Les prévisions optimistes s'étaient d'ailleurs réalisées, puisque l'exercice avait laissé un excédent de recettes de onze millions.

M. A. Deville, pensant avec raison, que les résultats de l'année 1900 avaient un caractère exceptionnel, et ne se maintiendraient pas, estima qu'il était nécessaire de réaliser de sérieuses économies, si l'on voulait assurer l'équilibre des prochains budgets sans revenir à l'emprunt ou à l'impôt. Le problème était difficile à résoudre. En trente années, la progression des dépenses avait été de 109 millions; de 1876 à 1896, en vingt années, elles avaient augmenté de 85 millions, et en quatre années, de 1896 à 1900, elles s'étaient encore accrues de 24 millions.

Le projet général de budget présenté pour l'an-

1 A. DEVILLE. Rapport général sur le budget de l'année 1901 (1900. imp. n° 66).

née 1901, par le préfet de la Seine, M. de Selves, comprenait 325 millions de dépenses.

Le Parlement ne s'étant pas encore prononcé sur la question des taxes de remplacement, M. Deville évalua les recettes budgétaires comme si les droits de l'octroi ne devaient pas être réduits, et il en estima le produit à 158 millions.

Des réductions sur les crédits demandés lui permirent d'éviter les centimes additionnels demandés par le préfet, et les prévisions budgétaires pour les recettes et les dépenses furent arrêtées à la somme de 311.328.637 francs. Les moins-values, qui se produisirent dans le cours de l'exercice, sous l'influence des causes que nous avons analysées plus haut, réduisirent les recettes à la somme de 301.086.376 francs. Les dépenses constatées au compte furent de 315.294.181 francs. Le déficit, en partie couvert par l'excédent budgétaire de 1900, fut réduit à la somme de 3.209.469 francs.

Le déficit de l'exercice 1901 était déjà considéré comme certain, au moment où le Conseil municipal fut appelé à examiner le budget de 1902. M. A. Deville l'évaluait à une douzaine de millions, et le préfet de la Seine demandait pour sept millions de dépenses nouvelles. Le budget de 1902 se présentait donc avec un déficit probable de 19 millions. Il était impossible de l'équilibrer sans impositions nouvelles. Dans son mémoire, le préfet de la Seine demandait

au Conseil municipal de voter de nouveaux centimes additionnels et d'élever le taux des taxes de remplacement.

Les moins-values de l'année 1901 avaient montré que le revenu des taxes de remplacement établies par la loi du 29 décembre 1900, était inférieur d'une douzaine de millions au produit des droits d'octroi supprimés. Le Conseil municipal désirait, en outre, faire réviser le tarif de la taxe sur les locaux d'habitation, du commerce et de l'industrie, établie à raison de 1 pour cent de la valeur locative, et qui paraissait trop lourde à la population parisienne.

Dans le rapport général, qu'il a publié sur le budget de 1904 (1), M. Desplas, aujourd'hui député, a montré par quelles étapes successives avait été réalisée la réforme de 1900. Avant leur suppression, les droits d'octroi, d'après son évaluation, auraient produit 70 millions. Les taxes de remplacement, perçues à partir du premier janvier 1901, n'auraient donné, y compris le produit de la surtaxe sur l'alcool, qu'un revenu de 59 millions. Le déficit étant de onze millions, il était nécessaire de procéder à une révision des tarifs des taxes de remplacement.

La réforme fut réalisée par la loi du 10 juillet 1902, qui réduisit à 0 fr. 50 pour cent le taux de la taxe perçue sur les locaux d'habitation, et sur les locaux industriels et commerçants, et établit une

1 DESPLAS. Rapport général sur le budget de 1904 (1903. imp. n° 72).

taxe de 0 fr. 10 pour cent sur la valeur en capital de la propriété bâtie. Le produit de cette taxe ne devant pas être inférieur à une quinzaine de millions, suffisait pour combler le déficit normal des recettes et pour compenser le dégrèvement provenant de la réduction de la taxe locative, qui pouvait s'évaluer à 3 millions et demi.

La création de cette nouvelle taxe était suffisante pour réaliser l'équilibre budgétaire. Le budget de 1902, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 320.407.149 francs, eut à supporter néanmoins un déficit de plus de 7 millions. Les recettes constatées ne furent que de 312.833.866 francs. Des annulations de crédits permirent de ramener le déficit à la somme de 2.573.226 francs.

La réforme des taxes de remplacement, la progression des recettes ordinaires en 1902, laissaient espérer que le budget de 1903 serait moins laborieux que les budgets précédents. M. de Selves, devant le refus persistant du Conseil à voter de nouveaux centimes additionnels, proposa l'établissement de nouvelles taxes d'octroi, qui ne furent pas acceptées.

Le budget de 1903 fut équilibré par M. Deville, sans impositions nouvelles. Le budget fut arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de 320.982.860 francs. L'exercice fut d'ailleurs favorable, puisque les recettes ordinaires donnèrent un produit constaté de 320.241.908 francs.

Le budget de 1903 est le dernier de la période que

nous venons d'étudier. La crise financière, dont la Ville eut à souffrir de 1901 à 1903, est virtuellement terminée. Après une période d'incertitude, les recettes ordinaires sont redevenues normales, et avec le budget de 1904, les finances parisiennes commencent une nouvelle ère de prospérité.

**Section II. — LES BUDGETS ACTUELS. — PROGRESSION
DES RECETTES DU DOMAINE.**

Les dépenses municipales ont progressé d'une manière assez rapide dans ces cinq dernières années. Le budget des dépenses ordinaires passe de 321 millions en 1904, à 354 millions en 1908, soit en quatre années une augmentation de 33 millions. L'augmentation réelle est inférieure à ce chiffre d'une dizaine de millions, provenant de l'incorporation au budget des dépenses simplement inscrites pour ordre, et qui viennent augmenter le budget sans grever le contribuable. L'augmentation réelle est donc de 23 millions environ. Ces charges nouvelles proviennent, en majeure partie, des dépenses de l'Assistance et de l'Enseignement. Les lois d'assistance sociale votées par le Parlement, de 1900 à 1908, la suppression en 1904, de l'enseignement congréganiste, ont eu sur les finances communales une répercussion profonde.

Le Conseil municipal a pu faire face à ces charges nouvelles sans voter de nouveaux centimes additionnels. La progression régulière des revenus du

domaine municipal, notamment de ceux du gaz et de l'électricité, a été suffisante pour assurer l'équilibre des budgets.

Les anciens traités passés entre la Ville et la Compagnie Parisienne d'Eclairage et de Chauffage par le gaz, stipulaient pour la Ville une part dans les bénéfices. La Compagnie, dont le traité expirait le 31 décembre 1905, vendait au particuliers le gaz à raison de 0 fr. 30 le mètre cube. Le Conseil municipal décida, en 1903, d'abaisser le prix du gaz à 0 fr. 20, la Ville prenant à sa charge la différence entre les deux tarifs.

La charge annuelle, que les finances municipales allaient avoir à supporter de ce chef, était évaluée à 25 millions environ. La loi du 16 avril 1904 autorisa la Ville de Paris à emprunter pour l'acquit de ces dépenses, une somme de 100 millions. Les sommes nécessaires pour assurer le service de cet emprunt devaient être prélevées sur les bénéfices futurs de l'exploitation, qui devait être faite au Compte de la Ville, à partir du premier janvier 1906. Le prix de vente du gaz devait subir à cette époque une majoration d'un centime et demi par mètre cube, dont le produit devait constituer l'annuité nécessaire au service de l'emprunt de 1904. L'abaissement immédiat du prix du gaz allait, d'autre part, augmenter la consommation, et les bénéfices, que la Ville partageait avec la Compagnie devaient, dès 1904, subir une plus-value importante.

Au point de vue budgétaire, la question était assez complexe : devait-on considérer cette majoration des recettes du gaz comme une ressource régulière, et l'inscrire au budget ordinaire, ou, au contraire, comme une recette exceptionnelle, qui devait être inscrite au budget extraordinaire ?

En faire état pour le budget ordinaire, c'était éviter momentanément la nécessité de nouveaux centimes additionnels. Les bénéfices du gaz permettraient d'équilibrer les budgets de 1904 à 1907, époque où l'organisation définitive de l'exploitation du gaz, et la révision des traités passés avec les Sociétés d'électricité, allaient procurer au budget municipal de nouvelles ressources. En inscrivant au budget extraordinaire les nouveaux bénéfices, on assurait largement le service de l'emprunt du gaz, et il n'était plus nécessaire de majorer d'un centime et demi le prix futur du gaz, pour les charges de l'emprunt. On pouvait dégrever plus largement la consommation du gaz, en augmenter la consommation, et conséquemment les recettes budgétaires.

Le rapporteur général du budget de 1904, M. Desplas, considéra que les consommateurs futurs étaient suffisamment dégrevés, pour qu'on pût sans injustice leur imposer un léger sacrifice et il fit inscrire au budget ordinaire de 1904 le produit des nouveaux bénéfices, qui était de 2.800.000 francs.

L'exercice 1904 fut, d'ailleurs, favorable. Les recettes, dont les prévisions avaient été arrêtées à

321.865.948 fr, donnèrent un produit de 324.192.384 francs.

Les budgets de 1905 à 1908 furent difficiles à établir. Plusieurs lois votées par le Parlement, dans le cours de cette période, ont imposé de lourdes charges aux budgets communaux. La première de ces lois, est celle du 31 mars 1905, qui a introduit en France le service militaire de deux ans. Depuis la mise en application de cette loi, les soutiens de famille sont incorporés dans le contingent, et font deux années de service, alors qu'ils bénéficiaient, avec la loi de 1889, d'une réduction de service de deux années. L'Etat alloue durant leur service des secours à leur famille et les communes doivent assister les familles de ceux qui ne reçoivent pas de secours de l'Etat.

La deuxième de ces lois est celle du 7 juillet 1904, qui a supprimé l'enseignement congréganiste. Les communes ont dû, pour loger les enfants qui suivaient l'enseignement privé, construire de nouvelles écoles, sans tenir compte de l'augmentation des dépenses normales du service de l'enseignement primaire. La loi du deux avril 1906 a autorisé la Ville de Paris à émettre un emprunt de douze millions pour l'exécution d'un nouveau plan de Campagne scolaire.

Les plus lourdes charges imposées aux finances communales, dans le cours de ces dernières années, résultent principalement de l'application depuis le

premier janvier 1907, de la loi du 14 juillet 1905, qui a rendu obligatoire l'assistance aux vieillards infirmes et incurables. L'assistance aux vieillards est pratiquée de deux manières différentes, en premier lieu par le paiement à domicile d'un secours mensuel, en deuxième lieu, par le placement dans les hospices.

Les dépenses en résultant sont réparties comme celles nécessitées par l'application des lois du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, et du 25 juin 1904 sur les enfants assistés, entre l'Etat, les départements et les communes. Dans la loi du 14 juillet 1905, le plus fort contingent de dépenses est supporté par le budget communal. La somme, que le Conseil municipal peut allouer pour les secours mensuels à domicile est de cinq francs au minimum. En province, où le coût de la vie comparativement à celui de Paris est peu élevé, un secours mensuel variant entre dix et quinze francs est suffisant. A Paris, pour être efficace, le montant du secours à domicile doit être beaucoup plus élevé. En fait, il a été fixé par le Conseil municipal à la somme de trente francs.

Les dépenses, que les finances parisiennes allaient avoir à supporter du fait de l'application de la loi de 1905, devaient en outre être très élevées, en raison du grand nombre de personnes à secourir. Paris a une population flottante considérable, qui fournit à l'assistance un nombreux contingent.

Dans son rapport sur le budget de 1907, M. André Lefèvre l'évaluait à 15 millions (1).

La progression des dépenses de l'enseignement et de l'assistance publique, de 1900 à 1908, est très rapide. Les crédits inscrits pour les dépenses de l'enseignement au budget de 1900 sont de 33 millions; au budget de 1908, ils sont de trente-quatre millions et demi, et les sommes nécessaires au service de l'emprunt de 1906, pour les constructions scolaires, ne sont pas comprises dans ce dernier chiffre. Les dépenses de l'assistance publique, inscrites au budget de 1900 pour trente-deux millions, passent en 1908 à 43 millions et demi. Les dépenses pour l'assistance aux vieillards figurent dans ce dernier chiffre pour plus de quatorze millions. Une augmentation très nette figure au chapitre de la préfecture de police dont les crédits accusent, de 1900 à 1908, une progression de plus de cinq millions. Les autres chapitres sont restés stationnaires.

Les emprunts émis de 1900 à 1908 ont tous servi à l'aménagement du domaine municipal. L'emprunt de 170 millions, autorisé par la loi du 26 juin 1903, a servi à l'établissement d'un réseau complémentaire du chemin de fer métropolitain. L'emprunt de 100 millions, autorisé par la loi du 10 avril 1904 et celui de 105 millions, autorisé par la loi du 17 avril 1906,

1 ANDRÉ LEFÈVRE. Rapport général sur le budget et l'année 1907 (1906. imp. 113).

ont été affectés à l'abaissement du prix du gaz, et à l'acquisition du matériel d'exploitation de la Compagnie Parisienne, qui ne revenait pas de plein droit à la Ville en fin de concession. Un seul emprunt a été affecté à des travaux neufs, c'est l'emprunt scolaire autorisé par la loi du 2 avril 1906.

Les travaux auxquels ont été affectés ces emprunts ne sont pas improductifs. Les bénéfices, que la Ville tire de l'exploitation du métropolitain et de l'exploitation du gaz assurent, non seulement le service de l'emprunt, mais laissent encore à la Ville un revenu rémunérateur. Les bénéfices de l'exploitation du gaz sont inscrits au budget de 1908 pour 19 millions et demi, et sur les recettes de cette exploitation sont, en outre prélevées les annuités nécessaires à assurer le service des emprunts dont nous venons de parler, 9.600.000 francs environ. Le produit de l'exploitation du métropolitain est prévu au budget de 1908 pour 12.479.501 francs. Les annuités nécessaires au service des emprunts émis pour sa construction figurent au même budget pour 11 millions et demi.

La progression des revenus industriels du domaine municipal de 1904 à 1908 a permis à M. André Lefèvre d'équilibrer le budget de cette période, sans être obligé de recourir aux centimes additionnels, que proposait le préfet.

L'abaissement du prix du gaz augmentait la part revenant à la Ville dans les bénéfices de l'exploitation. En 1902, avant l'abaissement des tarifs, la part

de la Ville était de 10.800.000 francs, en 1903, année où le gaz est abaissé à 0,20 centimes, les recettes montent à 14.650.000 francs, en 1904 14.800.000 fr. Dès 1908, la Ville pouvait compter sur une autre ressource; la revision des cahiers des charges passés avec les Sociétés d'Electricité, devait lui assurer une recette complémentaire de trois millions.

M. André Lefèvre, pour assurer l'équilibre budgétaire, dut réduire les dépenses au strict nécessaire. Les évaluations sur les recettes furent d'ailleurs justifiées. Il n'y eut pas dans cette période de moins-values notables. Les prévisions de recettes avaient été pour 1905, de 330.717.355 francs, pour 1906 de 341.831.744 francs. Les recettes constatées furent de 331.275.657 francs pour 1905 et de 349.343.562 francs pour 1906.

Le budget le plus difficile à équilibrer fut celui de 1907. Pour faire face aux dépenses résultant de l'application de la loi sur l'assistance aux vieillards, M. de Selves demandait au Conseil municipal de voter onze centimes additionnels, devant produire près de 8 millions. M. André Lefèvre put, par des réductions sur les dépenses, équilibrer ce budget sans impositions nouvelles et attendre l'année 1908, qui devait bénéficier d'une plus value des recettes à provenir de l'électricité. Le Conseil municipal ayant réduit à 7 centimes le tarif de l'hectowatt-heure, au lieu des huit centimes, que demandait M. André Lefèvre, les recettes de la Ville furent réduites de

5.200.000 francs, ainsi qu'il l'espérait, à 3 millions soit une plus value nette sur les anciennes recettes de 1.200.000 francs.

Les prévisions du budget de 1908 furent arrêtées en recettes et en dépenses à la somme de 354.066.476 francs.

Les budgets actuels de Paris doivent être considérés comme des budgets d'attente. On a la conviction très nette, lorsqu'on examine les comptes des derniers exercices, qu'une réforme générale s'impose. Depuis 1900, le budget parisien n'a plus l'élasticité suffisante, pour permettre de faire face à des dépenses nouvelles sans augmentation d'impôts. Depuis la suppression des droits sur les boissons hygiéniques, les recettes de l'octroi sont restées à peu près stationnaires. Elles ont sans doute repris un cours régulier, mais elles n'accusent plus les brillantes plus-values d'avant 1900. L'impôt direct donne un produit régulier, progressant lentement, mais sûrement avec le développement de la fortune parisienne. Il serait néanmoins dangereux, nous avons dit plus haut pourquoi, de lui demander davantage. Les revenus du domaine municipal ont beaucoup augmenté dans ces dernières années. Ils pourraient peut-être donner au budget l'élasticité nécessaire.

M. André Lefèvre, dans son rapport sur le budget de 1905, déclarait que le budget parisien était un organisme, qui avait été créé pour donner un revenu de 250 millions. On lui en demande 350 aujourd'hui.

Il y a là une anomalie, qu'il serait peut-être urgent de réformer; c'est ce que nous étudierons dans la troisième partie de notre sujet.

TROISIÈME PARTIE



L'avenir des finances parisiennes

AVANT-PROPOS

Les dépenses de la Ville de Paris ont toujours progressé depuis 1870. Le budget des dépenses ordinaires, qui était, en 1876, de 201 millions, est passé, en 1908 à 354 millions, soit en trente-deux années, une augmentation globale de cent cinquante trois millions, et une augmentation moyenne de 4.800.000 francs par année.

La progression du budget des dépenses municipales tient à deux causes générales, à l'augmentation de la population parisienne et à l'extension des services communaux. Il est à présumer que l'influence de ces deux faits s'exercera également sur les prochains budgets. La population de Paris s'accroît régulièrement à chaque recensement. Les campagnes, en France, tendent à se dépeupler au profit des villes, et il y a un exode régulier vers les grands centres de population.

Les services municipaux verront également augmenter leurs attributions, car la politique actuelle est nettement étatiste.

La progression des dépenses ne s'est d'ailleurs pas ralentie dans ces dernières années. Elles étaient en 1876, de 201 millions; en 1887 elles atteignent 252 millions, soit en onze années une augmentation moyenne de 4.630.000 francs; en 1896 elles montent à 290 millions; la moyenne de l'augmentation annuelle est d'environ 5.600.000 fr., et elle ne change pas jusqu'en 1908, car le budget des dépenses atteint 354 millions.

La progression des dépenses municipales est un fait chronique. Les recettes budgétaires, par contre, ont été jusqu'ici assez élastiques, pour permettre de faire face à l'augmentation normale des dépenses sans impositions nouvelles. Depuis 1890, le Conseil municipal n'a pas voté de nouveaux centimes additionnels. Les centimes additionnels votés par le Conseil, pour assurer le paiement des intérêts de l'emprunt autorisé par la loi du 13 juillet 1886, en attendant que l'emprunt de 1855-1860 fut complètement amorti, sont devenus disponibles en 1898, et ont été prorogés pour 12 années, jusqu'au 31 décembre 1909, pour assurer l'amortissement de l'emprunt autorisé par la loi du 22 juillet 1892.

Le budget de Paris pourra-t-il soutenir encore le même effort sans rien demander à l'impôt? C'est ce que nous allons examiner.

La structure du budget municipal a été profondément modifiée par le dégrèvement des boissons hygiéniques. Avant 1900, le budget demandait la majeure partie de ses ressources à l'impôt indirect. Sur les 300 millions de recettes, l'octroi en fournissait la moitié; l'impôt direct avec les centimes additionnels, la taxe de balayage, les taxes municipales assimilées aux contributions directes, produisait 40 millions; le surplus était alimenté par les revenus du domaine municipal, les subventions de l'Etat et du département.

Depuis le dégrèvement des boissons hygiéniques, l'octroi ne constitue plus la principale des ressources du budget. Les recettes n'ont pas dépassé depuis 1900, 111 millions, et elles sont demeurées stationnaires; en 1902 elles ont été de 109.507.810 francs, en 1903 de 109.083.190 francs, en 1906 de 111.504.991 francs; elles sont prévues au budget de 1908 pour 111.573.432 francs.

Les frais de perception sont en outre très élevés; ils sont prévus au budget de 1908, pour la somme de 12.892.919 francs, ce qui réduit le produit net de l'octroi à 99.190.513 francs. L'octroi est donc actuellement impuissant à assurer au budget l'élasticité, qui lui est nécessaire, et il serait à souhaiter, qu'on le supprimât, ainsi qu'il en est question depuis longtemps.

Les impôts directs, qui depuis la création des taxes de remplacement, produisent près de 93 millions,

constituent un revenu très solide, mais dont les plus-values sont modiques. Les centimes additionnels de 1900 à 1908 sont passés de 66.711.000 francs à 68.424.850 francs; la progression annuelle est de 590.000 francs environ. Durant la même période, le produit des taxes de remplacement est passé de 46.180.400 francs à 45.503.850 francs, accusant une augmentation annuelle de 465.000 francs.

L'avenir budgétaire semble être réservé aux produits du domaine municipal, qui sont prévus au budget de 1908, pour la somme de 122.857.791 francs, plus du tiers du budget. Les revenus du domaine industriel proprement dit ont beaucoup progressé depuis 1904. La nouvelle exploitation du gaz procure actuellement à la Ville un bénéfice de plus de 29 millions, au lieu de 17, que lui procurait le traité passé avec l'ancienne compagnie. Les nouveaux contrats passés avec les secteurs électriques ont fait bénéficier le budget de 1908 d'un supplément de recettes d'environ 1 million et demi.

L'équilibre du budget de 1909 a été demandé par M. Dausset à des relèvements sur les recettes à provenir du gaz et de l'électricité.

La revision en 1910 des traités des Compagnies parisiennes de transport procurera également au budget municipal de nouvelles ressources. Il y a lieu de penser, sans être optimiste à l'excès, que les recettes du domaine iront en progressant, et qu'elles donneront au budget municipal l'élasticité nécessaire

pour faire face à l'augmentation normale des dépenses, sans impositions nouvelles.

Les budgets municipaux de 1904 à 1907 ont été équilibrés à l'aide des ressources du gaz. Nous avons vu précédemment, que le procédé financier par lequel on avait obtenu cet équilibre, n'était pas à l'abri de toute critique, mais l'abaissement des tarifs du gaz et de l'électricité qui ont été respectivement dégrevés de 30 o/o et de 100 o/o accuseront une augmentation notable de la consommation. Il y a certainement lieu de faire certaines réserves. L'assimilation du personnel de l'exploitation du gaz, de l'Electricité, des Transports au personnel ouvrier municipal, augmentera certainement le coefficient des dépenses d'exploitation, mais les recettes probables paraissent suffisantes pour ne pas rendre dangereuse ces nouvelles charges.

La progression régulière des recettes du domaine permettra d'équilibrer les prochains budgets sans impositions nouvelles, si le Conseil municipal ne vote pas d'emprunts immédiats. L'amortissement progressif des emprunts en cours procurera dans le budget des disponibilités importantes dans un avenir, qui n'est pas très éloigné. Dès 1910, on pourra disposer de l'annuité de l'emprunt de 1869, qui devient disponible, et dont le montant est de 14 millions et demi.

Sous le bénéfice de ces deux observations, on peut

donc estimer, que l'avenir budgétaire de la Ville de Paris est pour l'instant assuré.

Pour la clarté du sujet, nous examinerons la question en trois chapitres différents, le premier relatif à la réforme de l'octroi, le second, à l'avenir du domaine municipal, le troisième, aux économies à réaliser.

CHAPITRE PREMIER

La réforme de l'octroi

Section I — LA SITUATION ACTUELLE DE L'OCTROI

La situation de l'octroi parisien est assez précaire depuis le dégrèvement des boissons hygiéniques. Les frais de perception sont très élevés, et les recettes ont perdu leur ancienne élasticité. Au budget de 1908, les frais de perception de l'octroi sont prévus pour la somme de 12.382.919 francs, et la recette brute pour 111.573.492 francs, soit un coefficient de 10.67 o/o notablement supérieur au maximum des frais de perception fixé à 8 o/o par la loi du 27 vendémiaire an VII.

Si élevé, que paraisse le taux des frais de perception, il y a beaucoup de villes en France où il est encore supérieur. Il résulte des documents statistiques fournis par le ministère de l'intérieur, qu'en 1889, pour les octrois rapportant plus de 100.000 francs, 217 communes avaient une moyenne de frais de 14.08 o/o; pour des octrois rapportant de 25.000 à 100.000 francs, 234 communes avaient une moyenne de frais de 15.14 o/o; pour des octrois produisant entre 5.000 et 25.000 francs, 276 communes avaient une moyenne de frais de perception de 14.23 o/o. Pour l'année 1892, 54 communes payaient plus de

30 o/o, 24 de 25 à 30 o/o, 77 de 20 à 25 o/o, 250 de 15 à 20 o/o, 400 de 11 à 15 o/o (1) ; depuis la réduction des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques, le pourcentage des frais et perception s'est accru de 4 à 7 o/o dans la plupart des communes.

Les recettes de l'octroi ont en outre fléchi depuis le dégrèvement des droits sur les boissons hygiéniques. Avant le premier janvier 1901 les droits d'octroi sur le vin, le cidre et la bière rapportaient à la Ville plus de 56 millions. Ces droits ont été compensés partiellement par les taxes directes et indirectes, et par une majoration des droits sur l'alcool de 85,20 par hectolitre (2). Depuis l'établissement de cette surtaxe, la consommation de l'alcool a diminué d'un tiers à Paris. Avant la réforme, elle était de 187.599 hectolitres; elle atteint à peine aujourd'hui 112.432 hectolitres. D'après les calculs de M. Fontaine, président de la Commission de répartition des Contributions directes, le déficit moyen de l'octroi, depuis 1901, serait de 3.208.478 francs, soit pour les sept dernières années un déficit total de 22.459.352 francs (3).

1 Rapport de M. Guillemet à la Chambre des Députés. Journal officiel. 1892. Annexes p. 819.

2 La surtaxe sur l'alcool a été établie par l'arrêté préfectoral.

3 Renseignements communiqués par M. Fontaines dans le mémoire préfectoral sur le budget de 1909.

L'octroi a eu, en outre, à supporter d'autres dégrèvements imposés par le Parlement en la jurisprudence des tribunaux. La loi du 13 juillet 1905 a exempté de tous droits d'octroi les raisins de table. Cette loi a été votée par le parlement pour faire plaisir aux régions viticoles, et les droits d'octroi établis sur les raisins ont dû être supprimés au beau milieu de l'exercice budgétaire. Le Conseil d'Etat ayant d'autre part admis l'entrepôt à domicile pour les charbons, il en est résulté une nouvelle moins-value pour l'octroi.

Le fléchissement des recettes, la progression des frais de perception sont autant d'arguments, qui paraissent assez décisifs en faveur de la suppression de l'octroi.

A ces considérations d'ordre financier, s'en ajoutent d'autres, qui ont un caractère plus général, et que l'on ne manque pas d'invoquer en faveur de la suppression des octrois : l'octroi est considéré comme un impôt peu proportionnel aux facultés du contribuable, et même progressif à rebours ; sa perception est souvent vexatoire et à ces divers titres, c'est un impôt impopulaire. M. Frédéric Passy a dit que « l'octroi se payait trois fois, en argent, en temps, et en vexations. » C'est une boutade spirituelle, mais malheureusement elle ne supprime pas les difficultés de la suppression des octrois, surtout comme lorsqu'à Paris, il s'agit d'établir pour 100 millions de taxes de remplacement.

**Section II — DANGERS DE LA SUPPRESSION DE L'OCTROI
A PARIS**

La suppression des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques ne paraît pas devoir rendre plus facile la solution du problème. Les taxes de remplacement, qui ont été établies en compensation sur les boissons, n'ont été homologuées par le parlement, qu'après de longs débats. Certaines de ces taxes, comme celle de l'alcool donnent lieu à de sérieux mécomptes. Il n'y a que les taxes directes de remplacement, c'est-à-dire celles qui ont été établies sur la propriété bâtie, dont le rendement soit régulier. D'où une tendance très naturelle à demander de nouveau à l'emprunt direct les nouvelles ressources nécessaires à la suppression de l'octroi.

Nous croyons au contraire, que l'impôt direct donne à Paris un maximum de rendement, qu'il serait dangereux de forcer. Les facultés du contribuable à Paris sont limitées plus que partout ailleurs. L'impôt direct à Paris n'est acquitté, que par la minorité de la population, environ 600.000 personnes, sur une population globale de 2.800.000 habitants. La loi du 29 décembre 1900 a autorisé le Conseil municipal, dans la répartition du Contingent de la contribution personnelle mobilière à ne pas considérer comme imposables les personnes ayant un loyer réel inférieur à 500 francs (1). Il s'en suit, que les centi-

1 Loi du 31 décembre 1900, article 8.

mes additionnels communaux ne sont acquittés que par la minorité.

Le rendement de l'impôt direct à Paris est encore limité pour d'autres raisons. Paris a une population flottante considérable, qui n'y séjourne que le temps nécessaire à son travail, et qui habite les communes de la banlieue. Cette population s'accroît chaque jour avec la facilité des moyens de transports. Toute cette population, si l'octroi est supprimé, échappera entièrement au fisc parisien, en supposant, que l'on demande encore à l'impôt direct les taxes de remplacement nécessaires.

L'impôt indirect permettra au contraire d'atteindre cette population, qui en somme vit de l'activité économique de Paris, et qu'il est équitable de faire contribuer aux dépenses du budget parisien.

Les taxes indirectes de remplacement, qu'il s'agit de créer ne doivent pas être des taxes de consommation, établies sur les denrées alimentaires; mais elles pourraient être établies sur les transports urbains et de pénétration. Une taxe perçue sur chaque ticket délivré par les Compagnies de transport aurait, au point de vue de la perception, tous les avantages de l'impôt indirect, sans en avoir les inconvénients, au point de vue de l'incidence (1).

C'est le système qui a été pratiqué pour rembour-

1 ANDRÉ LEFÈVRE. Proposition relative à la suppression de l'octroi de Paris. 1905. imprimé n° 96. page 5.

ser à la Ville les sommes avancées par elle pour la construction du métropolitain, et personne ne s'en plaint. La taxe est modérée; elle est productive, et le prix du transport n'est pas élevé.

On pourrait encore conserver les taxes d'octroi sur les matériaux de construction et sur les ouvrages, ou les remplacer par des droits perçus sur chaque construction nouvelle, et sur les chevaux et mulets. Il ne saurait être également question de supprimer les droits sur l'alcool, mais il serait nécessaire d'en changer le mode de perception, les barrières de l'octroi étant appelées à disparaître.

L'établissement de ces taxes indirectes aurait pour effet de rendre plus équitable la répartition de l'impôt parisien. La propriété immobilière parisienne supporte depuis 1901 la plupart des taxes, qui ont compensé le dégrèvement des boissons hygiéniques. Dans son traité de la Science des Finances, M. Paul Leroy-Beaulieu a dit à propos de la suppression des octrois municipaux, que les taxes de remplacement nécessaires aux finances communales devaient être demandées à la propriété bâtie, qui pouvait d'après lui supporter sans danger une imposition de 10 à 12 o/o du revenu (1).

Cette opinion est loin d'être partagée par tous les économistes. Dans deux articles publiés en 1895 dans

1 Paul LEROY-BEAULIEU. *Traité de la Science des Finances*, 5^e édition, page 740.

la Revue politique et parlementaire, à propos de la suppression des Octrois de Lyon, M. Berthélemy déclarait que la propriété immobilière est une industrie comme une autre, susceptible de crises, qui peuvent arrêter son développement (1). Il résulte d'ailleurs des documents publiés par la préfecture de la Seine, que depuis l'établissement des taxes de remplacement, la construction immobilière paraît s'être ralentie à Paris. La valeur en capital des nouvelles constructions, qui était en 1903, de 142.663.580 fr., est tombée en 1904 à 97.634.240 francs, en 1905 à 103.651.690 francs, en 1906 à 108.490.860 francs. La propriété parisienne tend de plus en plus à devenir le monopole des Compagnies d'assurances, ou de grandes Sociétés foncières. On construit surtout des immeubles de luxe, et la population ouvrière chassée de Paris par l'augmentation constante des loyers, émigre à présent dans la banlieue suburbaine.

Actuellement, parmi les partisans de la suppression de l'octroi au Conseil municipal, il s'est formé deux partis ayant chacun son programme différent. Les uns veulent demander à l'impôt indirect les taxes de remplacement nécessaires; les autres estiment que l'impôt direct peut fournir les ressources nécessaires.

1 H. BERTHÉLEMY. La suppression des octrois et l'expérience de Lyon. *Revue politique et Parlementaire*. Année 1895. p. 275 à 287. 443 à 470.

M. André Lefèvre a déposé, le 27 décembre 1905, un projet de suppression, qui demande à l'impôt indirect les ressources nécessaires. Le 26 février 1906, M. Chautard, aujourd'hui député, présentait un nouveau projet, qui tendait à l'établissement de plusieurs taxes nouvelles de remplacement ayant le caractère d'impôts directs.

Nous allons étudier respectivement chacune de ces deux propositions.

Section III — LES PROJETS DE SUPPRESSION DE L'OCTROI DE M^{rs} ANDRÉ LEFÈVRE ET CHAUTARD

La proposition de M. André Lefèvre demande à l'impôt indirect les taxes de remplacement nécessaires. Son auteur considère comme imprudent d'augmenter indéfiniment les impôts sur la propriété bâtie, qui se traduisent par une répercussion sur les locataires, et une augmentation des loyers, souvent supérieure à la charge nouvelle, qui est imposée au propriétaire.

La suppression de l'octroi étant faite pour amener une diminution du coût de la vie, il est nécessaire pour réaliser le but, que l'on se propose d'éviter les taxes, qui pourraient frapper les intermédiaires, et les amener à augmenter leurs prix de vente.

L'impôt indirect peut seul remplir ce double but. Il faut éviter de taxer les objets de consommation, mais on peut, par l'exploitation du domaine municipal avec des taxes établies sur les tarifs de trans-

port, obtenir les ressources nécessaires à la suppression de l'octroi.

M. André Lefèvre maintient dans sa proposition les anciens droits d'octroi établis sur les matériaux de construction, sur les fourrages, sur le pétrole et sur l'alcool, mais en modifiant leur forme et leur mode de perception. L'octroi étant supprimé, les droits sur les matériaux seront perçus sous la forme d'une taxe à payer par les constructions nouvelles; les droits sur les fourrages seront remplacés par une taxe sur les chevaux, ânes et mulets: les droits sur le pétrole seraient compensés par une taxe établie sur les voitures automobiles, et sur le prix de détail du pétrole, à payer par abonnement par le commerçant.

En ce qui concerne les droits actuels sur l'alcool, M. André Lefèvre croit prudent de faire certaines réserves. Les droits actuels se montant à 165 francs par hectolitre, la consommation s'est ralentie et la fraude s'exerce sur une grande échelle. M. Lefèvre propose de ramener la taxe municipale à 80 francs. En comptant, que la réduction des droits ferait progresser à 146.000 hectolitres la moyenne de la consommation actuelle, la Ville serait assurée d'un revenu de 11.680.000 francs, dont la perception serait obtenue par la création de l'entrepôt obligatoire pour les vins.

Les droits maintenus donneraient les produits suivants: alcool 11.680.000 francs; constructions nouvelles 11 millions; taxes sur les chevaux 8 millions;

pétrole 3.500.000 francs; automobiles 1.500.000 fr.; au total 35.680.000 francs. Comme l'octroi produit actuellement 110 millions, il est nécessaire de créer pour 75 millions de taxes de remplacement.

La loi du 29 décembre 1897 autorisant les communes à percevoir en remplacement des droits d'octroi, des surtaxes sur les billets de chemins de fer, ou les tarifs de transport de marchandises, M. André Lefèvre a pensé, qu'une majoration du prix du transport permettrait de créer les ressources nécessaires. Les surtaxes seraient établies de la manière suivante: pour les voyageurs des grands réseaux, 5.50 o/o de la valeur de leur billet; pour les voyageurs de la ceinture et des transports urbains, une surtaxe de cinq centimes par voyage; pour les marchandises, un droit de 50 centimes par tonne pour les arrivages par eau, et par chemin de fer: plus un droit sur les bagages de 10 centimes par colis. Les voitures de place paieraient une taxe journalière de un franc par jour. D'après les évaluations de M. André Lefèvre, le produit de ces taxes serait le suivant: voyageurs 15 millions; Ceinture et Auteuil 2.760.000 francs; marchandises et bagages 8.600.000 francs; marchandises par eau 3.700.000 francs; transports urbains 26 millions; voitures de place 3 millions et demi (1).

1 ANDRÉ LEFÈVRE. Proposition relative à la suppression de l'octroi. page. 23.

M. André Lefèvre estime obtenir les 110 millions nécessaires à la suppression de l'octroi au moyen de ces différentes taxes, en demandant en outre 6 millions aux revenus du régime de l'électricité, 4 millions à une taxe sur les mutations d'immeubles à Paris et le reste soit environ 6 millions, à un concours plus effectif de l'Etat dans les services de l'enseignement et pour l'entretien du pavé de Paris (1).

Les avantages du projet de M. André Lefèvre dans son économie générale, sont de demander les compensations nécessaires à l'impôt indirect, et par des taxes sans répercussion au point de vue de leur incidence. Plusieurs objections peuvent lui être faites : au point de vue de l'établissement des taxes sur les transports urbains, il y aura beaucoup de difficultés à les faire accepter, soit des Compagnies de transport, soit de la population parisienne. Les tarifs en métropolitain sont de 0,15 et de 0,25 suivant la classe ; le Conseil municipal a fixé à 0 fr. 20 et à 0 fr. 15 le prix de transport du futur régime des tramways. L'établissement d'une surtaxe au tarif comporterait un relèvement des tarifs, qui paraît difficile.

En dernier lieu, la nouvelle concession accordée aux secteurs électriques ne paraît pas devoir donner 6 millions à la Ville ; mais la recette pour l'année

1 ANDRÉ LEFÈVRE. Proposition relative à la suppression de l'octroi. page 23.

1908 a été de trois millions, qui ont été absorbés, d'ailleurs, par les besoins actuels du budget.

L'économie générale du projet de M. Chautard est toute différente : sa proposition demande à l'impôt direct toutes les taxes et remplacement nécessaires ; les nouveaux impôts proposés doivent produire 70 millions ; la prorogation des échéances de la dette municipale et la conversion des emprunts en cours émis à 4 pour cent d'intérêt fourniront le complément nécessaire.

Au premier janvier 1907, la dette municipale était de 2.200.000.000 de francs, non compris l'emprunt au Crédit foncier, ni la dette secondaire. Les emprunts, qui la composent seront respectivement amortis en 1909, 1929, 1946, 1949, 1950. En prorogeant de 99 ans à partir de la suppression de l'octroi, les échéances de la dette municipale, on pourrait faire état d'une disponibilité immédiate de plus de trente millions, qui s'élèverait progressivement jusqu'à 39 millions, durant la période comprise entre 1979 et 2005 (1).

Si l'on convertit, en outre, les emprunts émis à 4 pour cent, c'est-à-dire l'emprunt 1865, l'emprunt 1875, et l'emprunt 1876, on pourra faire état d'une disponibilité immédiate de 32 millions et de plus de 43 millions dans la dernière période (2).

1 CHAUTARD. Proposition relative à la suppression de l'octroi. 1906. imprimé n° 1. p. 27 à 32.

La population parisienne pourrait bénéficier d'un dégrèvement immédiat de 30 millions. Les ressources nouvelles à créer en remplacement de l'octroi étaient de ce fait réduites à 70 millions.

Les taxes directes, dont M. Chautard demandait l'établissement, comprenaient une taxe sur les chevaux, ânes et mulets, devant produire 8 millions; une taxe d'incendie à percevoir sur les propriétaires, les locataires et les compagnies d'assurance, devant produire 3 millions; une taxe municipale d'habitation, calculée à raison de cinq pour cent du loyer réel, avec dégrèvement des loyers au-dessous de 500 francs. Cette taxe remplacerait celles perçues actuellement sur l'enlèvement des ordures ménagères, sur les locaux d'habitation et sur les locaux commerçants et industriels; son produit devant être de 28 millions.

Des taxes indirectes, M. Chautard ne conserve que les droits sur l'alcool, auxquels il demande 30 millions par abonnement passé avec l'Etat, la Ville s'interdisant toute surtaxe nouvelle.

M. Chautard demande également à l'Etat un concours plus effectif dans les dépenses de l'enseignement.

La prorogation de la dette pour 99 années, et sa conversion partielle imposeraient, si on les réalisait, de très gros sacrifices aux budgets de l'avenir. Dans les conditions actuelles d'amortissement, les sommes que la Ville aura à payer du premier janvier 1907 jusqu'à l'époque où les emprunts en cours seront

complètement amortis, s'élèvent au chiffre de 4.483.027.660 francs. En prorogeant à 99 années les échéances de la dette, la Ville aura à payer 7.013.481.010 francs, soit une augmentation de 2.530.453.350 francs. Il est vrai qu'en compensation, la population parisienne aurait bénéficié d'un dégrèvement immédiat de 30.160.157 francs, soit en 99 années un bénéfice total de 2.985.855.543 francs.

On doit, toutefois, faire cette réserve, que pour profiter de ce dégrèvement, il faudrait qu'il fût effectif. Or, une disponibilité de 30 millions est trop tentante dans un budget qui a de gros besoins, pour qu'elle soit toujours respectée.

La conversion partielle des emprunts 1865, 1875, 1876 procurerait à la Ville une économie d'une douzaine de millions, qui permettrait de gager un emprunt de 300 millions nécessaires à l'exécution des travaux actuellement projetés.

Un projet acceptable de suppression de l'octroi pourrait être établi par une transaction entre les projets de M. Lefèvre et Chautard. La taxe d'habitation, préconisée par M. Chautard, serait peut-être acceptée plus facilement par la population parisienne, qu'une surtaxe au tarif des transports urbains. Le montant de ces deux taxes est à peu près équivalent.

L'économie réalisée par la suppression des droits d'octroi peut être considérée comme ayant une

valeur de quarante et un francs par personne (1). En prenant comme exemple une famille ayant un loyer de 1.000 francs et composée de trois personnes, l'économie réalisée par la suppression des droits d'octroi serait de 126 francs. L'impôt nouveau serait de 50 francs, et encore faut-il ajouter au chiffre des droits d'octroi la somme de 15 francs montant des taxes sur les locaux d'habitation et d'enlèvement des ordures ménagères. L'économie réalisée par une famille, que nous avons considérée comme ayant des revenus moyens, serait assez appréciable pour que la taxe d'habitation n'apparût pas comme un impôt trop difficile à supporter.

Section IV — RÉALISATION DE LA RÉFORME AVEC LA PARTICIPATION DE L'ÉTAT

L'analyse, que nous venons de faire des projets de M. André Lefèvre et Chautard, pour la suppression de l'octroi, montre combien la réalisation de cette réforme est difficile, si on l'envisage comme une réforme d'ordre purement communal. La multiplicité des taxes de remplacement, qu'il est nécessaire d'établir pour compenser la perte que la suppression de l'octroi fait subir aux budgets communaux, révèle toutes les difficultés du problème.

En fait, l'abolition des octrois municipaux est plutôt une réforme d'ordre national, que communal. Les

1 CHAUTARD. Op. déjà citée page 7.

entraves, que leur établissement apporte dans la circulation, la répercussion, qu'ils ont sur le commerce et l'industrie, font de leur suppression une question d'intérêt général.

Il suffit de faire remarquer à l'appui de cette thèse, que dans les pays où la réforme des octrois municipaux a été réalisée, en Belgique notamment, elle s'est faite avec le concours de l'Etat. Dans ce dernier pays, on a créé pour alimenter les finances communales, un fond de concours constitué par des prélèvements sur les impôts indirects. L'Etat abandonne ainsi aux communes 75 o/o des droits de douane sur le café, 41 o/o du produit des taxes postales; 35 o/o des droits d'accise sur les vins, et les eaux-de-vie (1).

Dans un article publié en février 1899 dans la *Revue de Paris*, M. Berthélemy a montré qu'il serait facile de réaliser cette réforme en abandonnant comme compensation aux communes le produit de l'impôt des patentes, et de l'impôt des portes et fenêtres, et en établissant au profit de l'Etat, un ou deux décimes sur les impôts indirects.

La création d'un ou de deux décimes additionnels serait pour le contribuable une charge bien légère, étant données l'élasticité des impôts indirects, et la facilité de leur perception. En l'an VIII, après la guerre de Crimée et après celle de 1870, on a établi

1 LEROY-BEAULIEU. *Traité de la Science des Finances*. 5^e édition tome I p. 743.

de nouveaux décimes additionnels, sans que l'opinion publique s'en soit pour ainsi dire aperçue.

Pour supprimer les octrois, l'Etat devrait faire l'abandon aux communes d'une somme environ 250 millions. Avant la loi du 29 décembre 1897, les octrois communaux produisaient 333 millions; les droits perçus sur les boissons hygiéniques entraient dans cette somme pour 95 millions. C'est donc 250 millions environ, que l'Etat devrait avancer aux communes (1).

Il serait nécessaire pour la réalisation de cette réforme, que l'Etat abandonnât aux communes, au moins le principal de trois des contributions directes. Pour l'exercice 1905 les quatre contributions directes ont donné un produit de 509.462.099 francs, y compris les centimes généraux. Le principal des quatre contributions figure dans cette somme pour 393.578.862 francs. Le produit respectif de chacune des quatre contributions a été le suivant : impôt foncier 103.139.668 francs; impôt foncier sur les propriétés bâties 77.012.769 francs; contribution personnelle mobilière 74.446.581 francs; impôt sur les portes et fenêtres 49.918.810 francs; patentes 98.066.982 francs (2).

Il serait nécessaire, que l'Etat abandonne aux communes le produit de l'impôt foncier, et de l'impôt

1 H. BERTHÉLÈMY. La question des octrois. *Revue de Paris*. février 1899.

2 Compte général de l'Exercice de 1905.

personnel mobilier. La création de deux décimes additionnels au principal des impôts indirects lui donnerait une compensation suffisante.

Le problème de l'emploi de cette avance faite par l'Etat aux communes est assez complexe. La répartition de ce contingent ne peut être efficace, que si les impôts abandonnés par l'Etat aux communes servent à créer un fond commun, dont les ressources seront allouées aux communes, dont les octrois seront supprimés au prorata de leurs besoins. Il est incontestable, que si l'Etat abandonnait le produit de ces impôts à toutes les communes, la réforme serait inopérante; les communes n'ayant pas d'octroi seraient appelées à bénéficier de recettes, dont elles n'ont pas besoin, et les communes, dont les octrois seraient supprimés ne seraient pas appelées à toucher une compensation suffisante.

Si l'Etat faisait abandon à la Ville de Paris du principal des quatre contributions, qui y sont perçues et qui pour l'année 1906 est inscrit aux rôles pour la somme de 74.341.927 francs, il lui allouerait une somme insuffisante d'un tiers pour la suppression de son octroi.

La création d'un fonds de concours ne peut paraître injuste; la suppression des octrois est une question d'ordre national, et, que le fonds de concours communal soit alimenté à l'aide de prélèvements faits sur les impôts directs, ou comme en Belgique, sur les impôts indirects, la question est sans importance.

En établissant ce fond de concours sur les produits de l'impôt direct, on dote les finances communales de ressources certaines. A l'Etat, dont les revenus sont multipliés, il convient de laisser les impôts indirects, dont le produit, s'il est plus élastique, est également plus incertain.

La question de la suppression de l'octroi est pour la Ville de Paris une réforme d'ordre économique et financier. M. Paul Leroy-Beaulieu, avant la suppression des droits sur les boissons hygiéniques évaluait à 27 francs la somme payée par chaque parisien à l'octroi. En divisant le produit actuel de l'octroi, qui est de 111.573.432 francs (1), par le chiffre de la population, qui est de 2.763.393 habitants (2), on arrive à une moyenne de quarante francs par habitant. Quel que soit le caractère des taxes de remplacement adoptées, le dégrèvement serait au moins des deux tiers du contingent actuel, et le dégrèvement serait surtout appréciable pour les classes populaires.

Au point de vue financier, la suppression de l'octroi permettrait à la Ville d'économiser annuellement plusieurs millions, qui sont absorbés actuellement par les frais de perception. Au budget de 1908, les crédits ouverts à ce chapitre sont de 12.382.919 fr. La Ville ne peut faire l'économie immédiate de cette somme. Il faudra procéder à la liquidation du person-

1 Prévisions admises au budget de 1908.

2 Population dénombrée au recensement de 1906.

nel, et la Ville aura à supporter de ce chef soit en imposant aux employés de l'octroi la retraite proportionnelle, soit en versant une partie dans les autres services de la préfecture, une dépense que l'on peut évaluer à 6 millions pendant plusieurs années. L'économie à réaliser serait d'environ 7 millions (1), chiffre encore appréciable, si l'on considère que la réforme à réaliser est souhaitée depuis longtemps par la population parisienne.

1 ANDRÉ LEFÈVRE. Proposition relative à la suppression de l'octroi 1905. imprimé 96 p. 24.

CHAPITRE DEUXIEME

L'avenir du domaine municipal

Section I — LES PRODUITS DU DOMAINE MUNICIPAL.

Le domaine immobilier et industriel de la Ville de Paris s'est beaucoup développé dans le cours de ces dernières années. Le domaine industriel a acquis le matériel d'exploitation de la Compagnie Parisienne du Gaz en 1906, et celui des secteurs électriques en 1907. Depuis 1900, un chemin de fer électrique métropolitain a également été construit au compte de la Ville. Les nouveaux traités passés avec des Sociétés industrielles pour l'exploitation des transports et de l'éclairage public ont augmenté considérablement les revenus du domaine industriel.

L'avenir du domaine industriel de la Ville de Paris était d'ailleurs prévu depuis longtemps. Dans son Traité de la Science des Finances, au chapitre 6 (1), qu'il consacre à l'examen du domaine industriel des Etats et des autres personnes politiques, M. Paul Leroy-Beaulieu, tout en déclarant ne pas aimer le moins du monde les monopoles, estime que « ce sont

1 LEROY-BEAULIEU. Traité de la Science des Finances; 5^e édition, page 108, tome I.

« surtout les villes, qui pourraient se procurer des
« ressources abondantes par une bonne exploitation
« de leur domaine. Il y a deux services, celui de
« l'éclairage et celui des eaux, qu'elles peuvent faci-
« lement, sans grands inconvénients pour le public,
« constituer en monopoles et affermer à des Com-
« pagnies pour une période limitée. »

En ce qui concerne la Ville de Paris, l'auteur s'ex-
prime en ces termes : « Quand par exemple la con-
« cession de la Compagnie du gaz sera venue à ter-
« me, et que tout le capital de cette Société aura été
« amorti, si les dividendes et les intérêts actuelle-
« ment distribués aux actionnaires et aux obliga-
« taires, tombaient dans les caisses de la Ville, se-
« rait pour elle une ressource de 25 millions. Si
« nous nous reportons à l'exercice 1878, nous cons-
« tatons, que sur un chiffre de 218 millions de re-
« cettes ordinaires, le domaine, sous ses formes va-
« riées figure pour 44 millions. Quand la concession
« de la Compagnie du Gaz et celle de la Compagnie
« des eaux seront reprises, la Ville pourra tirer 80
« millions de son domaine. Quand de plus, vers le
« milieu du vingtième siècle, tous les emprunts au-
« ront été amortis, la Ville pourra peut-être suffire
« à toutes ses dépenses, avec les recettes de son do-
« maine foncier et industriel, en y ajoutant le pro-
« duit d'impôts directs modérés » (1).

1 LEROY-BEAULIEU. Traité de la Science des Finances; 5^e
édition, page 109, tome I.

Les prévisions de M. Paul Leroy-Beaulieu ont d'ailleurs été réalisés, et même dépassées. Les produits du domaine sont inscrits au budget de 1908 pour la somme de 122 millions, un peu plus du tiers du budget.

Les produits du domaine municipal comprennent deux catégories de revenus, les revenus du domaine immobilier et ceux du domaine industriel.

La première catégorie comprend le produit de la location de la voie publique, des droits de stationnement, les droits de voirie. Au budget de 1908, les recettes prévues du domaine immobilier sont les suivantes : Halles et marchés 9.319.205 francs. Poids publics 426.000 francs. Abattoirs 4.245.000 francs. Entrepôts 1.705.000 francs. Propriétés communales 2.004.610 francs. Taxes funéraires 5.948.380 francs. Concessions dans les cimetières 2.908.335 francs. Location de la voie publique 6.624.650 francs. Vente de terrains retranchés de la voie publique 406.560 fr. Droits de voirie 1.100.000 francs. Exploitation de la voirie 8.474.790 francs. Voitures publiques 19.488.696 francs. Contributions des particuliers pour travaux de voirie 5.572.342 francs, au total 68.223.588 francs (1).

1 Tous les produits du domaine immobilier sauf les droits de voirie sont assimilés aux impôts indirects. V. Foucaud. *Etude sur les taxes municipales parisiennes*, pages 218 à 277.

Pour avoir le chiffre exact des produits du domaine immobilier, il faut, à notre avis, déduire de ce chiffre la somme de 12.473.501 francs, inscrite au chapitre des voitures publiques et qui provient du prélèvement sur les recettes d'exploitation du chemin de fer métropolitain. Cette somme, ainsi que la redevance de 3.013.500 francs payée par les secteurs électriques, inscrite à la location de la voie publique, doivent selon nous être incorporées aux produits du domaine industriel.

Les revenus du domaine immobilier en retranchant ces deux articles s'élèvent à 52.736.587 francs. En outre du produit de l'exploitation du métropolitain et de l'électricité, le domaine industriel comprend les revenus de l'exploitation du gaz prévus pour 1908 à la somme de 29.161.713 francs, et le produit de l'exploitation des eaux, soit pour la même année 25.472.480 francs, au total pour les revenus du domaine industriel 70.121.204 francs.

Section II — LE RÉGIME DU DOMAINE INDUSTRIEL MUNICIPAL

Les services publics de l'éclairage et des transports urbains avaient été anciennement concédés à des Sociétés industrielles. Un seul service, celui des eaux, était exploité directement par la Ville. La plupart des traités passés avec les Sociétés concessionnaires venant à expiration dans le cours de ces dernières

années, le Conseil municipal eut à se préoccuper de la réorganisation des services municipaux de l'éclairage et des transports.

Il fut question, un moment, d'exploiter directement ces services, au compte de la Ville. Le Conseil municipal estimait qu'en concédant une seconde fois les services de l'éclairage, il suivrait une politique contraire aux intérêts de la Ville. Le contrat de concession est avantageux pour le contribuable parce qu'il laisse au concessionnaire les risques de l'entreprise. Cet avantage est par contre compensé par bien des inconvénients. La situation du concessionnaire équivalait en fait à un véritable monopole, qui le défend contre toute concurrence, et le rend absolument maître de ses tarifs. Les nombreuses difficultés, que la Ville de Paris a eu avec la Compagnie du gaz, au cours de son exploitation, en sont la preuve évidente.

Les risques de l'exploitation à poursuivre, en ce qui concernait le régime du gaz, n'étaient pas bien considérables. La Ville se trouvait en fin de concession, propriétaire du matériel d'exploitation : elle avait acquis de l'ancienne Société les droits, que lui réservait le traité en ce qui concernait la propriété des usines, et elle pouvait compter sur une clientèle de longue date. Il lui suffisait de se procurer par voie d'emprunt les fonds de roulement nécessaires à l'exploitation, environ 30 millions.

Pour l'électricité, pour les transports urbains, omnibus et tramways, la situation était toute diffé-

rente. Si la Ville pouvait compter sur une clientèle encore sérieuse, bien que l'exploitation future de l'électricité eût à souffrir de la concurrence résultant de l'abaissement du prix du gaz, et que l'exploitation des transports urbains eût à souffrir de la concurrence du chemin de fer métropolitain, elle devait faire des dépenses considérables pour construire de nouvelles usines, établir les canalisations nécessaires, et se procurer d'une manière générale le matériel d'exploitation suffisant.

Les frais d'établissement pour l'exploitation de l'électricité étaient évalués à 165 millions, et à 135 millions pour celle des transports. Une solution d'ensemble était donc impossible. Le service du gaz pouvait facilement être exploité soit en régie directe ou en régie intéressée. Une concession nouvelle s'imposait pour l'électricité et pour les transports (1).

Le Conseil municipal adopta cette manière de voir ; mais la régie directe qui avait été proposée pour le gaz par le préfet, adoptée par le Conseil municipal et par la Chambre des députés, fut rejetée par le Sénat, qui craignit, ainsi que l'a dit M. Félix Roussel, dans son rapport sur l'organisation du régime de l'électricité, « qu'une assemblée, avide de popularité, n'abaissât le tarif de consommation, au point de ren-

1 FÉLIX ROUSSEL. Rapport sur le régime de l'électricité 1906, imprimé 48 bis, p. 16 à 23.

dre problématiques les recettes d'exploitation » (1).

Des grands services municipaux, le gaz et l'eau sont donc les seuls, dont l'exploitation soit faite directement au compte de la Ville, et encore sous certaines réserves. L'exploitation du gaz est faite par une Société au compte de la Ville. Cette société est intéressée aux bénéfices de l'entreprise. En ce qui concerne le service des eaux, la Ville n'a que l'exploitation technique. La Compagnie des eaux se charge du recouvrement du prix des abonnements et des rapports avec la clientèle.

L'exploitation de l'électricité a fait en 1907 l'objet d'une nouvelle concession négociée avec les anciens secteurs.

Dans le régime des transports, la Ville n'est directement intéressée, qu'à l'exploitation du chemin de fer métropolitain, dont elle a pris à sa charge les travaux d'infrastructure. L'exploitation a été affermée à une Société industrielle, qui paie à la ville un tant pour cent sur les recettes.

Les omnibus et les tramways feront prochainement l'objet d'une nouvelle concession.

Section III. — LES NOUVEAUX RÉGIMES DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ

Les décrets impériaux du 11 juin 1859 et du 7 fé-

1 FÉLIX ROUSSEL. Rapport sur le régime de l'électricité, 1906, imprimé 48.

vrier 1870 avaient concédé jusqu'au 31 décembre 1905 à la Compagnie Parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, le monopole de la production et de la distribution du gaz de houille dans Paris. Le tarif de consommation était fixé à 0 fr. 30 le mètre cube. Les produits que la Ville de Paris tirait de cette concession dans la dernière période de l'exploitation, étaient annuellement d'une quinzaine de millions, dont voici le détail : 200.000 francs payés par la Compagnie pour la location de la voie publique occupée par ses canalisations (1) ; 5.700.000 fr., montant d'une redevance de 2 centimes par mètre cube de gaz consommé pour les droits d'octroi que la Compagnie aurait eus à payer sur les houilles ; 9.800.000 francs provenant du partage des bénéfices, qui s'exerçait lorsque les produits de l'exploitation, après le prélèvement des sommes nécessaires à l'amortissement du capital, laissaient aux actionnaires un dividende supérieur à 8 o/o (2).

La Compagnie se refusant à diminuer ses tarifs, le Conseil municipal décida d'abaisser le prix du gaz à 0 fr. 20 à partir du premier janvier 1903, en remboursant à la Compagnie la différence entre les deux tarifs. Les dépenses que la Ville eut à supporter de ce chef, de 1903 à 1905, furent d'environ 90 millions, payés au moyen de l'emprunt autorisé par la loi du

1 Traité du 7 février 1870, article 5.

2 Traité du 7 février 1870, article 6.

10 avril 1904, dont le service devait être assuré par les bénéfices futurs de l'exploitation au compte de la Ville (1). La loi du 17 avril 1906 autorisa la Ville à contracter un nouvel emprunt de 100 millions pour lui permettre d'acquérir de la Compagnie, ses usines, dont elle gardait la propriété en fin de Concession, la canalisation seule revenant à la Ville.

Le Sénat, n'ayant pas accepté le projet de régie, présenté pour la nouvelle exploitation, les liquidateurs de l'ancienne Compagnie assurèrent l'exploitation jusqu'au premier septembre 1907, époque où la régie, intéressée du service du gaz, fut accordée à la Société du Gaz de Paris au capital social de 90 millions (2).

Cette Société exploite pour le compte de la Ville qui exécute à son compte les travaux d'entretien ou de nouvel établissement. Les bénéfices de l'exploitation, après déduction des charges, sont versés à la Caisse municipale. La Société est rémunérée par un intérêt de 5 o/o de son capital social, susceptible d'être réduit à 4 o/o, si les bénéfices de l'exploitation

1 DESPLAS. Rapport général sur le budget de 1904-1903, imprimé 72, page 92.

2 Convention du 29 juillet 1907 entre M. de Selves, préfet de la Seine et M. Rouland, approuvée par décret du 20 juillet 1907.

étaient inférieurs à 16 millions, à 3 o/o s'ils descendaient à 14 millions (1).

Les recettes que la Ville de Paris a tirées de la nouvelle exploitation du gaz ont été assez variables. La réduction du gaz à 0 fr. 20 centimes, de 1903 à 1907, avait fait augmenter énormément les recettes de l'ancienne société, et les bénéfices de la Ville ont été de 23 millions en 1906, de 236.254.000 francs en 1907, contre 17 à 18 millions dans les années précédentes.

L'exploitation nouvelle, dès 1908, a eu à supporter de nouvelles charges du fait de l'assimilation au personnel municipal des ouvriers du gaz, et M. André Lefèvre a jugé prudent de ramener les évaluations du gaz à 19.500.000 francs (2).

Il ya tout lieu de penser néanmoins, que les recettes de la Ville progresseront d'une manière appréciables. Les bénéfices que l'exploitation devait donner dès 1908, étaient évalués au budget à 29.109.923 francs. Il faut prélever, sur cette somme il est vrai, les annuités destinées au service des emprunts de 1904 et de 1906, environ 9.603.323 fr. M. Dausset, dans le budget de 1909, a fixé à 23.500.000 francs le bénéfice net de la Ville. Il résulte en effet des renseignements fournis par la Société du Gaz de Paris, que

1 Convention précitée, article 27.

2 ANDRÉ LEFÈVRE. Rapport général sur le budget de 1908 (1907, imprimé 116, pages 2 à 6).

le chiffre des abonnés est de 600.000, et que la consommation du gaz va en progressant rapidement. Il n'est donc pas imprudent d'évaluer à 25 millions, d'ici un an ou deux, le produit que la Ville pourra tirer de l'exploitation du gaz (1).

Le régime de l'électricité a également été modifié dans le cours de l'année 1907. En vertu des traités, passés en 1888 et 1890, la production de l'énergie électrique à Paris, avait été concédée à six sections différentes : la Compagnie Centrale Edison, la Société d'Eclairage et de Force, la Compagnie Parisienne de l'Air Comprimé, le Secteur de la Place Clichy, celui des Champs-Élysées et celui de la Rive Gauche. Ces différentes Sociétés payaient à la Ville une redevance kilométrique pour leurs canalisations, de 100 francs par kilomètre et 6 o/o de la recette brute ; au total, pour 1907, une somme de 1.200.000 francs.

L'Usine des Halles, qui exploite au compte de la Ville, éclairait quelques abonnés en outre des édifices municipaux, donnant à la Ville un produit de 1.001.500 francs en 1907, en y comprenant les recettes d'ordre pour l'éclairage municipal.

Les traités passés avec les secteurs expiraient en 1908 ; la Ville devenait de plein droit propriétaire des canalisations. L'exploitation en régie eût nécessité le rachat des usines, l'établissement de nouvelles

1 *Bulletin municipal* du 30 décembre 1908. Discours de M. Dausset, pages 4909 et 4910.

canalisations et la création de nouvelles usines; au total, une dépense de premier établissement que l'on évaluait à 165 millions de francs.

Une nouvelle concession fut signée entre M. de Selves et les secteurs, le 6 septembre 1907 (1). La nouvelle concession expirera le 30 juin 1940. Les usines et les canalisations reviendront à cette époque à la Ville sans indemnité. Au point de vue du mode et des conditions de l'exploitation, la concession est divisée en deux périodes, la première qui va de 1908 au premier janvier 1914, la seconde qui commence au premier janvier 1914 et se termine le 30 juin 1940. L'exploitation sera assurée par les secteurs durant la première période; au premier janvier 1914, ils fusionneront entre eux pour former une seule Société d'exploitation, au capital social de 50 millions. Les tarifs seront, durant la première période, de 0 fr. 07 l'hectowat, pour l'éclairage et de 0 fr. 035 l'hectowat pour les usages industriels; les tarifs seront réduits à cinq centimes pour l'éclairage et à trois centimes pendant la période définitive.

La Ville a remis aux secteurs, ses usines. Les secteurs paient, d'après le nouveau traité, une redevance de 20 francs par kilomètre de canalisation, et un loyer, calculé à raison de 10 o/o de la recette brute,

1 Convention du 6 septembre 1907 entre M. de Selves, préfet de la Seine et M. Sartiaux, représentant des secteurs approuvée par décret du 8 septembre 1907.

sans qu'il puisse être inférieur à 3 millions. Si la recette brute augmente, le montant de ce loyer sera élevé de 2 1/2 o/o, pour chaque augmentation de recette égale au dixième de la recette brute de l'année 1908 (1). A partir du 1^{er} janvier 1914, la Ville sera admise au partage des bénéfices de l'exploitation dans les conditions suivantes : La société concessionnaire prélèvera sur les recettes de l'exploitation les sommes nécessaires à l'amortissement du capital, et lorsque les bénéfices de l'entreprise seront suffisants pour donner aux actionnaires un dividende supérieur à 6 o/o, les sommes excédant ce chiffre seront partagées entre la Ville et la Société concessionnaire, d'après les proportions suivantes. La Ville percevra 5 o/o des excédants dans le cas où le capital social serait rénuméré à 7 o/o, 10 o/o jusqu'à 8 o/o, 20 o/o jusqu'à 9 o/o et 50 o/o au-delà d'un dividende supérieur à 10 o/o du capital social (2).

Au budget de 1908, les recettes à provenir du nouveau régime de l'électricité ont été inscrites pour leur minimum de trois millions. Les recettes d'exploitation de 1908 paraissent avoir été de trente millions, exactement les prévisions budgétaires. On peut s'attendre pour 1909 à une augmentation de la recette brute, et le rapporteur général du Budget a

1 Convention précitée, article 12.

2 Convention précitée, articles 30 et 30 bis.

cru devoir majorer les recettes de l'électricité de plus d'un million (1).

Il y a tout lieu d'espérer, comme pour le gaz, que la réduction considérable des tarifs de consommation, fera augmenter les consommateurs. L'électricité, qui avait été jusqu'à la nouvelle concession un éclairage de luxe, deviendra un éclairage à la portée de toutes les classes.

Section IV. — LE RÉGIME DES EAUX ET DES TRANSPORTS URBAINS.

Depuis 1860, un service municipal est chargé de l'adduction et de la distribution des eaux dans Paris. Par les traités du 1^{er} juillet et du 2 septembre 1860, la Ville de Paris a acheté à la Compagnie générale des eaux, sa concession, ses canalisations et ses usines, moyennant le paiement d'une annuité de 1.160.000 francs, jusqu'au 31 décembre 1909 (2). Depuis cete époque, d'importants travaux de dérivation ont été entrepris pour amener à Paris, la Dhuys, le Loing, l'Avre, la Voulzie. D'après un in-

1 *Bulletin municipal* du 30 décembre 1908. Discours de M. Dausset, p. 4911 et 4912.

2 Ce traité se passe après l'annexion de la banlieue suburbaine, a mis la ville en possession de tout le matériel dont disposait la Compagnie des eaux, pour l'exploitation des Communes annexées.

ventaire fait en 1898, l'ensemble des dépenses de ces travaux se montait à 340 millions. Depuis cette époque, de nouveaux travaux, notamment la dérivation du Loing, ont été entrepris. Ils ont coûté 35 millions. La loi du 29 juillet 1907 a en outre autorisé la Ville à emprunter 31 millions pour l'amélioration du service des eaux. L'ensemble des dépenses actuellement faites pour la création et le perfectionnement du service des eaux est donc de 406 millions.

L'administration municipale n'a conservé, dans ses attributions, que l'exploitation technique du service, la Compagnie des eaux étant chargée de la partie commerciale et de l'encaissement du produit des abonnements (1). La prime qui lui est allouée pour ce service est calculée d'après les tarifs suivants : 25 o/o de recettes jusqu'à 6 millions ; 20 o/o sur le 7^e, 8^e et 9^e million ; 15 o/o sur le dixième et onzième million ; 10 o/o sur le douzième million et 5 o/o sur toutes les recettes supérieures à ce chiffre. Pour l'année 1908, la prime totale est de 2.035.000 francs.

Les recettes de la Ville sont inscrites au même Budget pour la somme de 24.421.050 francs. Les frais d'exploitation, en y comprenant la remise faite à la Compagnie des eaux, sont de 7.178.615 francs.

1 Convention du 11 Juillet 1860, modifiée par la Convention du 26 décembre 1867.

Le produit net est donc de 17 millions environ, c'est-à-dire un peu plus de 4 o/o du capital engagé.

Les recettes de l'exploitation des eaux progressent à peu près régulièrement d'un demi-million chaque année.

Les transports comprennent trois services distincts : les omnibus, les tramways et le chemin de fer métropolitain.

La Compagnie générale des omnibus a la concession du premier de ces services. Son traité expire le 31 mai 1910 (1). Les tarifs sont de 0 fr. 30 et de 0 fr. 15. Elle paie à la Ville un droit de stationnement calculé à raison de 2.000 francs par voiture. Le produit total de ces crédits est inscrit au budget de 1908 pour 1.300.000 francs environ. Ce traité, passé avec cette Société stipule, que si les bénéfices assurent au capital social, un revenu supérieur à 8 o/o, l'excédent sera partagé avec la Ville. Cette clause a reçu plusieurs applications de 1860 à l'époque actuelle. L'ensemble des bénéfices touchés par la Ville est un peu supérieur à deux millions (2).

Le réseau des tramways parisiens est assez com-

1 Traité du 18 Juin 1860 passé entre le préfet de la Seine et la Compagnie générale des Omnibus.

2 D'après le traité du 18 Juin 1860, les bénéfices de l'entreprise seront partagés avec la ville, si le dividende annexé aux 34.000 actions émises, capitalisées à 875 francs, est supérieur à 8 pour cent.

pliqué, parceque les lignes ont été concédées successivement, et qu'il n'y a pas eu d'ensemble dans la constitution du réseau. La Compagnie générale des omnibus exploite la plupart des lignes, qui ont leurs terminus à l'intérieur des fortifications. La Compagnie générale des tramways de Paris et du département de la Seine exploite le réseau de la rive droite; ces tramways desservent également la banlieue Nord. La Compagnie Parisienne exploite les lignes de la rive gauche, qui desservent également la banlieue Sud. Les concessions de ces trois Compagnies expirent le 31 mai 1910. Le réseau Parisien comprend encore d'autres lignes qui, desservant la banlieue, n'ont qu'une partie de leurs lignes dans Paris; ce sont les Compagnies de l'Est Parisien, de l'Ouest Parisien, des Chemins de fer Nogentais, dont les concessions ont encore une longue durée (1).

Toutes ces compagnies paient à la Ville, une redevance calculée à raison d'un prix fixe par voiture, plus la location de leurs bureaux sur la voie publique. Le produit total prévu au budget de 1908 est de 2.723.000 francs pour les voitures, en comprenant les droits acquittés par les omnibus, et de 195.000 francs pour la location des bureaux .

Les omnibus et la plupart des lignes de tramways venant à expiration le 31 mai 1910, le Conseil général

1 Toutes ces lignes ont été directement concédées par l'Etat. Décret du 30 mars 1899.

de la Seine, et le Conseil municipal de Paris en ont profité pour réorganiser le régime des transports urbains et de pénétration. La concession des omnibus doit être séparée de celle des tramways. Le Conseil municipal en a fixé la durée à 25 années, et au lieu du droit de stationnement, payé à raison de deux mille francs par voiture, la nouvelle Société concessionnaire paiera à la Ville une redevance proportionnelle sur la recette brute. Cette proportion sera fixée à quatre pour cent de la recette brute. D'après les prévisions admises par la préfecture de la Seine, le revenu de la Ville ne sera pas inférieur à 1.900.000 francs (1)

Les lignes de tramways, dont la concession prend fin en 1910 ont été réparties par le Conseil général de la Seine en trois réseaux ; le premier de ces réseaux dont la concession sera demandée à l'Etat par la Ville de Paris, comprend toutes les lignes ayant un parcours exclusivement parisien, sauf deux ou trois lignes de pénétration. Les deux autres réseaux, dont la concession sera demandée à l'Etat par le département de la Seine, comprennent en premier lieu les tramways desservant Paris et la banlieue Nord, en deuxième lieu les lignes desservant Paris et la banlieue Sud (2).

1 DUVAL-ARNOULD. Rapport sur l'exploitation des Omnibus 1907, imprimé n° 60.

2 DUVAL-ARNOULD. Rapport sur le réseau municipal des tramways, 1908, imprimé n° 10.

Le nouveau réseau municipal ainsi réorganisé, comprend un ensemble de lignes s'élevant à 191 kilomètres dans Paris et à 32 kilomètres hors Paris. Les dépenses de premier établissement nécessaires, sont évaluées à 135 millions. Le coefficient des dépenses d'exploitation sera plus élevé que dans l'ancienne concession, le personnel des transports devant être complètement assimilé au personnel municipal. La réalisation de cette réforme entraînera une dépense supplémentaire de un million et demi pour les omnibus et de deux millions et demi pour les tramways (1). Les tarifs seront de 0 fr. 10 et 0 fr. 15. La Société concessionnaire paiera à la Ville la location de ses bureaux établis sur la voie publique, et, une redevance calculée à raison d'un prélèvement sur la recette brute. La concession devant être mise au concours, il est difficile d'évaluer la proportion qui sera offerte. D'après les fixations admises par la préfecture de la Seine, la recette budgétaire doit être de 1.400.000 francs environ (2), après prélèvement des sommes nécessaires pour assurer au capital social un dividende de 8 o/o; les excédents de bénéfices seront partagés par moitié avec la Ville.

La réorganisation des transports municipaux,

1 HEPPEHEIMER. Rapport sur l'assimilation du personnel des transports, 1908, imprimé n° 16.

2 Mémoire préfectoral sur la réorganisation des transports en commun, 1908, imprimé n° 1, p. 10 et 11.

malgré l'abaissement des tarifs, donnera certainement, au budget municipal, de nouvelles recettes. L'expérience de ces dernières années a démontré que la concurrence du métropolitain n'était pas dangereuse pour les autres transports urbains, la population parisienne voyageant beaucoup. Paris et la banlieue contiennent une population de 4 millions d'habitants qui, en 1905, avaient fait 867 millions de voyages, soit une moyenne de 217 par tête. Le métropolitain en avait transporté durant la même année 165 millions (1).

La nouvelle concession des tramways mettra fin également à une incertitude dangereuse pour le domaine municipal. Les lignes qui ont été directement concédées par l'Etat, pour les tramways de pénétration par exemple, l'ont été sans intervention de la Ville. Les intérêts en jeu étant des intérêts exclusivement municipaux, le ministère des travaux publics s'est engagé à accorder à la Ville la nouvelle concession, à charge de rétrocession.

Les transports urbains ont été complétés dans le cours de ces dernières années par la construction d'un chemin de fer métropolitain, dont la mise en exploitation date de l'année 1900. La loi du 30 mars 1898 a déclaré d'utilité publique les lignes de Vincennes à la Porte Maillot, des Boulevards extérieurs,

1 CADOUX. La vie des grandes capitales. Etudes comparatives sur Londres, Paris, Berlin, 1908.

Porte de Clignancourt, Porte d'Orléans, et plusieurs lignes secondaires. Par convention passée le 17 janvier 1898 entre le préfet de la Seine et la Compagnie générale de traction, l'exploitation du chemin de fer métropolitain a été concédée pour trente-cinq années à une société anonyme au capital social de 75 millions. La Ville de Paris se charge de l'exécution des travaux d'infrastructure. La Compagnie fournit le ballast, le matériel de la voie et le matériel roulant, l'énergie électrique nécessaire à l'exploitation. La Ville est remboursée de ses avances par un prélèvement sur les recettes brutes de l'exploitation, calculé à raison de cinq centimes sur chaque billet de deuxième classe et de dix centimes sur un billet de première classe.

Ces prélèvements ont été suffisants jusqu'à présent pour assurer le service des emprunts émis pour la construction du métropolitain. Ces emprunts jusqu'à présent sont au nombre de deux, l'un de 165 millions, autorisé par la loi du 4 avril 1898, l'autre de 170 millions, autorisé par la loi du 26 juin 1903. Les crédits inscrits au budget de 1908 pour assurer le service des deux emprunts sont respectivement de 5.835.560 francs et de 5.882.000 francs. Les redevances à provenir du métropolitain sont d'autre part inscrites au budget pour la somme de 12.473.501 fr. Leur produit est donc suffisant pour assurer le service des emprunts, mais il laisse encore à la Ville un léger bénéfice. La progression des recettes pro-

venant du métropolitain a été régulière depuis sa mise en exploitation. On peut facilement présumer, qu'après l'achèvement total du réseau projeté, elle oscillera entre 16 et 18 millions.

A la fin de la Concession accordée à la Compagnie d'exploitation, la Ville entrera en jouissance d'un réseau dont l'exécution n'aura rien coûté aux contribuables parisiens.

L'avenir du domaine industriel municipal apparaît donc comme certain, et dans quelques années, quand les emprunts qui ont servi à son aménagement seront amortis, ses produits augmenteront automatiquement d'une vingtaine de millions.

CHAPITRE TROISIEME

Les économies à réaliser

Section I. — LA PROGRESSION DES DÉPENSES ET SES CAUSES GÉNÉRALES

La progression des dépenses ordinaires de 1870 à 1908 est régulière. Le Budget de 1876 devant être considéré comme le premier budget normal, les exercices précédents ayant eu à supporter des dépenses d'un caractère exceptionnel, on constate, que les dépenses en trente deux années sont passées de 201.116.590 francs à 354.066.476 francs pour le budget de 1908, soit une progression de 76 0/0. Durant la même période la population parisienne n'a augmenté que de 40 0/0. Elle était en 1876 de 1.988.806 habitants, en 1906, époque du dernier recensement, elle accusait 2.763.393 habitants.

Si l'on remonte un peu plus haut, la progression des dépenses apparaît comme plus rapide: en 1813, pour une population de 622.000 habitants, Paris avait un budget de 23 millions, soit une dépense moyenne de 37 francs par habitant; en 1827, pour une population de 723.000 âmes, le budget parisien

est de 32 millions, et la dépense par habitant de 45 fr. En 1869, après l'annexion de la banlieue suburbaine, le budget est de 168 millions, et la dépense par habitant est de 98 francs; en 1876 elle est de 106 francs; en 1908 elle atteint 131 francs. (1).

L'augmentation régulière des dépenses n'est pas l'apanage exclusif du budget parisien. Tous les budgets des Etats modernes, aussi bien que les budgets des administrations locales, ont augmenté d'une manière considérable. Le Budget national qui en France atteignait un milliard en 1826, se monte aujourd'hui à quatre milliards, et à plus de cinq, si l'on incorpore dans le budget national les dépenses payées sur les fonds départementaux et communaux.

Dans son *Traité de la Science des Finances*, M. Paul Leroy-Beaulieu attribue cette progression à l'effet de cinq causes différentes, en premier lieu, la hausse du prix des subsistances et le renchérissement du coût de la vie, en deuxième lieu, l'extension et l'amélioration des services publics; en troisième lieu, le développement des dépenses d'ordre militaire; en quatrième lieu, l'accroissement des dettes publiques; en dernier lieu les plus-values budgétaires, et le développement de la propriété. (2).

1 LEROY-BEAULIEU. *Traité de la Science des Finances*, édition, pages 751, tome I.

2 LEROY-BEAULIEU. *Traité de la Science des Finances*, 5^e édition, p. 159, tome II.

Si toutes les causes d'augmentation des dépenses énumérées par M. Leroy-Beaulieu agissent sur les budgets des Etats, leur action n'est plus la même sur les dépenses des administrations locales. C'est ainsi, que l'accroissement des dépenses militaires, qui sont supportées exclusivement par le budget national, a été sans effet sur les finances Communales.

C'est donc aux autres causes déterminées par M. Leroy-Beaulieu, qu'il faut attribuer la progression des dépenses d'ordre Communal.

Section II. — LES DÉPENSES DU PERSONNEL MUNICIPAL

L'augmentation du coût de la vie, l'extension et le perfectionnement des services publics ont augmenté les dépenses des fonctionnaires municipaux. Les crédits affectés au personnel ont augmenté rapidement dans le cours de ces dernières années. En 1890, ils s'élevaient à 46 millions au budget de 1908, ils atteignent 79 millions, soit 22 0/0 des dépenses totales.

En 18 années la progression des dépenses du personnel a été de trente trois millions, soit une augmentation de 75 0/0. Le Conseil municipal s'est ému de la progression des dépenses du personnel. Dans la discussion du budget de 1909, M. Sauton a demandé, que l'on centralisât en un seul chapitre les crédits du personnel, afin qu'il fût plus facile au Conseil mu-

nicipal de les contrôler. Actuellement les dépenses du personnel sont inscrites dans le budget aux chapitres respectifs de chaque service. Les crédits affectés à chacun de ces services pour le budget de 1908 donnent les chiffres suivants : personnel intérieur 7.362.000 fr. ; pensions et secours, quatre millions ; personnel technique 4.500.000 francs ; personnel de la voie publique 10 millions ; voirie et architecture 1 million et demi ; eaux et égouts cinq millions ; enseignement primaire et enseignement professionnel 23 millions, assistance publique 11 millions ; police municipale 24 millions ; octroi 11 millions. Le personnel le plus important et le plus coûteux dépend donc du service de l'assistance publique, de l'enseignement et de la préfecture de police. L'extension de ses services dans le cours de ces dernières années a contribué largement à l'augmentation des dépenses du personnel.

Les économies sur les crédits du personnel sont souvent difficiles à réaliser, que l'on supprime par des emplois, ou que l'on mette à la retraite plusieurs fonctionnaires, parce que toute réforme se heurte généralement à des droits acquis. Toute réforme partielle n'aurait d'ailleurs, qu'un intérêt minime ; l'économie ainsi réalisée n'en vaudrait pas la peine. Une réforme générale comportant une réorganisation des services municipaux pourrait seule donner des économies appréciables. Plusieurs projets en ce sens ont déjà été soumis au Conseil municipal.

Dans leurs rapports généraux sur les budgets de 1901 et de 1904, MM. Deville et Desplas ont examiné les réformes que comporteraient une réorganisation générale des services de l'administration municipale (1). L'économie générale de cette réorganisation consisterait dans la concentration des services municipaux. Le département de la Seine n'aurait plus deux préfets, mais un seul. Les services généraux de la police municipale, de l'administration publique, du Mont de Piété, qui constituent aujourd'hui autant de services distincts, et à peu près autonomes, seraient rattachés directement à la préfecture de la Seine.

Dans la situation actuelle les services de la préfecture de police, de l'administration publique, du Mont-de-Piété, ne relèvent directement que du ministère de l'intérieur.

Le rattachement de ces différents services donnerait à l'administration plus d'unité et plus de souplesse, et il permettrait au Conseil municipal d'exercer sur leurs dépenses un contrôle plus rigoureux. Les économies, qu'il serait alors possible de réaliser par la réorganisation des services, seraient rendues plus faciles par la complication des cadres du personnel, et du travail des différents bureaux.

1 A. DEVILLE. Rapport sur le budget de l'exercice 1901 (1900. imprimé n° 66 p. 102).

DESPLAS. Rapport sur le budget de l'exercice 1904 (1903 imprimé n° 72, p. 57 à 62).

**Section III. — LES DÉPENSES DE L'ENSEIGNEMENT
DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE, ET DE LA POLICE
MUNICIPALE**

Le plus fort contingent dans les dépenses du personnel est fourni par le service de l'enseignement, de l'assistance et de la police municipale.

Au point de vue des dépenses globales, ce sont également ces services, qui ont la progression la plus rapide : les crédits de l'enseignement primaire étaient inscrits au budget de 1876 pour 9 millions et demi ; au budget de 1908, ils atteignent 34 millions et demi ; les crédits de l'assistance publique durant la même période sont passés de 13 à 40 millions ; ceux de la police de 19 à 38 millions. L'augmentation des crédits des autres services est loin d'avoir subi une pareille augmentation. Ceux de l'administration centrale sont passés de 4 à 10 millions ; ceux de la voie publique de quatorze millions à vingt et un. Leur progression est en rapport avec le développement de Paris et de sa population. Mais en ce qui concerne l'enseignement, l'assistance et la police, l'augmentation des charges est imputable aux lois, qui ont été votées par le Parlement.

L'enseignement primaire gratuit a été établi par les lois du 16 juin 1881, 28 mars 1882 et du 30 octobre 1886. La loi du 20 Juillet 1889 a réparti les dépenses de l'enseignement entre l'Etat, le Département

et les Communes. L'Etat supporte pour y faire face, et il perçoit pour y faire face huit centimes généraux au principal des quatre contributions directes. Le département a à sa charge les dépenses des écoles normales d'instituteurs, de l'inspection académique et du Conseil départemental. Les Communes doivent payer la construction des écoles et leur entretien. (1)

Une exception à ce principe général a été apporté par l'article 29 de la loi du 25 Juillet 1893, qui dispose, que dans les villes, dont la population dépassera 150.000 habitants, le montant des dépenses à la charge de l'Etat n'excédera pas le produit de huit centimes additionnels généraux, qui y sont perçus, et à Paris le produit de 4 centimes. La subvention, que la Ville touche de l'Etat atteint à peine trois millions, soit un dixième des dépenses totales. L'application de la loi de 1893 met à la charge du budget des grandes villes, la plus grande partie des dépenses de l'enseignement. Il serait équitable pour les grandes villes, qui ont de très gros sacrifices à faire pour l'enseignement primaire, que la loi de 1893 fut abrogée. Si Paris était assimilé aux autres villes, et si l'Etat lui allouait intégralement le produit des huit centimes généraux, qui y sont perçus, le budget parisien bénéficierait d'une recette complémentaire de trois mil-

1 H. BERTHÉLEMY. Traité élémentaire de Droit administratif, 2^e édition, p. 729 et 730.

lions, et si l'Etat payait intégralement, comme il le fait actuellement pour les villes ayant une population inférieure à 150.000 habitants les dépenses en personnel de l'enseignement primaire, le budget parisien bénéficierait d'une économie annuelle de plus de 18 millions.

Les revendications financières, que le Conseil municipal soutient contre l'état au sujet des dépenses de l'enseignement n'ont pas encore eu de résultat. Il paraît cependant, contraire à toute justice, de laisser Paris dans une situation aussi exceptionnelle.

Les services d'assistance coûtent tout aussi cher à la Ville de Paris, que les services de l'enseignement. Les dépenses de ces services ont été augmentées considérablement dans le cours de ces dernières années, par l'application de la loi du 27 juin 1904 sur les enfants assistés, et de la loi du 14 juillet 1905, sur l'assistance aux vieillards. La dépopulation des campagnes, l'importance de l'industrie parisienne amènent dans la capitale une population flottante considérable, qui fournit à l'assistance publique un contingent important. Dans son rapport sur le budget du département de la Seine pour l'exercice 1909, M. Lampué constatait que les dépenses d'assistance, c'est-à-dire des dépenses improductives, formaient le tiers du budget départemental (1). D'après les

1 LAMPUÉ. Rapport général sur le budget du département de la Seine pour l'année 1909 (1908, imprimé n° 15, p. 2 et 3.)

évaluations formées par le rapporteur général, le département de la Seine entretient le tiers des enfants assistés en France, le cinquième des aliénés, le huitième des vieillards incurables et infirmes. Le plus fort contingent de tous ces assistés est naturellement fourni par la population parisienne, le complément provient de la population de la banlieue.

En 1908, le nombre des enfants assistés dans le département de la Seine, était de 44.705. Le nombre prévu des enfants à secourir pour 1909 est de 54.892, soit une augmentation de 22 pour cent. Les crédits budgétaires sont passés de douze à quinze millions, de 1908 à 1909 (1). D'après la loi du 25 juin 1904, les dépenses des enfants assistés sont supportées par l'état pour deux cinquièmes, par le département également pour deux cinquièmes et par la commune pour un cinquième. Le contingent de la Ville de Paris pour les dépenses des enfants assistés était prévu au budget de 1908 pour la somme de 2.050.944 francs.

Le plus fort contingent pour les dépenses de l'assistance aux aliénés et aux vieillards incombe aux finances communales. D'après la loi du 10 juin 1838, les communes paient les frais d'internement des aliénés ayant chez elle leur domicile de secours, d'après le tarif fixé par le Conseil général. La part con-

1 PATENNE. Rapport sur les dépenses du service des enfants assistés pour l'année 1909-1908, imprimé n° 25, p. 2.

tributive de la Ville de Paris dans le service des aliénés était fixée au budget de 1908 pour la somme de 3.615.000 francs.

La loi du 14 juillet 1905 met à la charge des communes les dépenses de l'assistance aux vieillards, l'état et le département allouant aux communes des subventions, ou subvenant aux dépenses des assistés qui n'ont pas de domicile de secours communal. La subvention est allouée par l'état, quand le nombre des assistés dépasse 10 o/o de la population totale; elle ne peut être inférieure au dixième des dépenses totales (1). Les dépenses de la Ville de Paris pour l'assistance aux vieillards ont été, en 1908, de 11.641.370 francs. La subvention allouée par l'état a été de deux millions et demi.

En plus de ces dépenses d'ordre spécial la Ville de Paris doit allouer à l'assistance publique une subvention de plus de vingt millions pour les dépenses des hospices, des hôpitaux et les secours des bureaux de bienfaisance. Au total, les dépenses de l'assistance atteignent en 1908 près de 44 millions.

Les dépenses de la police municipale ont également progressé pour les mêmes raisons de 1876 à 1908, les dépenses ont doublé; elles sont passées de 19 à 38 millions. L'augmentation de la population, l'adoucissement progressif de la législation pénale, la crise de l'apprentissage, le contingent trop facile-

1 Loi du 14 juillet 1905, article 27, Barème C.

ment fourni dans la population flottante aux éléments dangereux de la population parisienne, sont autant de causes de l'augmentation de la criminalité.

Le développement des effectifs de la police est tout aussi nécessaire, que le développement des services de l'assistance.

La subvention, que l'Etat alloue à la Ville pour les dépenses de sa police, a été fixée par la loi du 17 avril 1906, à 11.175.955 francs. L'examen que nous venons de faire des dépenses des services de l'enseignement, de l'assistance et de la police, montre combien sont élevées les charges qui pèsent de leur fait sur la population parisienne. Il nous permet également de constater, qu'en raison de la progression régulière de la population, il ne faut pas compter pouvoir réduire les crédits qui leur sont affectés. Quelques légères économies peuvent être réalisées sur les services de l'assistance, en créant des hospices départementaux, où les frais de l'hospitalisation seraient moins élevés, et en municipalisant tous les services de l'assistance publique.

Le concours de l'Etat pourrait aussi être plus effectif. Indépendamment de l'attribution intégrale à la Ville des huit centimes additionnels de l'enseignement, l'Etat pourrait, sans grands risques pour son budget, augmenter les subventions allouées pour l'assistance et pour la police municipale. La Ville de Paris et le département de la Seine paient assez

d'impôts, pour être traités avec plus de générosité. En 1906, le montant des rôles des quatre contributions directes, en principal et en centimes additionnels, était de 982.600.000 francs pour la France entière, de 194.105.000 francs pour le département de la Seine, et de 164.800.000 francs pour Paris, ce qui revient à dire que Paris paie en France 16.77 pour cent des contributions directes, le département de la Seine 19.65 pour cent, et Paris 84.92 pour cent des contributions payées par le département. (1)

Le concours de l'Etat serait d'autant plus mérité, que depuis la loi du 29 décembre 1897, les ressources des communes, dont on a ôté aux octrois le plus clair de leurs revenus, sont nécessairement limitées, qu'elles doivent demander à l'impôt direct le plus clair de leurs ressources, et que leurs dépenses obligatoires ont été lourdement augmentées pour l'assistance et pour l'enseignement.

Section IV. — LES ÉCONOMIES À RÉALISER SUR LA DETTE MUNICIPALE

Les subventions que l'Etat pourrait allouer à la Ville, s'il admettait ses revendications financières, ne seraient pas en tout cas supérieures à 6 millions

1 Chiffres extraits d'un rapport adressé au préfet de la Seine par le Directeur des Finances, le 31 décembre 1907, sur le Recouvrement des Contributions pour l'année 1906. Tableau et graphique n° 1.

en y comprenant les 3 millions provenant de l'attribution des centimes de l'enseignement. Les ressources que l'on peut tirer soit des subventions de l'Etat, soit au moyen des économies réalisées sur les crédits affectés aux services ordinaires, étant limitées, c'est dans une autre voie qu'il faut s'orienter si l'on veut trouver les moyens d'alléger sérieusement les charges budgétaires de la Ville de Paris.

C'est sur les crédits affectés au service de la dette municipale que l'emprunt réalisera, dans un avenir qui n'est pas très éloigné, les économies qui donneraient au budget municipal, toute l'élasticité désirable.

La dette municipale au premier janvier 1909 était au capital de 2.474.440.576 francs; l'annuité nécessaire à assurer son service, était de 121.385.000 fr. et en y comprenant les annuités et la dette secondaire de 124.887.734 francs, soit environ 35 pour cent du budget. C'est une lourde charge, qui complique l'établissement des crédits budgétaires.

La dette municipale comprend actuellement plusieurs parties: en premier lieu les emprunts émis par l'administration impériale et pour liquider le passif de la Caisse des travaux; ce sont les emprunts de 1865, de 1869, de 1871 et de 1875; les plus anciens de ces emprunts seront amortis, l'emprunt 1869 en 1909, l'emprunt 1865 en 1929. En deuxième lieu, les emprunts émis pour les grands travaux publics de Paris: ce sont l'emprunt 1886 converti en 1898,

l'emprunt 1892, l'emprunt 1894-96. En troisième lieu les emprunts qui ont reçu une affectation industrielle, l'emprunt 1899 et l'emprunt 1904, qui est uni à la construction du chemin de fer métropolitain; les emprunts émis en 1905 et en 1906 pour le gaz; les emprunts de cette dernière catégorie sont productifs, et leur service ne coûte rien au budget. Des emprunts de la deuxième catégorie, l'emprunt 1894-96 a presque un caractère industriel; il a servi à l'exécution du tout à l'égout, et son service est à peu près assuré par des taxes spéciales.

En y comprenant le produit de ces taxes, l'ensemble des produits du domaine affectés au service des emprunts, qui eut servi à son aménagement, représente une somme de 21.700.000 francs, qui doit être déduite des crédits de la Dette, puisqu'elle n'y figure que pour ordre. Le prélèvement opéré sur les recettes ordinaires du budget pour les autres emprunts est donc d'environ 100 millions. Sauf pour les emprunts 1865 et 1869, qui seront respectivement amortis en 1909 et en 1929, les autres emprunts sont échelonnés sur une période plus longue, le dernier devant être amorti en 1979.

L'emprunt 1869 étant amorti en 1909, le Conseil municipal pourra disposer des centimes de cet emprunt sans emploi, soit d'une annuité de 14.322.000 fr. Dans son mémoire du 30 septembre 1905, M. de Selves a saisi le Conseil municipal d'un projet de travaux, dont l'exécution comportait une dépense

d'environ 600 millions et qu'il proposait au Conseil d'exécuter en trente-sept années au moyen des centimes de l'emprunt de 1869 devenus disponibles.

La nécessité de ces travaux étant reconnue, le Conseil municipal peut pourvoir à leur exécution de deux manières différentes; émettre un emprunt dont le service serait assuré les centimes de l'emprunt de 1869, ou exécuter progressivement ces travaux en les payant annuellement au moyen des 14 millions dont on dispose actuellement.

Si l'on adopte le premier mode de procéder, le service de la dette subira une nouvelle surcharge et les budgets de l'avenir seront grevés à l'avance. Si l'on exécute les travaux sans nouvel emprunt, les prochains budgets n'auront à supporter aucune nouvelle surcharge, et on pourra attendre que l'amortissement progressif des autres emprunts procure de nouvelles disponibilités.

L'émission d'un emprunt est toujours onéreuse pour la Ville, et les sacrifices, qu'elle doit faire, ne compensent pas suffisamment l'utilité des travaux effectués. L'émission d'un emprunt étant le prélude d'une campagne de travaux, la spéculation prend ses mesures en conséquence; les matériaux renchérisent, les sociétés financières font l'acquisition des immeubles susceptibles d'être expropriés, et la Ville doit, pour ses travaux et ses expropriations, traiter à des conditions plus onéreuses. Financièrement parlant, l'émission d'un emprunt est toujours coûteuse.

Le capital réellement souscrit, s'augmente de la prime de remboursement qui peut varier suivant le cours du marché, et de tous les intérêts payés.

Dans son rapport sur le budget de 1905, M. André Lefèvre a montré, par des calculs faits à l'aide des tables de Violaines, combien l'emprunt était onéreux pour les finances municipales (1). Il résulte des calculs de M. André Lefèvre, qu'un emprunt nominal de 100 millions qui procure à la Ville un capital net de 98 millions, en déduisant deux millions pour frais d'émission, coûte au contribuable 155.829.225 francs si le remboursement est échelonné sur une période de 25 années, nécessitant une annuité de 6.233.169 fr. Si l'emprunt est amorti en cinquante années, l'annuité à payer ne sera que de 4.457.422 francs, mais le capital remboursé et les intérêts coûtera 227.871.100 francs. Pour une période de 75 années, le coût de l'emprunt est de 300.232.350 francs et l'annuité à payer de 4.003.098 francs.

La politique des emprunts à long terme a été extrêmement onéreuse pour la Ville. De 1855 à 1908, le montant des emprunts contractés par la Ville, non compris ceux du métropolitain, est de 2.121 millions. En 1979, quand tous ces emprunts seront amortis, la Ville aura payé en capital, lots et intérêts, 6.048 millions.

1 ANDRÉ LEFÈVRE. Rapport général sur le budget de l'année 1905 (1904, imprimé, n° 79, p. 16.)

M. André Lefèvre a calculé que, de 1855 à 1906, les dépenses créditées sur fonds d'emprunt étaient de 2.034.977.716 fr. 58; durant la même période, les sommes payées pour le services de ces emprunts étaient de 2.709.060.216 francs, soit un excédent de dépenses de 674.083.099 francs (1).

Si la Ville eût exécuté, durant cette période, ces travaux à l'aide des ressources ordinaires de son budget, elle eût fait l'économie de 674 millions, soit annuellement de 1855 à 1903, 13.756.000 francs. Au lieu de dépenser, pour les travaux exécutés, 55.286.000 francs par année, elle n'en eût dépensé que 45.530.000 francs.

Ces chiffres ont leur éloquence. Une politique financière rationnelle, ne doit comporter l'émission que d'emprunts industriels, se suffisant à leurs dépenses propres. Les travaux improductifs doivent être exécutés à l'aide de ressources demandées à l'impôt.

Si l'on exécute le programme des travaux, demandé par M. de Selves, à l'aide des ressources budgétaires, provenant des annuités des emprunts amortis, on pourra y consacrer de 1910 à 1929 l'annuité de l'emprunt de 1869, soit 14 millions, à partir de 1929, cette annuité sera augmentée de celle de l'emprunt de 1865; on pourra alors disposer annuellement de 28 millions.

1 ANDRÉ LEFÈVRE. Rapport sur le budget de 1905, p. 21.

Si l'on émet un emprunt pour l'exécution de ces travaux d'un capital nominal de 600 millions, la Ville devra payer, s'il est émis remboursable en 25 années, 934.975.350 francs, avec une annuité de 37.399.014 francs. S'il est amortissable en cinquante années, l'annuité sera de 26.744.532 francs et le capital à payer sera de 1.337.226.600 francs; pour 75 années, l'annuité sera de 24.018.588 francs et le coût de l'emprunt de 1.801.394.100 francs.

Que la Ville contracte l'emprunt selon le mode qui sera le moins onéreux pour elle, c'est-à-dire amortissable en vingt-cinq années, il faudra dès 1910, demander à l'impôt 29 millions de ressources nouvelles.

Si la politique financière, conseillée par M. de Selves et par M. André Lefèvre, est suivie, le budget ordinaire suffira avec ses ressources actuelles à l'exécution du programme des travaux projetés. Il sera pourvu à l'exécution des travaux par les annuités des emprunts au fur et à mesure de leur amortissement, et il ne sera pas nécessaire de demander au contribuable parisien un centime de plus (1).

1 A l'heure actuelle, le Conseil municipal ne s'est pas encore prononcé sur l'emploi de l'annuité de l'emprunt de 1869. Néanmoins dans la discussion du Budget de 1909, M. Dausset, rapporteur général, a proposé de se servir de cette annuité, pour gager un nouvel emprunt, qui serait affecté à des travaux d'intérêt général. Il est peu probable que le Conseil municipal adopte cette proposition.

Dans une quinzaine d'années, en supposant que les dépenses suivent leur progression actuelle, l'augmentation des recettes à provenir du domaine et la réduction des dépenses de la dette, permettraient peut être de tenter quelques dégrèvements.

Vu : Le Président de thèse,

BERTHÉLEMY.

Vu : Le Doyen,
Ch. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES



Bibliographie	5
Avant-Propos	7

PREMIÈRE PARTIE

Législation budgétaire concernant la Ville de Paris

GÉNÉRALITÉS	13
CHAPITRE I. — <i>Préparation du Budget</i>	15
Attributions du Préfet de la Seine	16
Le règlement du 28 Décembre 1878 sur la Comptabilité des Recettes et des Dépenses de la Ville de Paris	16
Le projet général du Budget:	16
<i>Budget ordinaire</i>	17
<i>Budget extraordinaire</i>	17
<i>Budget sur fonds spéciaux</i>	18
CHAPITRE II: <i>Le vote du Budget</i>	19
Pouvoirs du Conseil municipal	19
Le Comité du Budget et du Contrôle	19
Le refus du Budget par le Conseil municipal	20
Les pouvoirs du Préfet de la Seine en ce qui concerne la fixation des crédits budgétaires [articles 37 et 39 de la loi du 18 juillet 1837]	21
Règlement définitif du Budget	23

CHAPITRE III. — <i>L'exécution du Budget</i>	23
Section I. — GÉNÉRALITÉS.....	23
L'exercice budgétaire	24
Attributions du préfet de la Seine et du Receveur municipal	24
Section II. — LE RECOUVREMENT DES RECETTES.....	24
Taxes municipales assimilées aux contributions directes	25
Taxes municipales assimilées aux contributions indi- rectes	26
L'octroi de Paris	27
Taxes municipales recouvrées en vertu de l'article 63 de la loi du 18 juillet 1837	28
Section III. — LE PAIEMENT DES DÉPENSES.....	29
L'ordonnancement des dépenses municipales par le Pré- fet de la Seine	29
Leur paiement par le Receveur municipal	30
Section IV. — RECTIFICATION AU BUDGET.....	30
Crédits additionnels	30
Virements	30
Budgets supplémentaires	31
CHAPITRE IV. — <i>Le contrôle du Budget</i>	32
Le Contrôle administratif; Attributions du Contrôle Cen- tral. — Loi du 4 avril 1878	32
Le Contrôle du Conseil municipal; Compte administra- tif du Préfet de la Seine; Compte de gestion du Rece- veur municipal	33
Le Contrôle judiciaire; juridiction de la Cour des Comp- tes sur le Receveur municipal	35

DEUXIÈME PARTIE

Les Finances Parisiennes sous la III^e République

NOTIONS GÉNÉRALES	37
CHAPITRE I. — <i>La situation des finances Parisiennes à la fin de l'Empire</i>	42

Section I. — LES DÉPENSES DE M. HAUSSMANN.....	42
Politique financière de M. Haussmann	43
La Caisse des Travaux. — Ses recettes et ses dépenses	43
Les Bons de la Caisse des Travaux	44
La dette flottante municipale en 1869	45
Section II. — LE TRAITÉ DU 18 AVRIL 1869 AVEC LE CRÉDIT	
FONCIER	45
La dette de la Ville envers le Crédit Foncier en 1868 ..	46
La Convention de 1869 pour la consolidation de cette dette	47
Le traité devant le Corps Législatif. — Les Critiques de M. Léon Say	47
La loi du 18 avril 1869	47
L'emprunt de 1869. — Suppression de la Caisse des Travaux	48
Section III. — LES FINANCES MUNICIPALES EN 1870.....	48
Conséquences financières de l'annexion de 1860	48
Etat de la dette municipale à cette époque. La dette à long terme et la dette flottante	50
Le Compte rendu Officiel du 31 mars 1870	51
CHAPITRE II. — <i>Les Finances Parisiennes de 1879 à 1880</i>	54
Section I. — LA SITUATION FINANCIÈRE EN 1871.....	54
Le Budget ordinaire de l'année 1870. — L'indemnité de guerre imposée par l'Allemagne	55
Politique financière de M. Léon Say. L'emprunt de liquidation de 1871. Le traité du 22 juillet 1871 avec le Crédit Foncier	56
Section, II. — ETAT CRITIQUE DES FINANCES PARISIENNES DE 1871 à 1874	58
Déficit régulier des budgets ordinaires de 1872 à 1874.	59
La crise économique de 1873	60
Liquidation de la dette flottante	61
L'équilibre budgétaire n'est obtenu qu'à l'aide de nouveaux impôts	62
Section III. — ETAT PROSPÈRE DES FINANCES MUNICIPALES DE 1875 à 1880	63

Plus-value régulières des recettes ordinaires de 1875 à 1880.	64
L'emprunt de 1875. — Amortissement des dernières échéances de la Caisse des Travaux	65
L'emprunt de 1876. Son affectation à de nouvelles opérations de voirie	66
Le traité du 31 juillet 1879 avec le Crédit Foncier	67
Résultats généraux de la politique financière suivie de 1872 à 1880	67
CHAPITRE III. — <i>Les finances parisiennes de 1880 à 1890</i>	70
Section I. — LA CRISE ÉCONOMIQUE DE 1882 ET LES FINANCES MUNICIPALES	70
Etat prospère de la France en 1880. — Ses Conséquences sur la politique financière	70
Dégrèvements des droits d'octroi	72
La crise économique de 1882. — Sa répercussion sur le budget parisien. — Fléchissement des recettes ordinaires de 1882 à 1886	72
Section II. — POLITIQUE FINANCIÈRE SUIVIE DE 1880 à 1890	
Dotation du Budget extraordinaire à l'aide des plus-values du Budget ordinaire	75
Leur disparition en 1883. — L'emprunt de 1886	76
Progression des Recettes ordinaires de 1866 à 1890	77
CHAPITRE IV. — <i>Les finances parisiennes de 1890 à 1900.</i>	79
Section I. — PROGRESSION EXCEPTIONNELLE DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DE 1890 à 1896	79
Politique financière suivie de 1890 à 1900	80
Emprunts successifs. — Augmentation des dépenses du personnel ouvrier municipal	81
Situation difficile des budgets de 1893 et 1894	82
Nouveau traité avec le Crédit Foncier, du 9 juillet 1895	83
Equilibre budgétaire assuré sans impôts nouveaux, mais par des moyens exceptionnels	84
Section II. — LES BUDGETS DE 1896 A 1900. NOUVELLE POLITIQUE FINANCIÈRE	84
L'emprunt de 1894-96 et l'assainissement de la Seine ..	85

Moins-values des taxes du tout à l'égoût	85
Conversion de l'emprunt 1886	86
L'emprunt de 1899 et le Chemin de fer métropolitain. —	87
Emission d'emprunts recevant une affectation industrielle	87
Caractères exceptionnels du budget de l'année 1900	88
CHAPITRE V. — <i>La suppression des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques, et l'établissement de taxes municipales de remplacement</i>	
90	
Section I. — CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DE LA LOI DU 29 DÉCEMBRE 1897 POUR LA VILLE DE PARIS	90
Economie générale de la loi du 29 décembre 1897	91
Difficultés d'établir à Paris des taxes de remplacement	91
Les mécomptes de la surtaxe sur l'alcool	92
L'impôt direct et le contribuable parisien	93
Section II. — LA RÉFORME DEVANT LE CONSEIL MUNICIPAL.	94
Le projet préfectoral	95
Le projet de M. Pierre Baudin	95
Rapport de M. Pierre Veber	95
Les pourparlers avec M. Cochery, ministre des Finances.	97
Restrictions apportées au Conseil municipal	97
Rapport complémentaire de M. Veber et projet définitif	97
Section III. — LA RÉFORME DEVANT LE PARLEMENT.	98
Ajournement de la réforme après 1900	98
La réforme de l'impôt sur les boissons. — Loi du 29 décembre 1900	99
Vote des taxes de remplacement proposées par le Conseil municipal. — Loi du 31 décembre 1900	99
Insuffisance des taxes votées	100
Déficit du Budget de 1901. — Loi du 10 juillet 1902	100
CHAPITRE VI. — <i>Les finances parisiennes de 1900 aux Budgets actuels</i>	
102	
Section I. — LA CRISE FINANCIÈRE DE 1901-1903.	102
Déficit des Budgets ordinaires de 1901 et de 1902. —	102
Moins-values des taxes de remplacement	102

Création d'une taxe sur la valeur en capital des propriétés bâties	107
Progression régulière des recettes à partir de 1903	107
Section 11. — LES BUDGETS ACTUELS. PROGRESSION DES RECETTES DU DOMAINE.....	108
Augmentation des dépenses de l'enseignement et de l'Assistance de 1904 à 1909	108
Recettes exceptionnelles provenant, à partir de 1903 de l'abaissement du prix du gaz	109
Caractère extraordinaire de ces recettes. Elles servent à équilibrer le budget ordinaire	110
Les Budgets de 1905 à 1908	111
Conséquences financières des lois du 7 avril 1904 sur l'enseignement, du 25 juin 1904 sur les enfants assistés, du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards	111
Emprunts industriels de 1904 et de 1905	113
Organisation du service municipal du gaz	115
Equilibre budgétaire assuré au moyen des revenus du domaine	115
Ressources nouvelles provenant d'une nouvelle concession de l'électricité	115
Economie générale des Budgets actuels —.....	116

TROISIÈME PARTIE

L'avenir des Finances parisiennes

AVANT-PROPOS	119
CHAPITRE I. — <i>La réforme de l'octroi</i>	125
Section I. — LA SITUATION ACTUELLE DE L'OCTROI	125
Conséquences de la réforme fiscale de 1900	125
Progression des frais de perception de l'octroi	125
Fléchissement des Recettes	126
Déficit constant de la taxe de l'alcool	127

Section II. — DANGERS DE LA SUPPRESSION DE L'OCTROI A	
PARIS	128
L'impôt direct à Paris. — Son peu d'élasticité	128
Taxes de remplacement ayant le caractère d'impôts indirects	129
L'impôt direct et les charges de la propriété parisienne.	131
Les différents programmes des partisans de la suppression de l'octroi	131
Section III. — LES PROJETS DE SUPPRESSION DE L'OCTROI DE MM. ANDRÉ LEFÈVRE ET CHAUTARD	
Economie générale du projet de M. André Lefèvre	132
Ses préférences pour les taxes indirectes de remplacement — Taxes sur l'alcool, sur les chevaux, sur les constructions	133
Taxes sur les transports urbains et de pénétration	134
Economie générale du projet de M. Chautard	136
Ses préférences pour l'impôt direct	137
Ressources exceptionnelles demandées à la Conversion et à la prorogation de la dette municipale	137
Sacrifices imposés aux budgets de l'avenir	137
Augmentation du capital de la dette	138
Taxe d'habitation	138
Section IV. — RÉALISATION DE LA RÉFORME AVEC LA PARTICIPATION DE L'ÉTAT	
L'abolition des octrois en Belgique	140
Le projet de M. Berthelémy. — Abandon aux Communes d'une partie des impôts directs. Création au profit de l'Etat de décimes additionnels aux impôts indirects — Nécessité de créer un fonds de concours pour les finances Communales	141
Economies budgétaires réalisées par la suppression de l'octroi	143
CHAPITRE II. — L'Avenir du Domaine Municipal	145
Section I. — LES PRODUITS DU DOMAINE MUNICIPAL	
Développement du domaine municipal depuis 1900. —	145

Opinion de M. Paul Leroy-Beaulieu sur l'avenir du domaine de la Ville de Paris	146
Le domaine immobilier	147
Le domaine industriel	148
Leurs produits en 1908	148
Section II. — LE RÉGIME DU DOMAINE INDUSTRIEL MUNI- CIPAL	148
Le nouveau régime du gaz. — Exploitation en régie intéressée au compte de la Ville	149
Le nouveau régime de l'électricité. — Exploitation con- cédée à une Société industrielle	149
Régime mixte du chemin de fer métropolitain. Fermage de l'exploitation	151
Section III. — LES NOUVEAUX RÉGIMES DU GAZ ET DE L'É- LECTRICITÉ	151
Ancien traité avec la Compagnie Parisienne d'Eclairage et de chauffage par le gaz	152
Reprise par la Ville du matériel d'exploitation en 1906	
Exploitation nouvelle en régie intéressée par la Société du gaz de Paris	153
Les produits de l'exploitation en 1908. — Augmentation probable des Recettes	154
Ancien traité avec les Secteurs électriques	155
La Concession du 6 septembre 1907	156
Part de la Ville dans les bénéfices de l'exploitation	156
Progression des recettes à provenir du nouveau régime	157
Section IV. — LE RÉGIME DES EAUX ET DES TRANSPORTS UR- BAINS	158
Exploitation en régie du service des eaux	158
Dépenses de premier établissement. — Recettes du service des eaux	159
Les transports urbains. Le traité actuel avec la Compa- gnie générale des omnibus	160
Les tramways. — Redevances payées à la Ville	160
Expiration de la Concession des transports urbains et réorganisation du réseau par le Conseil municipal et le Conseil général de la Seine	162

Le chemin de fer métropolitain. — Exécution du réseau au compte de la Ville. — Capital de premier établissement. — Part la Ville de Paris dans les recettes d'exploitation	164
CHAPITRE III. — <i>Les Economies à réaliser</i>	167
Section I. — LA PROGRESSION DES DÉPENSES ET SES CAUSES GÉNÉRALES	167
Les Causes générales de l'augmentation des dépenses des Etats modernes, d'après M. Leroy-Beaulieu	168
Section II. — LES DÉPENSES DU PERSONNEL MUNICIPAL....	
L'augmentation des dépenses de 1876 à 1908	169
Les dépenses du personnel municipal dans le budget général	169
Economies à réaliser par une réorganisation des services administratifs municipaux	170
Section III. — LES DÉPENSES DE L'ENSEIGNEMENT, DE L'ASSISTANCE ET DE LA POLICE MUNICIPALE	172
Progression des dépenses de ces services de 1876 à 1908. — La loi du 25 juillet 1893 et les dépenses de l'enseignement primaire. — Revendications financières de la Ville de Paris contre l'Etat	172
Les services de l'Assistance dans le département de la Seine. — Enfants assistés et vieillards. — Dépenses à la charge de la Ville de Paris	174
Augmentation des dépenses de la police municipale. Subvention de l'Etat	176
Section IV. — ECONOMIES A RÉALISER SUR LA DETTE MUNICIPALE	178
Caractères des différents emprunts en cours d'amortissement	179
Les Centimes de l'emprunt 1869 et les travaux à exécuter prochainement	181
Le Coût réel des emprunts. — Système de M. André Lefèvre	182
Avenir du budget, si l'on renonce à la politique financière des emprunts	184

